

# Réponses à Pauline

L'idéologie française II

(Saint Bernard théologien et martyr)





**MARX AVEC CORNET DE FRITES**  
COLLECTION PARTICULIÈRE  
DE LA LIBRAIRIE TROPIQUES



FÉDÉRATION FRANÇAISE  
DES CONCOURS DE CIRCONSTANCES

## Avertissement

Ce texte à été rédigé en diligente réponse à la demande reproduite ci-dessous, émanant d'une de nos camarades, adhérente informelle de la F.F.C.C. ( fédération française des concours de circonstances ). Il vise donc à contribuer à concourir à une de ces circonstances favorables à notre projet commun d'éducation populaire marxiste.

*« Merci d'avance pour ta clarification des catégories suivantes chez Marx (production et réalisation, valorisation et évaluation, social et collectif, travail et activité, etc) qui nous sera super utile!*

*Juste pour te dire, lors de notre dernier atelier de travail à la maison entre apprentis nous avons (re)lu le passage "qu'est-ce le salariat?" de Puissances du salariat qui contient pour le coup les clés de compréhension de la démarche et des thèses de Friot.*

*Le point de départ du travail de Friot est la critique de l'idéologie dominante sur la protection sociale. Pouvons-nous faire l'analogie avec Marx sur l'économie politique (théorie de la valeur) et Clouscard sur "la consommation" (je me trompe sans doute d'objet ici)?*

*En tout cas tout ce qui précède sur l'échec du couple propriété-solidarité de la protection sociale libérale et ce passage qui analyse le salariat comme affirmation du travailleur collectif contradictoire au mouvement du capital me semblent extrêmement féconds, clairs et salutaires en termes d'horizon politique. Aussi je pense qu'il serait très profitable que ta critique se réfère à ce passage qui contient selon moi le noyau théorique de son apport.*

*Pauline »*

## Production et réalisation

Marx indique d'emblée, dès le début de l'ontologie de la valeur (première page du Livre 1 du Capital, cinquième paragraphe) que :

« Les valeurs d'usage ne se *réalisent* que dans l'usage ou la consommation »

Pour ceux qui sont un peu aguerris à l'usage conceptuel que Marx fait du vocabulaire hegelien je ne leur apprends rien en ajoutant que cette formulation dénote chez Marx le caractère *d'effectivité* de la valeur *réalisée* (devenue réelle) en tant qu'elle résulte de l'activité productive. Dans les lignes qui précèdent (sur la première page du Capital) il a pris soin d'annoncer ce qu'il entendait par « valeur d'usage » :

« L'utilité d'une chose fait de cette chose une valeur d'usage [4] . Mais cette utilité n'a rien de vague et d'indécis. [...] Les valeurs d'usage des marchandises fournissent le fonds d'un savoir particulier, de la science et de la routine commerciales [5] . »

Ce « savoir particulier » dont Marx inaugure ainsi la *Critique* générale et décisive est, entre autres, celui que prétend produire et dispenser « l'économie politique ». Dans une formule qui pourrait se dire : « la valeur ne s'use que si on s'en sert » - Marx précise donc, en bon hegelien, que cette effectivité de la valeur implique sa *destruction effective* par sa *consommation*. Ça n'est pas la « chose produite » qui est nécessairement détruite et consommée au moment de sa *réalisation*, c'est sa « valeur ». C'est ainsi qu'elle se *réalise* par la monétisation qui conclue le processus de circulation. Ce moment est celui de la résolution du procès de production-circulation-consommation de la marchandise. Celui du « consommateur final ».

Dans le chapitre II Marx précise que ce moment de la réalisation par la consommation, c'est à dire la vente au consommateur final, autrement dit celui qui met fin au cycle de production-circulation (donc qui n'acquiert pas la marchandise dans le but d'en produire une autre ni celui de la faire circuler) il est nécessaire que la dite marchandise subisse la transubstantiation dont le principe et la nécessité ont été initialement décrits dans le chapitre inaugural. Singulièrement dans le passage où Marx observe la « caractère acquis » *d'équivalence* inhérent à l'ontologie propre de la marchandise. ( Cf. [l'explication de texte](#) )

C'est le fameux passage qui intrigue tant J-M. Harribey ( cf. ma correspondance avec ce dernier). Voici donc ce passage du « *salto mortale* » ( voir [PREMIÈRE SECTION : LE CAPITAL EN GÉNÉRAL Chapitre II : La monnaie ou la circulation simple](#)) :

« *M-A ou vente* : la marchandise M entre dans le procès de circulation non seulement comme valeur d'usage particulière, une tonne de fer par exemple, mais aussi comme valeur d'usage de prix déterminé, mettons 3 livres sterling, 17 shillings 10 ½ pence ou une once d'or. Ce prix, tout en étant d'une part l'exposant de la quantité de temps de travail contenue dans le fer, c'est-à-dire de sa grandeur de valeur, exprime en même temps le pieux désir qu'a le fer de devenir de l'or, c'est-à-dire de donner au temps de travail qu'il contient lui-même la forme du temps de travail social général. Cette transsubstantiation échoue-t-elle, la tonne de fer cesse d'être non seulement marchandise, mais produit, car elle n'est marchandise que parce que non-valeur d'usage pour son possesseur, ou encore le travail de celui-ci n'est du travail réel que comme travail utile pour d'autres et il n'est utile pour lui-même que comme travail général abstrait. La tâche du fer ou de son possesseur est donc de découvrir dans le monde des marchandises le point où le fer attire l'or.

Mais cette difficulté, le *salto mortale* [saut périlleux] de la marchandise, est surmontée si la vente, ainsi qu'on le suppose ici dans l'analyse de la circulation simple<sup>1</sup>, s'effectue réellement. Du fait que la tonne de fer, par son aliénation, c'est-à-dire son passage des mains où elle est non-valeur d'usage, dans les mains où elle est valeur d'usage, se réalise comme valeur d'usage, elle réalise en même temps son prix et, d'or simplement figuré, elle devient or réel. Au terme : « once d'or » ou 3 livres sterling 17 shillings 10 ½ pence, est maintenant substituée une once d'or réel, mais la tonne de fer a évacué la place.

Par la vente M-A, non seulement la marchandise, qui dans son prix était transformée idéalement en or, se transforme réellement en or, mais, par le même procès, l'or, qui en tant que mesure des valeurs, n'était que de l'or idéal et ne figurait en fait qu'à titre de nom monétaire des marchandises elles-mêmes, se transforme en monnaie réelle<sup>2</sup>. De même qu'il est devenu idéalement équivalent général parce que toutes les marchandises mesuraient en lui leurs valeurs, de même en tant que produit de l'aliénation universelle des marchandises échangées contre lui (et la vente M-A représente le procès de cette aliénation générale), il devient maintenant la marchandise aliénée absolument, il devient monnaie réelle. Mais l'or ne devient réellement monnaie dans la vente que parce que les valeurs d'échange des marchandises étaient déjà idéalement de l'or sous la forme des prix. »

Les passages surlignés renvoient à ce qui a été démontré par Marx au chapitre précédent, dans l'élucidation du secret du « [fétiche de la marchandise](#) ». À savoir : la nécessaire transmutation inhérente à la forme marchandise et par laquelle cette forme la dote de la propriété *d'équivalence* ; requise pour sa circulation ; déterminant en conséquence son mode de production social.

<sup>1</sup> NdA : La circulation simple désigne chez Marx le processus « M-A-M » : Marchandise → Argent → Marchandise, dont le moment « M-A » distingue celui de la vente, associé à la consommation et à la réalisation.

<sup>2</sup> N de Marx : « La monnaie est de deux sortes, idéale et réelle; et elle est employée de deux façons différentes : pour évaluer les choses et pour les acheter. Pour l'évaluation, la monnaie Idéale convient tout aussi bien que la monnaie réelle et peut-être mieux encore. L'autre emploi de la monnaie consiste dans l'achat des choses qu'elle évalue... Les prix et les contrats s'établissent sur une évaluation en monnaie idéale et se réalisent en monnaie réelle. » (GALIANI : *Della Moneta*, p. 112 et suiv.)

Il est également important de considérer soigneusement la logique méthodologique et conceptuelle de Marx qui lui permet de déployer et organiser ses principaux concepts, à partir du réel rationnel, au moment où il décrit le « résultat » dialectique du processus et de ses contradictions : la *réalisation*. Dans la scrupuleuse description (en forme de conclusion) que Marx fait de la « Loi » qu'il identifie et désigne comme « *baisse tendancielle du taux de profit* », au livre III du Capital, on retrouve ce qu'il annonçait dès les premières lignes du Livre I, mais cette fois avec le déploiement dialectique raisonné des déterminations développées au fil de l'ouvrage. C'est ainsi que le postulat initial, posé dans le cadre de la description de la forme marchandise : « Les valeurs d'usage ne se réalisent que dans l'usage ou la consommation »<sup>3</sup>, est enrichi de toutes les analyses méthodiquement enchaînées dans le Capital, pour contribuer à l'exposé démonstratif de la « Loi » tendancielle (qui constitue la critique centrale du procès de production capitaliste) :

« Les moyens de production, c'est-à-dire une accumulation suffisante de capital, étant donnés, la formation de la plus-value n'a d'autre borne que la population ouvrière, si le degré d'exploitation du travail est déterminé, et que le degré d'exploitation du travail, si la population ouvrière est donnée. L'obtention de cette plus-value, qui est le but et le motif de l'organisation capitaliste, constitue le procès immédiat de production. *Dès que tout le sur-travail qu'il est possible d'extorquer est matérialisé sous forme de marchandise, la plus-value est produite. Mais à ce moment le premier acte seulement du procès de production capitaliste, la production proprement dite, est terminé, et le second acte doit commencer. Les marchandises produites, qu'elles incorporent le capital constant et le capital variable ou qu'elles représentent la plus-value, doivent être vendues.*

*Si cette vente est impossible*, ou si elle ne peut être faite qu'en partie, ou encore si elle a lieu à des prix au-dessous des coûts de production, l'exploitation de l'ouvrier, qui existe en tout cas, est sans profit pour le capitaliste; *la plus-value extorquée n'est pas réalisée ou n'est réalisée qu'en partie*; peut-être même le capital est-il partiellement ou totalement perdu. *Les conditions de l'exploitation du travail et de sa mise en valeur ne sont pas les mêmes et elles diffèrent*, non seulement au point de vue du temps et du lieu, mais *en elles-mêmes*. Les unes sont bornées exclusivement par la force productive de la société, les autres par l'importance relative des diverses branches de production et *la puissance de consommation de la masse*.

Quant à cette dernière, elle dépend non de ce que la société peut produire et consommer, mais de la distribution de la richesse, qui a une tendance à ramener à un minimum, variable entre des bornes plus ou moins étroites, la consommation de la grande masse -, elle est limitée en outre par le besoin d'accumulation, d'agrandissement du capital et d'utilisation de quantités de plus en plus fortes de plus-value. Elle obéit ainsi à une loi qui trouve son origine dans les révolutions incessantes des méthodes de produire et la dépréciation constante du capital qui en est la conséquence, dans la concurrence générale et la nécessité, dans un but de conservation et sous peine de ruine, de perfectionner et d'étendre sans cesse la production. *Aussi la société capitaliste doit-elle agrandir continuellement ses débouchés* et donner de plus en plus aux conditions qui déterminent et règlent le marché, les apparences d'une loi naturelle indépendante des producteurs et échappant au contrôle, afin de rendre moins apparente la contradiction immanente qui la caractérise. Seulement *plus la puissance productive se développe, plus elle rencontre comme obstacle la base trop étroite de la consommation*, bien qu'au point de vue de cette dernière, il n'y ait aucune contradiction dans la coexistence d'une surabondance de capital avec une surabondance croissante de population. Car il suffirait d'occuper l'excès de population par l'excès de capital pour augmenter la masse de plus-value; mais dans la même mesure s'accentuerait le conflit entre les conditions dans lesquelles la plus -value est produite et réalisée. »

<sup>3</sup> Trad : « la valeur ne s'use que si l'on s'en sert »

Seulement *plus la puissance productive se développe, plus elle rencontre comme obstacle la base trop étroite de la consommation*, bien qu'au point de vue de cette dernière, il n'y ait aucune contradiction dans la coexistence d'une surabondance de capital avec une surabondance croissante de population. Car il suffirait d'occuper l'excès de population par l'excès de capital pour augmenter la masse de plus-value; mais dans la même mesure s'accroîtrait le conflit entre les conditions dans lesquelles la plus-value est produite et réalisée. »

K. Marx : *Le Capital* – Livre III – Section III

Résumons-nous...ou plutôt résumons Marx :

Dans la logique décrite et théorisée par Marx la *réalisation* est un moment du *procès* (au sens de *processus contradictoire*) qui anime *l'activité humaine* et *l'histoire* de ses formations *sociales* successives.

Ce procès est celui de *production-circulation-consommation* qui détermine et conditionne l'Être social et son histoire, au fil de ses capacités d'organisation et de rationalisation de la production de ses moyens de subsistance.

Ce processus historique est animé contradictoirement par les rapports de force qui traversent et clivent le corps social (et non les corps souffrants des atomes sociaux). Ces rapports sont eux-mêmes déterminés par la division du travail qui tout à la fois résulte des rapports de production et les détermine. Cette division sépare les classes sociales en discriminant la société civile selon les rapports de propriété et de pouvoir relatif à cette propriété. Elle sépare de même le travailleur du produit de son activité individuelle. Elle distingue et dissocie enfin les intérêts conflictuels qui résultent de la répartition qu'elle impose à l'activité productive. C'est cette détermination de la lutte des classes comme « moteur de l'histoire » qui s'impose à Marx comme « mission philosophique ».

« L'histoire a donc la *mission*, une fois que la *vie future de la vérité* s'est évanouie, d'établir la *vérité* de la vie présente. Et la première *tâche de la philosophie*, qui est au service de l'histoire, consiste, une fois démasquée *l'image sainte* qui représentait la renonciation de l'homme à lui-même, à démasquer cette renonciation sous ses *formes profanes*. La critique du ciel se transforme ainsi en critique de la terre, la *critique de la religion* en *critique du droit*, la *critique de la théologie* en *critique de la politique* ».

Karl Marx - 1843 -Contribution à la critique de La philosophie du droit de Hegel  
Introduction

Pour nos amis hégélianisants, le procès historique de l'Être en tant que social se présente à Marx comme celui de la totalisation de cet Être social conflictuel et divisé. C'est à dire la totalisation dans « l'Un » des différences multiples qui l'incarnent : affirmation positive du réel tirée rationnellement des négations contradictoires qui le distinguent. Chez Marx ça se résume à la maxime : « *L'histoire nous fait en même temps que nous la faisons* », à quoi on peut résumer plus généralement l'approche épistémologique du matérialisme historique.



D'un point de vue heuristique ce matérialisme historique de Marx est ici appliqué à la compréhension du devenir économique des formations sociales successives. Le Faire, c'est à dire l'activité concrète et son développement y déterminent l'Être (et non pas l'inverse comme chez Friot et d'une manière générale chez toute réflexion idéaliste sur cette question) cf. les thèses sur Feuerbach.

NB : Chez Clouscard ça donne **« L'Être et le code »**, dont la réponse dialectique à la « grande question » des existentialistes : « l'essence précède-t-elle l'existence ? » est que le... Code précède l'Être. D'où le commentaire de Sartre, en bon hégélianisant :

« Son grand mérite revient à indiquer les meilleures conditions pour que l'histoire se révèle concrètement pour ce qu'elle est : une totalisation en cours. »

Jean-Paul Sartre. à propos de L'Être et le Code

Bref,

le caractère rationnel du réel de la production, de l'activité humaine d'abord et nécessairement concrète, s'exprime concrètement par ce qu'il produit *effectivement*. Dans la perspective de la valeur socialement exprimée et reconnue, cette *réalisation* est donc identifiable à son expression concrète, réelle, effective. Sous sa forme marchandise en quelque sorte *canonique* cette expression de la valeur est celle qui, dans la formation sociale actuelle, permet *socialement* de la mesurer, la compter, l'évaluer, la partager, l'accumuler et d'abord et enfin la... *réaliser*.

Le cycle de production-circulation-consommation exprime ici l'activité sociale, l'activité pratique humaine, dans toute la diversité de sa réalité *effective*, sous une forme nécessairement commensurable, puisqu'il s'agit de l'évaluer selon un rapport de grandeur.

Chez Marx, cette *forme* canonique de la marchandise - et de la valeur d'équivalence « universelle » qu'elle porte « en soi et pour soi » et par nécessité - est tout simplement la *monnaie*.

« La fonction de la monnaie comme moyen de paiement implique une contradiction sans moyen terme. Tant que les paiements se balancent, elle fonctionne seulement d'une manière idéale, comme monnaie de compte et mesure des valeurs. **Dès que les paiements doivent s'effectuer réellement**, elle ne se présente plus comme simple moyen de circulation, comme forme transitive servant d'intermédiaire au déplacement des produits, mais **elle intervient comme incarnation individuelle du travail social, seule réalisation de la valeur d'échange, marchandise absolue.** »

Karl MARX - Le Capital - Livre premier

Le développement de la production capitaliste

I<sup>o</sup> section : la marchandise et la monnaie

Chapitre III : La monnaie ou la circulation des marchandises

Considérant le processus général, le *moment* de la *réalisation effective* du rapport social de valeur est celui de la *consommation*, qui clôt le cycle de « circulation simple » par sa *finalité* dialectique *d'usage* et *d'échange*, tout en permettant son renouvellement (comme auto-négation de la négation).

C'est cette double négation que Marx développe dans le passage de la circulation « simple » (Marchandise-Argent-Marchandise) à la circulation du capital (Argent-Marchandise-Argent). La nature dialectique de ce procès de circulation est déterminante pour ce qui y circule. C'est un point décisif de l'ontologie de la valeur.

Pour bien comprendre la logique de la valeur de Marx, il faut donc s'équiper conceptuellement de sa dialectique.

## Valorisation et évaluation

(« Hic rhodus hic salta »)

En révélant le secret du « fétichisme de la marchandise » comme une transmutation symbolique de la valeur, requise pour sa circulation et sa réalisation, Marx décrit formellement le passage d'une *forme* à une autre, d'une même *chose*<sup>4</sup>. C'est pourtant également et surtout un *saut qualitatif* (de cette même *chose*) que suggère Marx. Or, Marx est épistémologiquement un matérialiste cartésien qui s'est approprié la logique dialectique de Hegel. En terme de logique c'est tout sauf un positiviste. Pour Marx, cette transformation s'opère donc **dans** les représentations mais comme tout fétichisme elle opère **sur** un sujet **par** un objet totémique qui relie nécessairement l'univers « parallèle » du symbolique à celui du phénomène *réellement* observé. Dans le réel rationnel, pour être effectives ces formes ne peuvent pas rester de pures et simples constructions intellectuelles<sup>5</sup>, et au monde de l'homme elles doivent nécessairement « s'incarner » quand bien même elles demeureraient métaphores ou métonymies. C'est pourquoi, au terme du chapitre du Livre 1 du Capital intitulé :

« Les contradictions de la formule générale du Capital »

qui débute par la question :

« La forme de circulation par laquelle l'argent se métamorphose en capital contredit toutes les lois développées jusqu'ici sur la nature de la marchandise, de la valeur, de l'argent et de la circulation elle-même. Ce qui distingue la circulation du capital<sup>6</sup> de la circulation simple<sup>7</sup>, c'est l'ordre de succession inverse des deux mêmes phases opposées, vente et achat. Comment cette différence purement formelle pourrait-elle opérer dans la nature même de ces phénomènes un changement aussi magique ? »

Il conclue et résume le chapitre pour introduire le suivant, consacré à « Achat et vente de la force de travail », en référant explicitement l'aphorisme le plus célèbre des Principes de la Philosophie du Droit de Hegel :

« Nous sommes ainsi arrivés à un double résultat.

La transformation de l'argent en capital doit être expliquée en prenant pour base les lois immanentes de la circulation des marchandises, de telle sorte que l'échange d'équivalents serve de point de départ. Notre possesseur d'argent, qui n'est encore capitaliste qu'à l'état de chrysalide, doit d'abord acheter des marchandises à leur juste valeur, puis les vendre ce qu'elles valent, et cependant, à la fin, retirer plus de valeur qu'il en avait avancé. La métamorphose de l'homme aux écus en capitaliste doit se passer dans la sphère de la circulation et en même temps doit ne point s'y passer. Telles sont les conditions du problème. *Hic Rhodus, hic salta !*<sup>8</sup>»

Pour des marxistes de chaire, comme Friot, Bihr ou Harribey, aliénés à leur « habi-

<sup>4</sup> Cf. La Logique de Port-Royal : la chose, le mode, la chose modifiée, etc.

<sup>5</sup> En quoi Marx n'est pas platonicien mais, sous ce rapport, penche plutôt vers Aristote.

<sup>6</sup> Argent-Marchandise-Argent

<sup>7</sup> Marchandise-Argent-Marchandise

<sup>8</sup> Référence à la Préface des « Principes de philosophie du droit » de Hegel et à son « Hic Rhodus, hic salta ! » (Latin, voici Rhodes, c'est ici que vous sautez !) Signifie: montrez nous ici/maintenant ce dont vous êtes capable.

tus » de classe (fonctionnaires de l'appareil universitaire) c'est une autre sorte de « saut périlleux » qu'il s'agit d'effectuer, théorique celui-là, du fait de leur extériorité « statutaire » et conceptuelle au processus qu'ils prétendent décrire et critiquer. Harribey ne s'y hasarde pas plus que ses collègues du landernau marxiste lénifiant. Friot lui, « se lance », dans cet exercice acrobatique... et un mérite que je lui ai toujours reconnu, c'est d'avoir compris que la « valeur sociale utile » imputée à ce qu'Harribey désigne comme « sphère non marchande » ne peut être *réalisée* par les agents concernés dans le cadre de leur activité salariée « de la sphère non marchande ». Du moins si on applique à la sphère ainsi délimitée les principes et la logique de la critique de l'économie politique par Marx. C'est là le fond de leur polémique qui renvoie au fait que « *Les valeurs d'usage ne se réalisent que dans l'usage ou la consommation* » et au corollaire contradictoire qui veut que l'usage ou la consommation ne sont pas *effectivement réalisables*, au sens de vendus ou consommés, dans ce qu'Harribey désigne comme « sphère non-marchande ». Friot en déduit fort justement, et conformément à la critique de Marx, que le « saut périlleux » étant impossible *Hic et Nunc*, il a donc nécessairement eu lieu *ailleurs*, à un moment antérieur du processus de valorisation qui alimente le salaire des fonctionnaires du « secteur non marchand »... dont l'un et l'autre relèvent.

Bref, Friot a acculturé, contrairement à Harribey, que les imputations de la comptabilité nationale ne peuvent effectivement réaliser la « transsubstantiation ». C'est pourquoi toute la « valeur ajoutée » résultant de l'activité du « secteur non marchand » reste, comme dit Marx, du « travail abstrait » au sens où il n'est jamais « réalisé ». En conséquence, pour payer/réaliser un « salaire d'activité » du « secteur non marchand » il faut en prélever l'équivalent monétaire sur la valorisation monétisée des impôts et taxes, issus du processus de production et circulation... du secteur marchand.

Par nature, il n'y a aucune « valeur ajoutée » *réalisée* dans le secteur non marchand d'Harribey, d'où la difficulté induite de... *l'évaluer*. Dans son article de recension critique du livre de Friot (« vaincre macron »), Harribey s'insurge contre le fait que Friot prétend « compter deux fois la production non marchande » :

Si l'on suit Bernard Friot, puisque selon lui les retraités, les parents et les chômeurs produisent, la valeur qu'ils produisent devrait être ajoutée à celle déjà comptabilisée au niveau primaire.

En pratique c'est pourtant ce que fait la comptabilisation du P.I.B. ... comme nous allons le voir plus loin. Quand à la catégorie « primaire » c'est une de celles qu'ont accoutumées les marxistes lénifiants et autres tenants post-situationnistes de la « wertkritik » mais qu'on ne trouvera pas chez Marx ni quiconque a compris la conception de la « circulation » décrite par Marx, où ce genre de « niveau » n'a pas plus d'existence que de contenu.

Ici il faut considérer que si Friot en arrive à ce qui pour Harribey relève de l'hérésie, c'est pour justifier sa conception de la valeur qu'il qualifie d'économique, comme une sorte d'équivalent général porteur de la valeur sociale « émancipée de la convention capitaliste ». Autrement dit cette même forme de valeur sociale que selon Harribey la « sphère non marchande » produirait spontanément, en son sein. Or, Friot a construit son modèle de la « valeur économique » sur celui de la forme marchandise analysée par Marx. C'est également sur ce substrat théorique marxiste que s'appuie son confrère Harribey. C'est pourquoi ce dernier précise que cela « résume le différend théorique discuté: on ne peut pas considérer que les fonctionnaires sont productifs et, en même temps, que ce qu'ils ont produit est inclus dans la valeur de la production marchande. ».

Comme nous allons voir, pour Marx le fonctionnaire *fonctionne* mais ne *produit* rien du moins ni marchandise ni produit à « valeur ajoutée » ni quoique ce soit relevant de la « circulation simple ». En quoi il ne produit pas de « marchandise » et son activité n'est assurément pas « marchande », mais elle n'ajoute pas davantage ni ne produit de valeur « en circulation ». C'est même à ça qu'on le reconnaît...

On aura compris en effet qu'au delà de ce différend académique, l'enjeu principal, pour l'un comme pour l'autre de nos clercs universitaires, est de démontrer que les fonctionnaires sont productifs de leur propre valeur, mais que cette valeur elle-même n'est pas capitaliste (autrement dit qu'elle n'est pas *réalisée* sous la forme « marchandise »). Le motif partagé de cette commune orientation de leurs efforts théoriques est évidemment le fait qu'ils sont tous deux fonctionnaires<sup>9</sup>... Et il leur est tout à fait loisible d'affirmer que la valeur qu'ils se reconnaissent ne relève pas de la circulation simple, au sens de Marx. Il est cependant non moins loisible à Friot d'observer que cette valeur est réalisée par et dans le procès de circulation développée, celui qu'exprime la « formule générale du capital ». C'est une problématique qui se comprend aisément dans la période actuelle où la question de « l'utilité » de « l'activité » des fonctionnaires et surtout son « coût » (et de là, l'évaluation de sa valorisation) sont au cœur du débat idéologique « en marche »<sup>10</sup>.

Là-dessus, Harribey et Friot s'opposent, principalement, sur les propositions que Friot a du élaborer pour étayer ses thèses relatives à la « valeur économique » comme « essence sociale » générique, de tous les travailleurs, y compris retraités (voire invalides, chômeurs et « sans emploi »). Ce qui turlupine particulièrement Harribey c'est que Friot, dans son effort pour développer sa propre thèse est contraint d'invalider une contribution « majeure » de son confrère. Car, l'apport théorique de celui-ci est d'avoir conçu une *mécanique des sphères* économiques, présentées comme fondamentalement distinctes et hétérogènes sous le rapport de la valeur : l'une marchande, l'autre « non-marchande ». L'une et l'autre cohabiteraient tout en s'opposant dans une sorte de symbiose dialectique au sein des rapports de production capitalistes. Je ne développe pas ici les thèses d'Harribey sur ce sujet, mais comme il y sera fait allusion, je vais citer les points « critiques » de la recension de Friot par Harribey. Ils constituent un bon matériau de « dossier pédagogique » pour contextualiser ce débat. S'ensuit une controverse académique où il est instructif d'identifier les « écarts » de nos deux compères, à la fois entre eux et surtout vis à vis de Marx...

Ces divergences, à la fois réciproques à titre individuel et conjointes vis à vis de Marx, sont d'abord dénotées par le recours à des concepts et à des définitions qui sont à proprement parler des « ajouts » au système théorique de Marx, mais au sens où ils lui sont complètement étrangers. Inversement le concept « central », annoncé d'emblée par Marx, en bon matérialiste « hégélianisant » : la *réalisation* de la valeur, est par eux totalement éludé, alors qu'il est explicitement résolutoire de leur différend... en les contredisant tous les deux.

Quod est demonstrandum...

Ce qui est à démontrer, et c'est ce que je vais donc essayer de faire.

<sup>9</sup> retraités

<sup>10</sup> Macron confessait aux gilets jaunes qu'ils ne pouvait leur promettre « et en même temps, moins d'impôts et plus de service public et moins de dette etc. ». Ce qui montre d'ailleurs au passage à quel point le mouvement des Gilets Jaunes relevait de la lutte des classes la plus virulente, au sens de Marx, puisque confrontant la classe dirigeante à ses contradictions... indépassables dans le rapports social de production que promeut cette même classe dirigeante.



Boulevard saint-Michel :  
***Monument à la découverte de la validation de la valeur***  
(dans la sphère non-marchande)  
par le Révérend Père Bernard et le Professeur Jean-Marie.

## De quoi la validation est-elle le nom ?

Venant compléter le dispositif des sphères d'Harribey et du salaire à vie de Friot, de « nouveaux paradigmes » sont introduits à l'occasion du débat qui voit s'affronter nos Pelletier et Caventoux de la valeur économique, pipettes et cornues en main. Les plus sollicités sont « redistribution » et « validation sociale ». Dans le développement qu'il intitule : « Compter deux fois la production non marchande? »<sup>11</sup>. Harribey pose clairement son problème. Celui d'une incohérence avec la doctrine présumée de la « comptabilité publique » où Harribey, comme son collègue, puisent leurs données, mais qu'ils « *interprètent* » différemment :

« [...] la thèse de Bernard Friot oublie que les fonctionnaires paient eux aussi des impôts et des cotisations sociales. Lorsque j'achète une automobile, je paie son prix qui inclut les salaires des travailleurs et les cotisations, les profits et les amortissements du capital, et la TVA; à ce stade, on peut dire que les revenus versés par les entreprises capitalistes seront soumis ultérieurement aux impôts directs, mais ils ne recouvrent pas les impôts qui seront prélevés sur les salaires versés par les administrations publiques, pas plus que les cotisations sociales versées au régime général de la Sécurité sociale par les entreprises privées n'incluent les cotisations sociales des fonctionnaires. On ne peut pas à la fois soutenir que les fonctionnaires sont productifs de la valeur qu'ils perçoivent comme salaires et que leur «retenue pour pension est un pur jeu d'écriture» (p.48), comme une sorte de fiction. Il faut choisir entre les deux interprétations. En bref, il y a une ambiguïté – voire une confusion – très fréquente dans le débat public au sujet de la redistribution et que la thèse de Bernard Friot ne permet pas de lever: les soignants dans les hôpitaux et les enseignants ne sont pas rémunérés au titre de la redistribution, leur salaire est bien de nature primaire, c'est-à-dire engendré par leur travail; en revanche, la prestation reçue par les malades ou bien le service rendu aux élèves et étudiants relèvent, eux, du registre de la redistribution. »

On comprend dans cette dernière objection que ce qui permet à Harribey, d'établir des passerelles entre les deux sphères de ce que Friot désigne comme valeur économique (marchande ou non-marchande selon le distinguo d'Harribey) c'est qu'au sein des sphères économiques ainsi distinguées, il existe des *registres*. Parmi eux, celui de la « *redistribution* » assurerait l'indispensable médiation requise pour le « *partage de la valeur* » entre ces sphères. Ce *registre de redistribution* renvoie à ce passage de la critique du programme de Gotha, ou Marx évoque : « le « produit intégral du travail », le « droit égal », le « partage équitable ».

---

<sup>11</sup> En annexe

Marx y insiste, selon ses propres termes :

« Je me suis particulièrement étendu sur le « produit intégral du travail », ainsi que sur le « droit égal », le « partage équitable », afin de montrer combien criminelle est l'entreprise de ceux qui, d'une part, veulent imposer derechef à notre Parti, comme des dogmes, des conceptions qui ont signifié quelque chose à une certaine époque, mais ne sont plus aujourd'hui qu'une phraséologie désuète, et d'autre part, faussent la conception réaliste inculquée à grand-peine au Parti, mais aujourd'hui bien enracinée en lui, et cela à l'aide des fariboles d'une idéologie juridique ou autre, si familières aux démocrates et aux socialistes français. »

K.Marx - « Critique du programme de Gotha »

Ce bon Marx avait assez pratiqué les « démocrates et socialistes français » pour mesurer cette « familiarité » (cf. la « [lettre sur Proudhon](#) »). On constate ici qu'elle est toujours d'actualité. Nous reviendrons plus loin sur ce qu'en conclue Marx : « *Les rapports réels ayant été depuis longtemps élucidés, à quoi bon revenir en arrière ?* ».

On note aussi, en passant, que s'y distingue dans le discours « post-marxiste » d'Harribey une « nature *primaire* » qui déterminerait la généralité du  *salaire*  et qui semble inspirée de ce que Marx décrit comme circulation simple (M-A-M) de la valeur sous forme marchandise. Or, pour « articuler » sa métaphore, Harribey reprend plutôt le modèle proposé par Marx pour la circulation du capital (A-M-A) ce qui semble assez contradictoire avec l'objet de son objection. De même il évoque le fait que le consommateur paie et consomme donc de la TVA, donc une taxe sur la  *valeur ajoutée* , en semblant ignorer que les services « non-marchands » qu'il met en avant ne sont précisément pas assujettis à la TVA<sup>12</sup>. On pourrait également gloser sur la manière dont Harribey associe les « prestations » de santé à celles délivrées par les enseignants « publics » en semblant ignorer que ces dernières sont en principe « gratuites », tandis que les premières sont bel et bien payées et plus ou moins « remboursées » (d'où le « trou » de la sécu) etc. Mais il est surtout important de constater ici que ce motif de discorde part d'une conception commune, partagée par nos duellistes:

« Bernard Friot a raison de dire que c'est la validation sociale qui fait d'une activité un travail productif ou non de valeur, « une convention décidée par les rapports sociaux » (p. 37).

Mais qu'est-ce que la validation sociale ? »

Bonne question en effet ... Une question qui s'adresse à Friot mais la manière dont la lui pose Harribey est tout aussi instructive sur les idées d'Harribey que sur les idées de Friot qui la suscitent.

« Peut-on admettre que le travail soit rendu abstrait par une décision *a priori* des capitalistes s'arrogeant le « monopole de la valeur » ou ayant une « pratique capitaliste de la valeur » (p. 39, 45), parce que ce sont eux « qui décident ce qui, dans l'activité, a de la valeur et est donc du travail » (p. 38-39) et que « les seules personnes qui décident de la valeur sont les propriétaires lucratifs de l'outil de travail, qu'ils soient prêteurs, propriétaires directs ou actionnaires » (p. 101) ? Que la frontière séparant le champ de valorisation du capital de celui qui ne l'est pas soit la sanction d'un rapport de classes est indéniable, mais comment comprendre la métaphore de Marx du « saut périlleux de la marchandise » ? »

<sup>12</sup> Ce qui implique que du point de vue comptable et fiscal la production de ces services n'ajoute pas de valeur à la valeur qu'ils font circuler. Voir plus loin la question de la « gratuité » et celle du calcul du P.I.B.

Nous avons déjà évoqué la réponse de Marx à cette interrogation métaphysique du « saut périlleux de la marchandise ». Il conviendra d'y revenir, mais arrêtons nous d'abord sur une des propositions qu'Harribey emprunte à Friot : *ce sont eux* [les capitalistes] « qui décident ce qui, dans l'activité, a de la valeur et est donc du travail ». À quoi Harribey objecte aussitôt que :

« Hélas pour les capitalistes, ils doivent passer l'épreuve du marché pour récupérer leur capital agrandi de la plus-value. *C'est donc le marché* qui est l'institution validant le travail effectué pour produire de la valeur pour le capital ; la validation n'est pas le fruit d'une décision de classe prise dans un laboratoire secret du capital, sauf à tomber dans le piège du fétichisme. »

Cette objection repose sur un recours aussi confus qu'abusif aux concepts et catégories de Marx sur les thèmes abordés, mais elle est parfaitement congrue, donc opposable, aux représentations de Friot. Dans cette logique « commune » aux deux adversaires et confrères, dont elle constitue à proprement parler le « champ de bataille » idéologique, ce genre de débat, impliquant le « marché » comme institution décisive et décisionnaire, ne porte plus sur la valorisation de l'activité sociale et son évaluation au fil du processus de production-circulation, moins encore sur sa réalisation dans la consommation. Il porte sur un problématique typiquement « corporatiste » celle de la ... « validation ».

*Qu'est-ce que cette validation sociale ?* se demande Harribey. S'il en conteste le mode « d'évaluation » il n'en admet pas moins cette idée de « validation », et d'autant moins que c'est un problème fondamental de la corporation des clercs universitaires, d'abord et avant tout soucieux de l'évaluation gratifiante de leurs travaux ... donc dûment validés par leurs « pairs » ou ce qui pourrait en tenir lieu, à défaut de ... clients, susceptibles de les payer « pour ce que ça vaut ». Rien d'étonnant, donc, à ce qu'en dépit de leurs divergences sur la « sphère » de production de la valeur qui circule (et sa réalisation) ils s'accordent pour imaginer la « validation » sur le modèle de validation des « UV » au fil d'un cursus universitaire. Il y a nécessairement pour eux une « institution » qui est chargée de valider doctement et « impartialement » la valeur acquise, tel un jury d'examen. Ça n'est pas par hasard qu'Harribey parle « d'épreuve » à passer... (pour la valeur-travail marchande). Mais lorsqu'il évoque ses souvenirs de ce que Marx a pu lui fournir comme argument contre Friot il ramène la lutte des classes, sous une forme qui évoque les classes préparatoires plutôt que les classes sociales :

« Marx parlait de la valeur passant d'une forme à une autre comme un « sujet automate ». Il n'y a donc pas une pré-décision de ce qui transformera un travail concret en un travail abstrait, que Bernard Friot définit comme « la part de l'activité *considérée* comme produisant non seulement des valeurs d'usage, mais aussi de la valeur économique » (p. 36, souligné par moi). La lutte des classes intervient en amont et en aval de la validation marchande. En amont, comme dit plus haut, pour tracer la frontière entre ce qui sera production de plus-value pour le capital et ce qui sera production de services non marchands pour la collectivité. En aval, pour le partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits. »



Pour Harribey cette affaire de transformation « de travail concret en travail abstrait », relative à la bonne production, émancipée, celle des « services non-marchands pour la collectivité » s'opérerait « en amont et en aval » (sic) via la lutte des classes. Mais, quand même, il faut bien que le « marché » mette son tampon institutionnel au passage :

« Curieusement, Bernard Friot n'attache pas d'importance à l'institution *marché* ni au moment où se réalise l'abstraction du travail, le fameux « saut périlleux ». Or, la validation par le marché qui rend abstrait le travail est consubstantielle aux rapports marchands liés à la division du travail, laquelle dépasse historiquement et logiquement les rapports spécifiquement capitalistes. Le capitalisme implique le travail abstrait, mais la réciproque n'est pas vraie. »

On est là dans une métaphore de la *validation des compétences* (puisqu'on ne parle plus guère de connaissances<sup>13</sup> dans notre système éducatif post-soixante-huitard) et le saut périlleux est celui que doit effectuer le candidat lors des « examens » auxquels le soumet la « lutte des places ». Et c'est bien de ça dont « la qualification est le nom » dans leur imaginaire *commun*.

Rappelons la manière dont Marx dialectise les notions qui sont ici en jeu :

« Tandis que le travail créateur de valeur d'échange est un travail *général abstrait et égal*, le travail créateur de valeur d'usage est, lui, un travail concret et particulier qui, suivant la forme et la matière, se divise en une variété infinie de genres de travaux. »

Le Capital Livre 1 - Chapitre premier : LA MARCHANDISE

Dans notre correspondance polémique j'ai d'ailleurs « validé » la cohérence du raisonnement d'Harribey sur ce dernier point, et singulièrement sa conclusion que « *Le capitalisme implique le travail abstrait, mais la réciproque n'est pas vraie.* » En effet ce qu'il désigne comme travail abstrait est inhérent au capitalisme dans la mesure où comme l'explique Marx c'est la forme « générale » du travail ; et par conséquent le Capitalisme, comme époque et forme sociale particulière, historiquement déterminée, s'inscrit nécessairement dans cette généralité. Inversement cette forme générale de l'activité productive n'implique pas la détermination particulière « capitaliste » pour le mode de production contingent. On peut donc le dire sans contredire Marx et sa logique. Mais, pour Harribey qui méconnaît la logique de l'abstrait et du concret que Marx emprunte à Hegel, la conception de Marx est « contre-intuitive » et donc suscite chez lui une confusion (de même chez Friot) sur les déterminations que distingue Marx. Déterminations qui sont pourtant explicitées dans le même chapitre du Capital :

« Indifférent à la substance particulière des valeurs d'usage, le travail créateur de valeur d'échange est également indifférent à la forme particulière du travail lui-même. De plus, les différentes valeurs d'usage sont les produits de l'activité d'individus différents, donc le résultat de travaux différenciés par leur caractère individuel. Mais en tant que valeurs d'échange elles représentent du travail égal non différencié, c'est-à-dire du travail dans lequel s'efface l'individualité des travailleurs. Le travail créateur de valeur d'échange est donc du travail *général abstrait.* »

<sup>13</sup> Connaissances : terme vieilli qui désignait autrefois le contenu du savoir et de sa transmission.

Harribey croit que la « transsubstantiation » qu'évoque Marx consiste à « transformer un travail concret en un travail abstrait ». Il n'a pas du tout compris que pour Marx il s'agit ici du procès d'indifférenciation des travaux individuels, en une « substance symbolique commune » de valeur-travail. Considérant le travail « dans tous ses états » Harribey opère une confusion entre catégories dialectiques : abstrait et concret d'une part, général et particulier d'autre part<sup>14</sup>. Il n'a pas compris que je pointais là une proposition vraie en elle-même mais parfaitement hétérogène à sa thèse générale et singulièrement à son objection à Friot sur la « validation ». Ça n'est pas le marché qui donne leur forme particulière (de marchandise) aux travaux concrets (c'est à dire pour Marx individuellement déterminés). En revanche c'est leur mode de production qui **réalise** l'indifférenciation des travaux et leur indétermination. Ce que Marx désigne comme travail général abstrait est indéterminé quant à son objet, cette indétermination se répercutant en retour sur son sujet.

C'est pourquoi je faisais observer à Harribey que la « transsubstantiation » était un moment nécessaire de la circulation de la marchandise<sup>15</sup> sous sa forme d'équivalent. Caractère observable comme nécessaire, sous le mode capitaliste, mais comme dans n'importe quelle organisation de la production et de l'échange fondé sur la monnaie. De même que Friot était parfaitement fondé à « *ne pas attacher d'importance à l'institution marché* ». Puisqu'en réalité, à l'inverse du « service public » par exemple, le marché n'est pas une *institution*. S'ajoute à cela que le moment où le fameux « saut périlleux » une fois accompli, la valeur accumulée se **réalise**, au sens donné précédemment (par Marx) ; ce moment ne relève aucunement d'une quelconque « validation » mais plus prosaïquement de la « consommation ». C'est à dire la destruction de la valeur générale (et abstraite), « niée »<sup>16</sup> au moment de son individuation différenciée (et concrète). Sanction du procès social de production-circulation-consommation.

Je vais donc devoir revenir sur ces questions, mais revenons d'abord à Friot et à l'impasse dans laquelle il s'est quelque peu fourvoyé, et où il retrouve donc Harribey, pour les raisons qui viennent d'être exposées.

Le problème avec Friot c'est que, comme il vous l'a publiquement annoncé, je le cite : « *Eh oui, je ne suis pas marxiste, je suis catho* » (et « je suis écolo » aurait-il pu ajouter comme en atteste son nouveau paradigme de « responsabilité économique » supposé combler les lacunes de la « valeur économique »). Par conséquent il finit par proclamer « *qu'on ne doit pas être évalué sur ce qu'on fait, mais sur ce qu'on est* » ! En quoi d'ailleurs j'aurai pu lui faire observer qu'il n'est pas seulement en contradiction avec Marx mais aussi avec les évangiles... en lui citant celui de Saint Mathieu et sa version de « l'évaluation » : [la parabole des talents](#) « *Qu'as-tu fais de ton talent ?* ». Car Bernard n'est pas idiot et il est bien averti de ces choses évangéliques, contrairement à nos experts d'occasion, tel Jorion qui s'est fadé d'une [exégèse candidement idiote de la parabole](#) dont la rhétorique métaphorique et la portée dialectique lui ont manifestement échappé (sans doute n'a-t-il pas été éduqué par les « bons » pères ou a-t-il été distrait par la copulation des mouches lors de ses cours de catéchisme). Son « approche finale » nous révèle pourtant que c'est l'exégèse réformée du théologien ignorant Jorion que Père Bernard va se résoudre à prêcher à ses ouailles. Mais avant d'en arriver à la confirmation profane de cette « estonnante pronostication » ésotérique, il nous faut d'abord revenir à quelques rudes considérations exotériques sur toute cette mécanique céleste, quelque suave que soit la musique de ses sphères.

<sup>14</sup> Confusion aggravée par d'autres sur « égalité et identité », « activité et travail », « individuel et particulier », « forme et matière », « mode et genre », etc.

<sup>15</sup> Le moment « Marchandise-Argent » de la circulation simple.

<sup>16</sup> « *Omnis determinatio est negatio* » ( Seul apport de Spinoza repris par Hegel )

Au sein de la « bulle émancipée » que figure la « sphère non-marchande » délimitée par Harribey et où se situe confusément Friot, *l'évaluation de la valorisation de l'activité sociale* ne peut se faire ni au moment de la production, ni dans la circulation, ni dans l'échange et la consommation. Car, comme dit Marx (voir plus haut) : « *elle n'est marchandise que parce que non-valeur d'usage pour son possesseur* » et « *le travail de celui-ci n'est du travail réel que comme travail utile pour d'autres et il n'est utile pour lui-même que comme travail général abstrait.* » Du coup, comme dit encore Marx, « *la transsubstantiation échoue* ». La tâche inaccomplie en ce « secteur non-marchand » par ses fidèles indigènes reste donc selon Marx de « *découvrir dans le monde des marchandises le point où le fer attire l'or* ». Hélas, ce point se situe au-delà ou en-deçà de la sphère du « non-marchand », puisqu'il ne peut être localisé que dans « *le monde des marchandises* ». Autrement dit la *valorisation* de l'activité sociale ainsi « sectorisée » ne pourrait s'y réaliser. Faute d'évaluation au moment de sa *vente/réalisation* cette valeur d'usage inexprimable dans l'échange « marchand » ne peut être l'objet du paiement d'un montant monétaire, *évalué* à la mesure de la valeur d'usage acquise... en échange. Cette activité sociale réputée non-marchande, faute d'être rémunérée, par une quête ou des aumônes versées dans un panier d'osier (à la sortie du cours ou du bureau, du commissariat, de l'Hôpital, etc.) il ne reste que le *denier du culte citoyen* pour en payer le juste prix, si on veut conserver la pureté émancipatrice du « non-marchand ».

Reste à *évaluer* ce prix... et ses modalités de paiement.

Il ressort en effet de tout ça que la valorisation de cette activité sociale ne peut se réaliser dans le cycle production-circulation-consommation où cette activité est supposée circonscrite. Par conséquent son évaluation ne peut se fonder sur le procès de production dont cette valeur serait le produit « non marchand ». Si on se tient dans les catégories logiques de la critique de l'économie politique par Marx : au monde non-marchand, on serait donc confronté au double dilemme de la valorisation sans réalisation effective et de l'évaluation d'un travail individuel abstrait par d'autres que ceux pour lesquels il pourrait avoir une valeur d'usage concrète.

Nous savons tous que ce dilemme insoluble, du moins dans la substance ineffable du « produit non marchand », trouve prosaïquement sa solution « [à 7%](#) » dans le procès de production qui s'opère dans...le monde marchand. C'est bien là, dans les ténèbres extérieures de ce monde réel et rationnel que : « [...] *cette difficulté, le salto mortale [saut périlleux] de la marchandise, est surmontée* » car *c'est là que « la vente, ainsi qu'on le suppose ici dans l'analyse de la circulation simple, s'effectue réellement »* .

Malgré qu'il en ait c'est d'ailleurs ce à quoi renvoient les réponses de Friot aux objections d'Harribey. C'est ce qui explique aussi que Friot a toujours calé sur le problème que lui pose l'évaluation/validation de son « salaire à vie », supposé exprimer une totalisation... en panne de totalité ; en quelque sorte l'envers dialectique d'Harribey qui se débat quant à lui dans sa construction non moins branlante d'une totalité ... sans procès de totalisation. En pratique et donc en réalité toute la valeur monétisée, budgétée et payée par l'État, dans le cadre du financement des salaires de ses agents n'est pas seulement réalisée, elle est tout aussi nécessairement produite, préalablement, mais... *dans le secteur marchand*.

C'est ce qui justifie que selon [la norme applicable par l'administration](#) :

« Les services non marchands sont des services qui sont *fournis gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs*. Ces activités de services se rencontrent dans les domaines de l'éducation, la santé, de l'action sociale et de l'administration ».

Je vais y revenir dans la section suivante, toujours à propos de l'agrégat P.I.B. et de la gratuité comme valeur ... « non-marchande ». Notons déjà que ces activités - qui circonscrivent la valorisation/validation « non-marchande de la sphère non-marchande » tel que conçue par Harribey (et le modèle du statut du travailleur tel que le promeut Friot) - s'identifient comme relevant socialement et économiquement du secteur ainsi délimité par un cercle de la raison tracé par eux, autour de leurs postures théoriques et idéologiques.

Ici, il faut avoir présent à l'esprit que ce secteur « non-marchand » est aussi celui qui est présenté comme le modèle empirique de terrain social « déjà conquis » où le « déjà là » a porté le processus de valorisation du travailleur à un optimum exemplaire. Se pose alors le problème d'évaluer cette valorisation/validation pour pouvoir la réaliser... par un salaire « non-marchand », autrement dit émancipé de l'aliénation inhérente à la forme marchandise. Pour Friot, c'est un problème plus épineux encore, dès lors que « en même temps » il revendique un « statut politique » du travailleur, institué comme salarié « à vie » (pour inclure les étudiants, dès 18 ans, les retraités et les chômeurs), tout en se réclamant de Marx et de sa critique du... salariat.

De là son élaboration du concept de « valeur économique » supposé combler une lacune de la critique de la théorie de la valeur, qui n'autorisait pas d'associer cette « valeur économique » à la finalité eschatologique que propose aujourd'hui Friot (la « responsabilité économique »). Ce concept « béquille » (de « valeur économique ») fut initialement construit par Friot dans son louable effort d'étayer théoriquement sa critique (beaucoup mieux argumentée et féconde), du travail et de l'emploi, fondée sur l'histoire de la part « mutualisée et socialisée » de la protection sociale, elle-même part du « salaire en général » tel qu'il le préconisait<sup>17</sup>.

Une critique qu'il appuyait sur un travail de recherche et d'analyse original et consistant, et qui lui donnait une portée politique et revendicative, au moment où la première « réforme » (Fillon) des retraites faisait l'actualité. C'est pourquoi j'ai salué et soutenu ce travail, voire ferrailé avec ses détracteurs, déjà à l'occasion de ses polémiques avec Bihr, Harribey, Garnier et Cie. Hélas la « face obscure de la Force » de ses propositions s'est encore obscurcie, au fil de sa conversion et son ralliement à l'église écologiste...

Avant de traiter ce point « aveugle », résumons d'abord la problématique validation/valorisation/évaluation de l'activité réputée émancipée par son « statut » (non-marchand), et qui plonge nos post-marxistes dans les affres théoriques et pratiques que l'on sait.

Pour bien comprendre leur problème, rappelons encore une fois que toute la valeur monétaire rémunérant les caisses et organismes, voire entreprises, qui délivrent et paient les salaires, indemnités et subventions *réalisant* la valeur sociale du secteur « non-marchand » est issue du procès de production-circulation-consommation désigné comme marchand ;

soit au titre d'impôts et taxes,

soit comme biens et services marchands, effectivement consommés *et payés* au fil du procès de production ( mais qui relèvent alors du... secteur marchand).

Dans un cas ( éducation publique, police, fisc, administration, etc. ) aucune valeur commensurable n'est produite, car ce type de produit d'activité sociale, selon Marx « *cesse d'être non seulement marchandise, mais produit, car elle n'est marchandise que parce que non-valeur d'usage pour son possesseur, ou encore le travail de celui-ci n'est du travail réel que comme travail utile pour d'autres et il n'est utile pour lui-même que comme travail général abstrait* » ; La « transsubstantiation » étant de ce fait impossible, le paiement en équivalent universel monnaie ne peut qu'être prélevé... ailleurs.

<sup>17</sup> Salaire évalué non plus selon le temps de travail mais selon la qualification du producteur, sans référence à la valeur d'usage et d'utilité de ce qui est produit, ni même au fait qu'il y ait effectivement un produit

Dans l'autre cas (services de santé, transports publics, etc. ) la valeur produite dans le cadre prétendument « non-marchand » est pourtant... marchande. Elle est consommée et payée, quand bien même tout ou partie est « pris en charge » ou remboursé par l'État (qui s'applique à l'occasion à ne pas se re-coller de la TVA à lui-même) .

Pour ce qui est de l'évaluation on a deux situations symétriques de celles que nous venons de caractériser pour la valorisation (en « secteur non-marchand ») :

- dans le premier cas de défaut de « consommation monétisée » l'évaluation ne peut se faire qu'ailleurs et en amont du rapport de production ;

- dans le cas des biens et services *effectivement consommés et vendus* quoique dans le cadre d'un service public, l'évaluation est directement induite par le rapport de production et on sort de la logique « non-marchande ».

## Intermède

### Anachronisme et illusion

(foutue dialectique...!)

Comme le pointe Marx : de l'activité sociale ainsi déterminée comme « non-marchande » (voire de type « statutaire » à la Friot), il ne peut résulter ni marchandise ni même... produit. C'est l'origine de l'énigme éristique de la « validation », posée à Friot et Harribey par la valorisation comme par l'évaluation de cette activité sociale selon leurs catégories propres. Cela tient au mode d'abstraction des catégories qu'ils ont construites pour les besoins de leur production intellectuelle. Un mode que Marx aurait sans doute qualifié d'illusoire et anachronique. Pour préciser de quelle illusion anachronique il s'agit, et avant de développer la problématique des rapports entre travail et activité, il me semble utile de rappeler ce passage particulièrement clair et explicite de « [\*L'Introduction à la critique de l'économie politique\*](#) » à propos de ce que Marx y décrit comme *catégories* :

« Ainsi, bien qu'historiquement la catégorie la plus simple puisse avoir existé avant la plus concrète, elle peut appartenir dans son complet développement - en compréhension et en extension - précisément à une forme de société complexe, alors que la catégorie plus concrète se trouvait plus complètement développée dans une forme de société qui, elle, l'était moins.

Le travail semble être une catégorie toute simple. L'idée du travail dans cette universalité - comme travail en général - est, elle aussi, des plus anciennes. Cependant, conçu du point de vue économique sous cette forme simple, le « travail » est une catégorie tout aussi moderne que les rapports qui engendrent cette abstraction simple. Le système monétaire, par exemple, place encore d'une façon tout à fait objective, comme une chose en dehors de soi, la richesse dans l'argent. Par rapport à ce point de vue, ce fut un grand progrès quand le système manufacturier ou commercial transposa la source de la richesse de l'objet à l'activité subjective le travail commercial et manufacturier -, tout en ne concevant encore cette activité elle-même que sous la forme limitée de productrice d'argent.

En face de ce système, le système des physiocrates pose une forme déterminée du travail - l'agriculture - comme la forme de travail créatrice de richesse et pose l'objet lui-même non plus sous la forme déguisée de l'argent, mais comme produit en tant que tel, comme résultat général du travail. Ce produit, en raison du caractère limité de l'activité, reste encore un produit déterminé par la nature - produit de l'agriculture, produit de la terre *par excellence*.

Un énorme progrès fut fait par Adam Smith quand il rejeta toute détermination particulière de l'activité créatrice de richesse pour ne considérer que le travail tout court, c'est-à-dire ni le travail manufacturier, ni le travail commercial, ni le travail agricole, mais toutes ces formes de travail dans leur caractère commun. ***Avec la généralité abstraite de l'activité créatrice de richesse apparaît alors également la généralité de l'objet*** dans la détermination de richesse, ***le produit considéré absolument, ou encore le travail en général, mais en tant que travail passé, objectivé dans un objet.***

L'exemple d'Adam Smith, qui retombe lui-même de temps à autre dans le système des physiocrates, montre combien était difficile et important le passage à cette conception nouvelle. Il pourrait alors sembler que l'on eût par là simplement trouvé l'expression abstraite de la relation la plus simple et la plus ancienne qui s'établit - dans quelque forme de société que ce soit - entre les hommes considérés en tant que producteurs. C'est juste en un sens. Dans l'autre, non. L'indifférence à l'égard d'un genre déterminé de travail présuppose l'existence d'une totalité très développée de genres de travaux réels dont aucun n'est plus absolument prédominant. ***Ainsi, les abstractions les plus générales ne prennent somme toute naissance qu'avec le développement concret le plus riche, où un caractère apparaît comme commun à beaucoup, comme commun à tous.*** On cesse alors de pouvoir le penser sous une forme particulière seulement. D'autre part, cette abstraction du travail en général n'est pas seulement le résultat dans la pensée d'une totalité concrète de travaux. L'indifférence à l'égard de tel travail déterminé correspond à une forme de société dans laquelle les individus passent avec facilité d'un travail à l'autre et dans laquelle le genre précis de travail est pour eux fortuit, donc indifférent. Là le travail est devenu non seulement sur le plan des catégories, mais dans la réalité même, un moyen de créer la richesse en général et a cessé, en tant que détermination, de ne faire qu'un avec les individus, sous quelque aspect particulier.

Cet état de choses a atteint son plus haut degré de développement dans la forme d'existence la plus moderne des sociétés bourgeoises, aux États-Unis. C'est donc là seulement que l'abstraction de la catégorie « travail », « travail en général », travail « sans phrase », point de départ de l'économie moderne, devient vérité pratique. ***Ainsi l'abstraction la plus simple, que l'économie politique moderne place au premier rang et qui exprime un rapport très ancien et valable pour toutes les formes de société, n'apparaît pourtant sous cette forme abstraite comme vérité pratique qu'en tant que catégorie de la société la plus moderne.***

On pourrait dire que cette indifférence à l'égard d'une forme déterminée de travail, qui se présente aux États-Unis comme produit historique, apparaît chez les Russes par exemple comme une disposition naturelle. Mais, d'une part, quelle sacrée différence entre des barbares qui ont des dispositions naturelles à se laisser employer à tous les travaux et des civilisés qui s'y emploient eux-mêmes. Et, d'autre part, chez les Russes, à cette indifférence à l'égard d'un travail déterminé correspond dans la pratique leur assujettissement traditionnel à un travail bien déterminé, auquel ne peuvent les arracher que des influences extérieures.

Cet exemple du travail montre d'une façon frappante que même les catégories les plus abstraites, bien que valables - précisément à cause de leur nature abstraite - pour toutes les époques, n'en sont pas moins sous la forme déterminée de cette abstraction même le produit de conditions historiques et ne restent pleinement valables que pour ces conditions et dans le cadre de celles-ci.

La société bourgeoise est l'organisation historique de la production la plus développée et la plus variée qui soit. De ce fait, les catégories qui expriment les rapports de cette société et qui permettent d'en comprendre la structure permettent en même temps de se rendre compte de la structure et des rapports de production de toutes les formes de société disparues avec les débris et les éléments desquelles elle s'est édifiée, dont certains vestiges, partiellement non encore dépassés, continuent à subsister en elle, et dont certains simples signes, en se développant, ont pris toute leur signification, etc.

L'anatomie de l'homme est la clef de l'anatomie du singe<sup>18</sup>. *Dans les espèces animales inférieures, on ne peut comprendre les signes annonciateurs d'une forme supérieure que lorsque la forme supérieure est elle-même déjà connue.* Ainsi l'économie bourgeoise nous donne la clef de l'économie antique, etc. Mais nullement à la manière des économistes qui effacent toutes les différences historiques et voient dans toutes les formes de société celles de la société bourgeoise. On peut comprendre le tribut, la dîme, etc., quand on connaît la rente foncière. Mais il ne faut pas les identifier. »

Ces pages, comme le reste du document dont elles sont tirées, justifieraient une longue et scrupuleuse explication de texte (et plusieurs « ateliers » seraient requis). Un passage vaut cependant qu'on s'y arrête dans le cadre de cette contribution, car il illustre singulièrement le débat entre Friot et Bihr sur l'idée même de « salaire » et sur la « convention » à quoi l'associe B.Friot. C'est le passage où Marx évoque « l'indifférenciation » qui caractérise le travail général (abstrait) en regard de ses formes déterminées (sur lesquelles repose l'idée de qualification proposée par Friot) :

On pourrait dire que cette indifférence à l'égard d'une forme déterminée de travail, qui se présente aux États-Unis comme produit historique, apparaît chez les Russes par exemple comme une disposition naturelle. Mais, d'une part, quelle sacrée différence entre des barbares qui ont des dispositions naturelles à se laisser employer à tous les travaux et des civilisés qui s'y emploient eux-mêmes. Et, d'autre part, chez les Russes, à cette indifférence à l'égard d'un travail déterminé correspond dans la pratique leur assujettissement traditionnel à un travail bien déterminé, auquel ne peuvent les arracher que des influences extérieures.

Marx souligne sur un ton goguenard que les « modernes » citoyens libres des Amériques se soumettent à la même indifférenciation disqualifiant leurs « personnes » au travers de leur activité laborieuse indifférenciée que le faisaient les moujiks russes archaïques, pour pointer le fait que dans le cas des barbares arriérés russes c'est par « vile » passivité et tradition, tandis que les « civilisés » du monde libre s'y soumettent volontairement et « par choix libre et non faussé »... libéral.

S'il avait mieux lu le corpus de Marx, et compris son travail, Bihl aurait pu moquer Friot en s'appuyant sur ce passage. Il aurait pu faire observer à ce dernier que sa nouvelle catégorie du « statut politique du producteur » n'est qu'un retour à « l'anatomie du singe ». Friot aurait pu lui rétorquer que sa catégorie est celle du « dépassement » (à défaut de « l'abolition ») des contradictions du salaire capitaliste puisqu'elle permet de « différencier » les travaux non plus selon leur *objet* et la médiation du « marché du travail » mais par « l'essence qualifiée » du sujet travailleur. D'abord qualifié par son « statut politique » en quelque sorte « inné » (et « à vie »)... de « citoyen producteur né ». Il affirmerait ainsi réconcilier « l'inné » de la disposition naturelle des barbares russes et « l'acquis » des civilisés étasuniens. Nature et Culture, Être et Code, etc. à l'instar de Thomas d'Aquin s'appliquant à réconcilier raison et religion.

Mais le problème qui apparaît alors, source d'apories indépassables pour Friot, c'est que son *sujet* citoyen producteur « par essence » devient lui-même un travailleur général et abstrait... quand à son *objet*.





## Travail et Activité

“Agir, agir, agir ; voilà pourquoi nous sommes là !”

Fichte : « Quelques leçons sur la destination du savant »  
cité par Bernard Bourgeois dans « Sur l'histoire ou la politique »

“Le principal défaut, jusqu'ici, du matérialisme de tous les philosophes - y compris celui de Feuerbach est que l'objet, la réalité, le monde sensible n'y sont saisis que sous la forme d'objet ou d'intuition, mais non en tant qu'activité humaine concrète, en tant que pratique, de façon non subjective.

C'est ce qui explique pourquoi l'aspect actif fut développé par l'idéalisme, en opposition au matérialisme, mais seulement abstraitement, car l'idéalisme ne connaît naturellement pas l'activité réelle, concrète, comme telle.

Feuerbach veut des objets concrets, réellement distincts des objets de la pensée; mais il ne considère pas l'activité humaine elle-même en tant qu'activité objective.”

Marx : Première thèse sur Feuerbach

Rappel liminaire : nous avons vu plus haut que pour Marx la détermination de l'activité comme travail est d'abord une conséquence de sa critique dualiste (dialectique) de la valeur. Le travail est déterminé (entre autres catégories dialectiques) comme abstrait ou concret selon qu'il *crée* de la *valeur d'échange* ou de la *valeur d'usage*. Là encore dès les premiers paragraphes du Capital les choses sont claires, et clairement dites en termes hegelien (*abstrait* et *concret* sont ici dénominations de Hegel par Marx, de même *général* et *particulier*) :

« Tandis que le travail créateur de valeur d'échange est un travail *général abstrait et égal*, le travail créateur de valeur d'usage est, lui, un travail concret et particulier qui, suivant la forme et la matière, se divise en une variété infinie de genres de travaux. »

Marx : Le Capital Livre 1 - Chapitre premier : LA MARCHANDISE

Pour bien comprendre l'origine des « indépassables contradictions » auxquelles ils se confrontent eux-mêmes, il faut d'abord bien voir ce que désigne pour nos marxistes de chaire leurs apports conceptuels, illusoire et abstraits et toutes les catégories qui en découlent. Des re-définitions et des catégories présentées comme des « actualisations » de celles de Marx. Prolongements supposés des travaux de Marx mais complètement extérieurs à son corpus comme à sa logique critique de l'économie politique que tous les philistins marxistoïdes prétendent néanmoins « continuer » voire « approfondir ». Il en est ainsi de la « sphère non-marchande ». Pour Marx c'est l'échange (ou le capital) qui peut être ou ne pas être marchand.

Il faut ensuite considérer cet autre « fait têtue » que ce secteur du « non-marchand » n'est pas homogène à celui du secteur public ni même à celui du service public, moins encore à celui de secteur nationalisé. Puisque toutes ces dénominations s'appliquent aussi à des secteurs de l'économie qui sont des parties intégrantes ou des sous-ensembles contingents du « secteur marchand » où s'appliquent donc les déterminations de marché. Notamment toutes les activités de service ou de production de biens qui se réalisent effectivement par un paiement/consommation du producteur par le « consommateur final ». Y compris quand ce paiement est « pris en charge » ou remboursé pour tout ou partie par une institution collective, au moment de sa consommation. C'est pourquoi la dialectique de valorisation et d'évaluation qu'affrontent laborieusement Harribey et Friot, au-delà de leurs désaccords de « doctrine » est identifiable au champ d'application qu'ils ont délimité pour leur « modèle émancipateur »<sup>19</sup>.

L'un celui de la « production de valeur non-marchande », l'autre celui du « statut politique du producteur ».

Un « statut » essentialisant le rapport social par réduction au « sujet » (à la personne) dissocié de son « activité » ; et qui précisément s'appuierait (entre autres) sur les modalités de cette production et le « déjà-là » social qu'elle aurait institué.

Un statut qui n'attendrait donc qu'une extension et généralisation de ces institutions pour « émanciper » les rapports de production sous-jacents.

Nous avons vu dans la section qui précède qu'aucune valeur monétisée n'est produite, à proprement parler, dans le cadre désigné comme « non-marchand ». Pourtant, comme Friot et d'autres le font justement observer, quand on augmente le nombre des agents relevant de ce même secteur, ou leurs salaires, on augmente d'autant...le P.I.B. Cet apparent paradoxe peut même être présenté comme un argument contradictoire susceptible d'invalider la logique du procès de production et de valorisation que nous venons d'emprunter à Marx. Il n'en est évidemment rien... bien au contraire la logique d'évaluation normalisée du P.I.B. apparaît *de facto* comme un élément « à charge » du réquisitoire de Marx à l'encontre de la théorie capitaliste de la valeur. Il suffit pour s'en convaincre de considérer « comptablement » ces notions comptables.

<sup>19</sup> En pratique, il s'agit bien du « domaine idéal » de « la fonction publique » et de l'activité salariée « à vie » de ses fonctionnaires « statutaires ». Et l'activité théorique de nos deux lascars n'est rien d'autre qu'un plaidoyer *pro domo*, motivé par leur point de vue de classe... refoulé.

## Le P.I.B. le Salaire et l'acte gratuit (Production et/ou consommation)

En pratique considérons la « *nature comptable* » précisément de ce qui est comptabilisé dans le P.I.B. au titre des salaires et charges valorisant les agents du « secteur non-marchand ». On peut d'abord y voir un redoublement abusif de montants déjà comptabilisés au titre de l'activité marchande de production, puisque ces masses monétaires en sont issues par prélèvement (c'est la vision de Friot). Cette « valeur de production » déjà décomptée au moment de sa consommation « taxée » est bien reprise une deuxième fois dans l'évaluation du P.I.B. mais cette fois comme « valeur de consommation » (et/ou « pouvoir d'achat »).

On retrouve ici le phénomène primordial annoncé d'emblée par Marx : « Les valeurs d'usage ne se *réalisent* que dans l'usage ou la consommation ».

Dans sa première « passe » la valeur d'usage est réalisée par sa consommation et « actée » par la TVA, donc au titre de sa *valeur ajoutée*.

Dans sa reprise elle revient alimenter le cycle de production-consommation comme *valeur de financement* de ce même cycle.

Dans ces deux *moments* du procès de production c'est toujours la même valeur « marchande », socialement utile : d'abord produite comme « valeur ajoutée » puis circulant et enfin comptabilisée sous la forme d'équivalence mutuelle qui la rend commensurable : la monnaie.

La description du « *non marchand* » (voir plus haut) qu'assume [la norme instituée dans la comptabilité publique](#) est très instructive mais plus encore [celle du P.I.B. lui-même](#), qui peut se définir simplement comme totalisation des *valeurs ajoutées* d'un périmètre national donné. Le P.I.B. est donné comme un agrégat économétrique, comptable et statistique, qui évalue, comptabilise et accumule de la valeur d'usage produite d'une part... et consommée d'autre part (à sa valeur d'échange). Ce qui permet de comprendre à la fois :

- la dynamique contradictoire et la nature dialectique du procès de production selon les abaque et les « Lois » identifiées par Marx

- et la nature non moins dialectique de l'agent économique individuel, confronté à ce procès collectif, tel que le figure l'économie politique : à la fois *Producteur et Consommateur*<sup>20</sup>.

C'est pourquoi *la valeur est ajoutée... deux fois*, mais pas de la même manière...Car, à vrai dire le P.I.B. ne comptabilise par de la production mais... de la consommation<sup>21</sup>.

<sup>20</sup> Cf. Michel Cloucard

<sup>21</sup> Dans « Critique de la Raison numérique » je signalais déjà que les « nouvelles technologies », évoquées et vantées à tout propos, soient n'étaient pas nouvelles du tout, soit étaient abusivement associées au processus de production, alors qu'en pratique elles relevaient et relèvent toutes, encore aujourd'hui, du seul processus de consommation. Il ne s'agit pas de nouveaux modes de production mais de nouveaux modes de circulation et consommation. C'est un point de critique de l'économie politique contemporaine qui mériterait à lui seul un « atelier »...

C'est pourquoi le ratio de « croissance » que ce P.I.B. permet ensuite de mesurer (statistiquement) n'est pas celui de la production, au sens d'exploitation ou surexploitation des forces productives, mais le ratio d'appropriation de la forme marchandise, indépendamment de qui les consomme ou les accumule. Dans un premier mouvement les runes comptables du P.I.B. rendent « *compte* » de la circulation simple (Marchandise-Argent-Marchandise), dans le second c'est la circulation intermédiaire du Capital qui est restituée (Argent-Marchandise-Argent). Ce dualisme comptable du P.I.B. est *de facto* conforme à la logique du procès de production. De ce fait il instruit sur le dualisme homologue qui, du point de vue théorique de la valeur et de la production, oppose et distingue : *producteur et consommateur*.

Michel Clouscard qui n'entendait pourtant pas grand chose à l'économie avait pourtant bien compris ça et affirmait à juste titre qu'une des « métamorphoses de la lutte des classes », à l'ère de la prétendue « société de consommation » tenait à ce que « le principe constitutif de toute société est la mise en relation de la production et de la consommation ». Autrement dit la confrontation, du dualisme caractérisant chaque individu social, par la contradiction fondamentale du rapports social de production : chacun à la fois producteur et consommateur, mais pas dans le même rapport. À vrai dire c'est là l'origine de la conscience de classe comme l'a bien montré la révolte des gilets jaunes<sup>22</sup>. Ce dualisme s'exprime jusques et y compris dans la double « comptabilisation » non pas du produit de l'activité sociale mais de sa double consommation, sur le modèle de la formule générale de la circulation proposée par Marx.

Pour en revenir à la production proprement dite, ce qui distingue pour Marx (de même que pour le sens commun) le travail de l'activité simple est que le travail est une activité productive. Le travail, selon Marx, est donc rattaché conceptuellement à la critique de la théorie de la valeur *par sa fonction de production*. La médiation principale en est le rapport direct qui peut être établi entre travail et valeur ajoutée. C'est ainsi par exemple qu'on va observer que toute la valeur ajoutée cumulée dans le P.I.B. peut être ramenée à du travail, en tant que seule *activité* créatrice... de richesse.

C'est un point que Friot et Harribey ont bien compris mais, comme B.Friot le fait observer lui-même, Adam Smith s'en était déjà aperçu... (« la richesse des nations ») et Marx sur ce point ne fit que le citer. Ce qui est beaucoup plus confus et problématique, chez l'un comme chez l'autre (Friot et Harribey) et chez la quasi totalité de nos marxistes de chaire, tous plus ou moins lénifiants sur ce point (et pour cause...), c'est l'idée qu'ils se font du travail en tant qu'activité de production-circulation-échange.

Marx évoque ironiquement la manière dont le capitaliste authentique (autrement dit l'actionnaire) se soustrait à cette dialectique « producteur/consommateur » du fait que pas plus qu'il ne produit lui-même il ne consomme, et en quoi il en tire la « moralité libérale » du rapport social de production capitaliste, aux origines de l'idéologie du même nom. Opposée à la jouissance désinvolte du simple producteur ayant la prétention de jouir des fruits de son travail, c'est cette « abstinence » du vrai capitaliste authentique qui en fait un être parfaitement « moral » :

---

<sup>22</sup> Expression spontanée du conflit opposant fondamentalement ce qui produisent l'essentiel de ce que les autres consomment « a minima », mais n'ont eux-mêmes plus même de quoi consommer ce minimum « vital », à ceux qui consomment bien au-delà de ce que les autres produisent sans pour autant produire eux-mêmes grand chose qui soit utile en échange.

« Le capitaliste n'a aucune valeur historique, aucun droit historique à la vie, aucune raison d'être sociale, qu'autant qu'il fonctionne comme capital personnifié. Ce n'est qu'à ce titre que la nécessité transitoire de sa propre existence est impliquée dans la nécessité transitoire du mode de production capitaliste. Le but déterminant de son activité n'est donc ni la valeur d'usage, ni la jouissance, mais bien la valeur d'échange et son accroissement continu. Agent fanatique de l'accumulation, il force les hommes, sans merci ni trêve, à produire pour produire, et les pousse ainsi instinctivement à développer les puissances productrices et les conditions matérielles qui seules peuvent former la base d'une société nouvelle et supérieure.

Le capitaliste n'est respectable qu'autant qu'il est le capital fait homme. Dans ce rôle il est, lui aussi, comme le thésauriseur, dominé par sa passion aveugle pour la richesse abstraite, la valeur. Mais ce qui chez l'un paraît être une manie individuelle est chez l'autre l'effet du mécanisme social dont il n'est qu'un rouage.

Le développement de la production capitaliste nécessite un agrandissement continu du capital placé dans une entreprise, et la concurrence impose les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes à chaque capitaliste individuel. Elle ne lui permet pas de conserver son capital sans l'accroître, et il ne peut continuer de l'accroître à moins d'une accumulation progressive.

Sa volonté et sa conscience ne réfléchissant que les besoins du capital qu'il représente, dans sa consommation personnelle il ne saurait guère voir qu'une sorte de vol, d'emprunt au moins, fait à l'accumulation; et, en effet, la tenue des livres en parties doubles met les dépenses privées au passif, comme sommes dues par le capitaliste au capital.

Enfin, accumuler, c'est conquérir le monde de la richesse sociale, étendre sa domination personnelle <sup>[23]</sup>, augmenter le nombre de ses sujets, c'est sacrifier à une ambition insatiable.

<sup>23</sup> Note de Marx :

Luther montre très bien, par l'exemple de l'usurier, ce capitaliste de forme démodée, mais toujours renaissant, que le désir de dominer est un des mobiles de l'auri sacra fumes. « La simple raison a permis aux païens de compter l'usurier comme assassin et quadruple voleur. Mais nous, chrétiens, nous le tenons en tel honneur, que nous l'adorons presque à cause de son argent. Celui qui dérobe, vole et dévore la nourriture d'un autre, est tout aussi bien un meurtrier (autant que cela est en son pouvoir) que celui qui le fait mourir de faim ou le ruine à fond. Or c'est là ce que fait l'usurier, et cependant il reste assis en sûreté sur son siège, tandis qu'il serait bien plus juste que, pendu à la potence, il fût dévoré par autant de corbeaux qu'il a volé d'écus; si du moins il y avait en lui assez de chair pour que tant de corbeaux pussent s'y tailler chacun un lopin. On pend les petits voleurs... les petits voleurs sont mis aux fers; les grands voleurs vont se prélassant dans l'or et la soie. Il n'y a pas sur terre (à part le diable) un plus grand ennemi du genre humain que l'avare et l'usurier, car il veut être dieu sur tous les hommes. Turcs, gens de guerre, tyrans, c'est là certes méchante engeance; ils sont pourtant obligés de laisser vivre le pauvre monde et de confesser qu'ils sont des scélérats et des ennemis; il leur arrive même de s'apitoyer malgré eux. Mais un usurier, ce sac a avarice, voudrait que le monde entier fût en proie à la faim, à la soif, à la tristesse et à la misère; il voudrait avoir tout tout seul, afin que chacun dût recevoir de lui comme d'un dieu et rester son serf à perpétuité. Il porte des chaînes, des anneaux d'or, se torche le bec, se fait passer pour un homme pieux et débonnaire. L'usurier est un monstre énorme, pire qu'un ogre dévorant, pire qu'un Cacus, un Gérion, un Antée. Et pourtant il s'attife et fait la sainte nitouche, pour qu'on ne voie pas d'où viennent les bœufs qu'il a amenés à reculons dans sa caverne. Mais Hercule entendra les mugissements des bœufs prisonniers et cherchera Cacus à travers les rochers pour les arracher aux mains de ce scélérat. Car Cacus est le nom d'un scélérat, d'un pieux usurier qui vole, pille et dévore tout et veut pourtant n'avoir rien fait, et prend grand soin que personne ne puisse le découvrir, parce que les bœufs amenés à reculons dans sa caverne ont laissé des traces de leurs pas qui font croire qu'ils en sont sortis. L'usurier veut de même se moquer du monde en affectant de lui être utile et de lui donner des bœufs, tandis qu'il les accapare et les dévore tout seul Et si l'on roue et décapite les assassins et les voleurs de grand chemin, combien plus ne devrait on pas chasser, maudire, rouer tous les usuriers et leur couper la tête. » (Martin Luther, l. c.)

Mais le péché originel opère partout et gâte tout. A mesure que se développe le mode de production capitaliste, et avec lui l'accumulation et la richesse, le capitaliste cesse d'être simple incarnation du capital. Il ressent « une émotion humaine » pour son propre Adam, sa chair, et devient si civilisé, si sceptique, qu'il ose railler l'austérité ascétique comme un préjugé de thésauriseur passé de mode. Tandis que le capitaliste de vieille roche flétrit toute dépense individuelle qui n'est pas de rigueur, n'y voyant qu'un empiétement sur l'accumulation, le capitaliste modernisé est capable de voir dans la capitalisation de la plus-value un obstacle à ses convoitises. Consommer, dit le premier, c'est « s'abstenir » d'accumuler; accumuler, dit le second, c'est « renoncer » à la jouissance. « Deux âmes, hélas ! habitent mon cœur, et l'une veut faire divorce d'avec l'autre [24]. »

A l'origine de la production capitaliste et cette phase historique se renouvelle dans la vie privée de tout industriel parvenu l'avarice et l'envie de s'enrichir l'emportent exclusivement. Mais le progrès de la production ne crée pas seulement un nouveau monde de jouissances : il ouvre, avec la spéculation et le crédit, mille sources d'enrichissement soudain. A un certain degré de développement, il impose même au malheureux capitaliste une prodigalité toute de convention, à la fois étalage de richesse et moyen de crédit. Le luxe devient une nécessité de métier et entre dans les frais de représentation du capital.

Ce n'est pas tout : le capitaliste ne s'enrichit pas, comme le paysan et l'artisan indépendants, proportionnellement à son travail et à sa frugalité personnels, mais en raison du travail gratuit d'autrui qu'il absorbe, et du renoncement à toutes les jouissances de la vie impose à ses ouvriers. Bien que sa prodigalité ne revête donc jamais les franches allures de celle du seigneur féodal, bien qu'elle ait peine à dissimuler l'avarice la plus sordide et l'esprit de calcul le plus mesquin, elle grandit néanmoins à mesure qu'il accumule, sans que son accumulation soit nécessairement restreinte par sa dépense, ni celle-ci par celle-là. Toutefois il s'élève dès lors en lui un conflit à la Faust entre le penchant à l'accumulation et le penchant à la jouissance. »<sup>25</sup>

Karl MARX : Théorie de l'abstinence.  
Le Capital - Livre premier  
Le développement de la production capitaliste  
VII° section : Accumulation du capital  
Chapitre XXIV : Transformation de la plus-value en capital  
III. Division de la plus-value en capital et en revenu.

Dans une société qui se voulait « de consommation » voire de « jouissance sans entrave », ce genre de conflit moral et les scrupules dissuasifs qu'il pourrait susciter chez les nombreux citoyens promus au statut de « consommateur-cueilleur », avaient de quoi préoccuper les esprits les plus éclairés parmi nos élites. La priorité de l'accumulation était désormais d'assurer le débouché, donc soutenir le consommateur sans la charge du producteur.

Deux solutions complémentaires vont s'imposer : la dette publique et « la sobriété heureuse ». De là le démantèlement du « circuit du trésor » fondé que une logique monétaire d'investissement, d'équilibre extérieur, de souveraineté économique et de production auto-financée. De là le renversement déflationniste, les « délocalisations », l'explosion de la dette publique, la bulle financière, la bancocratie privatisée, etc.

Mais dans la sphère idéologique non-marchande d'autres idées allaient être promues dans une perspective de « réenchâtement » du « peuple de gauche ».

<sup>24</sup> Note de Marx : tiré du Faust de Goethe.

NdA : un dilemme qui tenaille toujours aussi cruellement nos petits bourgeois post-modernisés et qui est à l'origine de ... l'écologie politique.

<sup>25</sup> NdA : c'est l'origine de la grande névrose qui va produire la révolution libérale-libertaire de ... 1968.

Dans la « Critique de la raison numérique » j'avais décrit les apories à quoi aboutissent les tenants de l'échange « non-marchand » conçu comme forme de gratuité confusément « symbolique ». J'y évoquais au passage les divers paradoxes inhérents à « l'acte gratuit », comme ceux résultant de la circulation de « non-marchandises » et où les producteurs/créateurs seraient néanmoins valorisés, déjà selon leur « statut » de « créatif de valeur ». Voici ce passage :

*L'acte gratuit (valeur, profit et circulation)*

Les défenseurs de la « liberté de circulation de l'art », dont les postures nous ont incités au bref rappel de ces rudiments d'économie politique, conçoivent donc la production, la diffusion et la consommation des livres, comme un « acte gratuit ».

Et il est vrai que la gratuité à quoi se réduit cette liberté et le procès de circulation qu'elle détermine, relèvent bien de l'acte gratuit, à tous les sens qu'on peut lui donner. On en revient au don, mais un don un peu particulier puisqu'à la différence de celui que les sociologues théoriseront comme un des fondements du rapport anthropologique, il ne porte en lui ni partage, ni sollicitation intersubjective, ni demande réciproque.

Car dans cette modalité du rapport social non marchand qui est ici en germe, non seulement la marchandise (c'est à dire la forme marchandise) est refoulée, mais de même le besoin réciproque qui est à la source de l'acte social d'échange. C'est le désir qui est invoqué comme moteur de cette dynamique de gratuité.

La cohérence de cette conception est assurée par le refoulement de la valeur dite d'échange. Mais elle implique aussi le refoulement de l'échange qui porte cette détermination de la valeur. Le rapport non marchand, tel qu'il est conçu ici, est donc un rapport social de partage sans échange. Il procède bien de l'acte véritablement gratuit, au sens que lui donnaient généralement les surréalistes, c'est à dire réalisé pour se prouver sa liberté et pour ainsi se libérer des normes sociales caractérisées par le sur-moi marchand.

Dès lors, si la valeur d'échange est congédiée, le seul contenu qui puisse rester à faire circuler, s'il a une valeur de partage quelconque (et sinon à quoi bon?), serait de la valeur d'usage. Pourtant si on en croit un de ses théoriciens les plus compétents : « L'acte gratuit le plus simple consiste revolver au poing, à descendre dans la rue et à tirer au hasard, tant qu'on peut, dans la foule ». La valeur d'usage véhiculée par ce type de rapport social sans échange fait donc incontestablement problème...

Alors qu'est-ce donc qu'il s'agit de faire circuler librement ?

Et comment la mutualisation des désirs va-t-elle pouvoir s'y réaliser socialement et durablement ?

Nous avons vu que le don, s'il est un rapport social de partage, au même titre que la prédation, n'est pas davantage un rapport d'échange réciproque, fût-il sollicité. Par ailleurs la valeur d'usage sociale, y compris culturelle, est toujours « pour l'autre » comme notre auteur capital l'a bien montré.

Extrait de « Critique de la raison numérique » 2012

À l'époque où je rédigeais ces lignes je visais surtout les élucubrations adeptes du « désir océanique » de Bourdieu ou des « machines désirantes » de Deleuze : les intellectuels organiques à la Lordon et autres post-marxistes spécifiques (et spécifiquement lénifiants), contempteurs de la « domination symbolique ».

Si j'évoque à nouveau ici cette critique du « gratuit » comme abolition du « marchand » c'est que ce « gratuit » (comme détermination de la « non-marchandise ») relève de la même logique illusoire que celle des vaines tentatives d'Harribey pour sa construction du « secteur non-marchand » - émancipateur du capitalisme (par abolition de l'échange)- comme celles de Friot visant à évaluer la valeur sociale selon ce qu'EST le travailleur (son essence « statutaire ») et non ce qu'il FAIT (ou « pourrait faire »...). ; ou Bihr qui « abolit le capitalisme en abolissant le salaire » (par l'abolition préalable du travail), etc. Dans la même petite brochure militante, je faisais explicitement référence aux thèses de Friot, sur les rapports conceptuels entre activité, travail et valeur. Je notais donc à l'époque :

Pour bien prendre la mesure de la nature réfractaire de la chaîne du livre, il faut pourtant s'intéresser à sa concrétisation<sup>26</sup> dans l'économie et dans la société qui déploie cette économie et s'organise autour d'elle. Il nous faut donc considérer les rapports sociaux sous-jacents aux livres, à la valeur qu'ils portent et à la forme qu'ils prennent dès qu'ils circulent.

Revenons donc à ce souci affirmé de liberté, dont le détour par la gratuité nous a permis d'identifier les déterminations paradoxales, rapportées au monde des livres mais aussi dans le cadre plus général des « valeurs économiques ».

Par « valeur économique » nous désignons la circonscription de la valeur au champ social, telle que l'a définie Bernard Friot dans son glossaire :

*« VALEUR ÉCONOMIQUE (ou valeur). - Toutes les valeurs d'usage ne se valent pas, non pas par nature mais parce que les rapports sociaux en décident ainsi : tout le monde n'est pas reconnu comme producteur, tous les biens et services ne sont pas porteurs de valeur économique, toutes les activités ne sont pas productives, toute la richesse que représentent les valeurs d'usage n'est pas reconnue comme valeur. »*

En pratique il s'agissait tout simplement, dans cette définition de Friot, de la valeur reprise de Marx (voir plus loin). Je ne voyais donc pas d'objection « critique » à cette détermination à mes yeux quelque peu superfétatoire, mais nous étions encore loin de sa « responsabilité économique » !

C'est pourquoi je notais quand même, positivement, dans la suite du même passage :

Cette valeur économique est tout sauf gratuite, elle n'a même de sens que pour autant qu'elle est monétisable :

*« Expression de la valeur économique, et donc des rapports de pouvoir dans une société, la monnaie n'est donc pas la simple quantification diaphane des valeurs d'usage, c'est un enjeu de pouvoir. »*

Bernard Friot distingue bien les rapports de nécessité qu'entretiennent les déterminations de cette valeur et leurs conditions de validité relative:

*« Si, dans le capitalisme, la valeur économique est la valeur d'échange, ça n'est pas parce que les valeurs d'usage doivent être échangées, c'est parce que l'extorsion de sur-valeur\* dans la production passe par l'échange entre forces de travail\* et salaires sur le marché du travail\* et entre produits et prix de vente sur le marché des produits. »*

Je citais même, fidèlement, sa réponse à l'objection des « marxistes » sur sa promotion paradoxale du salaire :

Enfin il propose une nouvelle convention salariale qui donne une idée concrète de ce que pourrait être une forme sociale de l'échange émancipée de l'extorsion de sur-valeur :

*« Dans la convention salariale, les biens continuent à être échangés, mais la valeur-travail est remplacée par la qualification personnelle : la valeur économique n'est plus une valeur d'échange. »*

<sup>26</sup> Aujourd'hui, dans le contexte de cette contribution, j'écrirai évidemment : **réalisation** plutôt que concrétisation.



Cette justification et sa « nouvelle convention salariale » supposée remplacer la « convention salariale capitaliste » étaient un peu banales mais s'inscrivaient encore peu ou prou dans la logique marxiste de la valeur. Par la suite Friot m'a révélé avoir découvert (ce qui était pourtant [notoire](#)) que cette idée de « convention » était un des concepts favoris de ses ennemis « régulationnistes » (tels Lordon) et il l'a bannie un temps de son vocabulaire et de ses catégories. Je m'intéressais quant à moi bien plus à l'idée de cotisation salariale « étendue » qu'à cet aspect des idées de Friot.

Je précisai donc le « point syndical » qui m'avait rapproché de lui sur le thème de la « qualification » mais dans un cadre « conventionnel » bien différent de celui des « conventions » de la théorie de la régulation.

Nous avons jugé utile le rappel de ces quelques notions d'économie vulgaire, par ce qu'elle nous place dans une perspective différente du rapport d'échange et de sa forme marchandise. Dans une telle perspective c'est la qualification personnelle des acteurs de la chaîne du livre qui est valorisée (sous forme de rémunération salariale) pour chaque maillon de la chaîne, à la mesure de la qualité d'actif producteur de valeur de chacun, et c'est le cumul de ces valeurs individuelles qu'on doit logiquement retrouver dans le prix de vente.

D'une manière générale les conceptions de B. Friot en matière d'échange émancipé ont le grand mérite de se fonder sur une analyse scrupuleuse de la réalité macroéconomique et du droit social. Une méthode qui garantit leur faisabilité immédiate et qui, plutôt que de supprimer tous les intermédiaires, à la manière des bienfaiteurs publics comme l'Amas zone ou des zélotes de la libre circulation dématérialisée, aurait plutôt tendance à promouvoir leur juste valorisation.

## Convention et qualification

(et action syndicale)

Cette revendication de « qualification personnelle » valorisante faisait écho à mes préoccupations militantes de l'époque, qui plus est dans le cadre bien concret de la *convention collective*, nouvellement rédigée à l'usage des métiers de la librairie, et où le simple mot de « libraire » ne figurait même pas (voir document CGT en annexe, dont j'ai rédigé les revendications pendant cette période). Convention pourtant signée et *validée* à l'époque ... par la CGT (mais pas la FILPAC). C'est ainsi que je m'inspirai du principe de valorisation des salaires « par la qualification » pour préconiser le réexamen de la dite convention collective. Contexte concret où cette détermination pouvait être singulièrement effective. J'allais même jusqu'à organiser un rapprochement des cadres de la FILPAC (CGT livre) avec Friot, espérant qu'il pourrait leur inspirer un « nouveau souffle revendicatif », en dépit de la méfiance réciproque entre les camarades de Montreuil et un représentant du SNESUP-FSU. Ça s'avéra peine perdue, mais c'est une autre histoire.

De même dans la controverse avec Bihr ( qui proclamait « *abolir le capital, c'est, simultanément, et du même mouvement, abolir le salariat* ». ) je m'efforçais de conserver au « salaire à vie » un tour marxiste, cohérent avec la théorie de la valeur de Marx, en le raccordant au « déjà-là » de la lutte des classes, qui était un des points de la controverse :

Le salaire à vie, qualifié, est la négation de la « valeur-travail » qui assurait la nécessaire commensurabilité « équitable » avec la valeur d'échange dans la logique du salaire capitaliste. Une commensurabilité et une équité qui fondent sa légitimité capitaliste (celle que Marx précisément recommandait d'abolir). Cette délégitima-

tion ne peut cependant s'accomplir concrètement, dans la conception marxiste des représentations sociales, que par le processus historique concret de lutte des classes. Le salaire n'est alors plus la légitimation d'un rapport aliéné, car c'est ce rapport aliéné qui est « aboli », précisément par l'expression positive du *salaire comme droit politique émancipateur*.

Tiré de mes Commentaires à Bihr - novembre 2015

Par la suite les propositions de Friot et notamment celle visant à « remplacer la valeur-travail par la qualification personnelle » ont fortement dérivé. Initialement, il était là encore dans la logique de Marx puisque sa critique de la « valeur travail » reprenait celle de Marx relative au calcul de cette valeur sur la base du « temps de travail ». Critique qui traverse tout *Le Capital* et qui était déjà formalisée par Marx comme « contradiction centrale » dans les *Grundrisse* :

*« Le capital est lui-même la contradiction en tant que processus, en ce qu'il s'efforce de réduire le temps de travail à un minimum, tandis que d'un autre côté il pose le temps de travail comme seule mesure et source de la richesse. C'est pourquoi il diminue le temps de travail sous la forme du travail nécessaire pour l'augmenter sous la forme du travail superflu ; et pose donc dans une mesure croissante le travail superflu comme condition – question de vie ou de mort – pour le travail nécessaire. »*

Marx : « *Grundrisse* » - Contradiction entre la base de la production bourgeoise (valeur et mesure) et son développement. Machines, etc.

Outre la difficulté de concevoir un motif de « mise au travail » plausible dans un contexte de « salaire à vie » institué, sans contrepartie contraignante et sans autre incitation individuelle que la « responsabilité économique » (!), le problème de Friot a toujours été celui de l'évaluation de ce salaire, supposé associé à la seule « qualification » de salarié. Une évaluation dépourvue de tout critère social, de toute conséquence ou résultat tangible évaluable selon l'activité contingente.

C'est pourquoi, depuis toujours mes objections « politiques » à Friot portaient d'abord sur ces points. Dans mes commentaires sur la polémique « ballast » avec Bihr, je les résumais ainsi :

En pratique ça veut dire que ton salaire tu le perçois « à vie », puisque c'est devenu en quelque sorte un « *droit civique* »\*, et donc tu continues de le percevoir même si la structure collective qui portait ton activité vient à faillir ou disparaître, aussi bien que quand tu es dans l'incapacité d'exercer ou quand tu fais valoir ton *droit* à la retraite. Il demeure que ce salaire évolue en fonction de ta qualification. Le point important qu'il reste donc ici à éclaircir c'est :

- d'une part, de savoir si le fait que tu es privé de la possibilité d'exercer cette activité qualifiée affecte ton salaire. On devra aussi distinguer le cas où tu ne *peux* pas exercer ton activité de celui où tu ne *veux* pas l'exercer.

- d'autre part, de préciser le motif concret qui va t'inciter à exercer cette activité. On devra alors distinguer le statut social et symbolique que confère à chacun son « activité sociale utile » de l'incitation psychologique qu'il y a donc pour chacun à réellement l'exercer. Autrement dit quel est le motif autre que la simple nécessité (de subvenir à tes besoins essentiels) qui va te dissuader de te contenter d'un statut de parasite social.

Évidemment on a tendance à associer ces deux aspects de la question et c'est du reste ainsi que s'est spontanément organisée l'incitation sociale à « retrouver un emploi » : on exerce une dépréciation progressive sur ta *valeur* que l'on diminue d'autant plus que tu « tardes à retrouver un emploi ». Tant il est vrai que l'emploi devient en réalité le problème et non la réponse à la question de l'activité sociale et de sa valorisation.

En conclusion, sur ce dernier point de la « mise ou remise au travail » on doit donc convenir que c'est un des points qui marqueront le conflit social à venir, au même titre que celui des niveaux de salaire et celui de la capacité des entrepreneurs à justifier le « coût du tra-

vail » qu'ils revendiqueront pour leur activité (le nombre et les niveaux des salaires qui seront versés par les caisses, aux entrepreneurs indépendants comme à leurs éventuels co-salariés). Les rapports hiérarchiques, les règles et normes pratiques nécessaires à la production sociale sont de facto maintenus.

Le conflit social ne disparaît pas mais, du simple fait qu'il n'a plus pour théâtre le « marché de l'emploi », il est déplacé et émancipé de la domination capitaliste. À partir de là, le dialogue social devient réellement décisif et peut devenir égalitaire et démocratique. Les institutions collectives qui permettront de régler paritairement ce conflit seront aussi bien les institutions émancipatrices déjà existantes (syndicats, conventions collectives, droit social, etc.) que celles, nouvelles et la plupart du domaine corporatif, qui se substitueront à l'aliénation par le marché de l'emploi.

Tiré de mes observations sur l'article de Bernard Friot paru dans la revue Ballast (en Août 2015)

## De l'Individu à la Personne

(vers le Principe de Responsabilité<sup>27</sup> « économique »)

Rappelons ce qu'écrivait Marx dès les premières pages du Capital, en conclusion de la première section du premier chapitre. Le chapitre qui expose sa critique « ontologique » de la valeur sociale, dans la représentation substantialiste qu'en donne l'Économie politique qu'il entend invalider. Dans le passage dont est tiré l'extrait suivant, il confronte le concept de *valeur* à la *forme marchandise* sous laquelle cette valeur s'exprime dans la logique (substantialiste) de l'économie politique (capitaliste). Une analyse qui le conduit, dans l'extrait qui suit, à identifier le *travail* en tant que porteur de la « substance » de la valeur, au titre *d'activité utile*, sous le rapport de finalité *sociale* de cette activité :

- du point de vue des modalités de *production* sociale justifiant cette activité
- rapportées aux modalités de *consommation* sociale du produit résultant de cette production-circulation, sous forme marchandise :

« Nous connaissons maintenant la substance de la valeur : c'est le travail. Nous connaissons la mesure de sa quantité : c'est la durée du travail.

Une chose peut être une valeur d'usage sans être une valeur. Il suffit pour cela qu'elle soit utile à l'homme sans qu'elle provienne de son travail. Tels sont l'air des prairies naturelles, un sol vierge, etc. Une chose peut être utile et produit du travail humain, sans être marchandise. Quiconque, par son produit, satisfait ses propres besoins ne crée qu'une valeur d'usage personnelle.

<sup>27</sup> Voir l'origine du concept : « le principe de responsabilité » : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Le\\_Principe\\_responsabilit%C3%A9](https://fr.wikipedia.org/wiki/Le_Principe_responsabilit%C3%A9)

Pour produire des marchandises, il doit non seulement produire des valeurs d'usage, mais des valeurs d'usage pour d'autres, des valeurs d'usage sociales (Et non simplement pour d'autres. Le paysan au Moyen Age produisait la redevance en blé pour le seigneur féodal, la dîme en blé pour la prêtreaille. Mais ni le blé de la redevance, ni le blé de la dîme ne devenaient marchandise, du fait d'être produits pour d'autres. Pour devenir marchandise, le produit doit être livré à l'autre, auquel il sert de valeur d'usage, par voie d'échange.) \*.

\* Note de Engels : J'intercale ici ce passage entre parenthèses, parce qu'en l'omettant, il est arrivé souvent que le lecteur se soit mépris en croyant que chaque produit, qui est consommé par un autre que le producteur, est considéré par Marx comme une marchandise. (F. E.) [Friedrich Engels pour la 4<sup>e</sup> édition allemande]

Enfin, aucun objet ne peut être une valeur s'il n'est une chose utile. S'il est inutile, le travail qu'il renferme est dépensé inutilement et conséquemment ne crée pas valeur. »

Marx : Le Capital Livre 1 - Chapitre premier : LA MARCHANDISE

Bref, du point de vue de la valeur, donc du rapport social, c'est son caractère d'utilité qui fait de l'activité productive ce que Marx décrit comme du travail... *de valeur*.



Au fil des efforts théoriques requis pour sortir des contradictions qu'affrontait l'idée d'un « salaire à vie et à la qualification » dépourvu de toute *nécessité* sociale, il est devenu de plus en plus acrobatique pour ses adeptes « durables » de tenter le *salto mortale* de la valeur-travail. Un saut quantique à l'échelle des atomes sociaux, conçu comme modalité en quelque sorte corpusculaire réalisant la transmutation de la valeur « marchande » en son stade « transcendantal ». Ce saut prend son appel sur une planche d'appui : le « déjà-là » immanent mais qu'il s'agit de *restaurer* et replacer dans un cadre *renoué* où ça n'est plus *l'activité* qui est le « quantum » social de la valeur mais ce que Marx appelait « les *individus* ». Nous verrons plus loin ce que Marx entendait par là mais intéressons nous plutôt à cette autre « monade individuelle » que Friot va lui substituer à ses propres fins théoriques « d'évaluation ». Dans cette nouvelle conception de la « valeur économique » ça n'est plus la fonction, le « poste » qui est reconnu et à ce titre évalué et valorisé pour son activité sociale. Ce qui est reconnu socialement et socialement valorisé en conséquence c'est celui ou celle qui occupe la fonction statutairement instituée ; valorisation et reconnaissance au titre non pas de l'utilité de ce qu'il ou elle y fait ni de la manière dont c'est fait (ou pas) mais de son « autorité » instituée à exercer cette fonction : sa qualification. La qualification est définie par B.Friot comme une sorte de « potentiel créatif », non pas inné mais acquis, mais cependant acquis une bonne fois pour toute et qui ne peut que croître et embellir, de grade en grades, au fil d'une carrière néanmoins balisée dans des limites raisonnables, c'est à dire collectivement soutenables.

N.B. : Ce tropisme « qualifiant » consistant à dissocier l'individu de ce qu'il fait est un trait assez ancien dans la vaste « sphère non-marchande » où Friot coudoie Harribey. Ce trait est même un marqueur social, une « distinction » dans le jargon bourdivin, fort prisé dans « la fonction publique » (notamment universitaire) d'où cette « manière de parler » est issue comme « l'habitus » (de classe) qui est un autre de leurs « communs ». C'est ainsi que depuis les années 80 (et l'affaire du « sang contaminé ») dans la novlangue de classe dirigeante on ne dit plus « responsable » mais « en responsabilité ». Ce tropisme langagier de substantivation euphémisante a également donné le « en capacité » qui qualifie les personnes qui ne sont donc plus « capables »... de rien (ou si peu). Le « responsable mais pas coupable »<sup>28</sup> est donc devenu « en responsabilité mais pas en culpabilité » (et le tour est joué!).

D'ailleurs il n'y a plus de « responsable » nulle part, il n'y a plus que des « référents ». Il est vrai que l'institution elle-même a progressivement évolué quant à sa fonction même qui n'est précisément plus que de s'instituer elle-même. Le paradoxe est qu'elle n'a donc plus recours pour cela à des instituteurs ou à des institutrices. On les a remplacé depuis déjà un moment par des générations successives de « maîtres ignorants »<sup>29</sup> (merci Rancière, Deleuze, Foucault, etc.) qui ont enseigné eux-mêmes des générations de nouveaux maîtres du même genre ; eux-mêmes de plus en plus conformes à ce nouveau modèle de « husards de la République ». C'est une des plus marquantes des validations de la « Reproduction » Bourdieusienne, appliquée.

<sup>28</sup> Cf. Georgina Dufoix : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Georgina\\_Dufoix](https://fr.wikipedia.org/wiki/Georgina_Dufoix)

<sup>29</sup> Rancière : « On peut apprendre seul, sans maître explicateur, et un père de famille pauvre et ignorant peut se faire l'instructeur de son fils ». Selon Rancière Il n'y a plus à instruire mais à « émanciper intellectuellement » les élèves, eux-mêmes pré-supposés disposer « par nature humaine » du potentiel de savoir de l'humanité...

L'opération idéologique requise comme préalable à ce « renversement de toutes les valeurs » (de la convention capitaliste du salaire) devrait donc suivre une logique d'évaluation de la *valeur sociale reconnue* à la *personne* concernée.

Une logique d'évaluation mesurable :

*non pas selon ce que fait cette personne, et donc l'activité socialement utile* réputée justifier son « salaire à vie » (sans même parler de produire quoique ce soit d'utile à d'autres que soi),

*mais selon la qualité à proprement parler « essentielle »* et désormais « certifiée » que lui conférerait son statut « politique » dûment qualifié.

Cependant, ce statut lui-même ne peut pas être évalué sur des bases effectives par le corps social laborieux, soumis aux conflits et contraintes de la finitude marchande : l'atelier, les collègues coopérant au même processus de production, les clients ou les pairs, etc. (nombre d'entre eux, qui plus est, suspects de « conflit d'intérêt »).

De plus, ce nouveau « droit politique » se doit d'être « ontologiquement » exigible dès « l'âge adulte » tel un second « baptême citoyen » qui aurait complété celui qui confère à chacun son premier état « civil ».

Enfin, pour la suite de la « carrière-vie » du citoyen qualifié il restera à en faire l'évaluation permanente selon les progrès manifestés par *l'actif* individuel qu'il représente pour la « collectivité ».

Cette évaluation *chronique* sera assurée, dans le secteur non-marchand d'abord mais généralisable ensuite à tous les salariés, par la docte application des « huiles essentielles » scientifiquement élaborées pour opérer les abaquages co-optés par les « pères ». Ces « huiles » au sens du vieil argot populaire - dont l'onction régulière garantit le salut social - iront grossir les rangs de nouveaux « corps intermédiaires », chargées de mesurer les mérites et les progrès « gradués » du producteur de valeur économique, ainsi émancipé et dûment responsabilisé.

Un des principes méritocratiques décisifs permettant d'évaluer ce nouveau droit à la reconnaissance « citoyenne » sera très logiquement la « responsabilité économique » conçue comme une injonction morale *vertueuse* permettant le salut (« forcément » futur) de la Planète par l'effort collectif (« forcément » immédiat) pour refroidir le climat... social. C'est le grand retour de la scolastique bureaucratique et de sa « noblesse de robe », remis au goût écolo-millénariste du jour !

Une avancée académique de plus à mettre au crédit des spectaculaires « percées théoriques » que permit la fameuse « convergence des luttes » proclamée lors des « Nuits debout » et qui se développa lors de la très émouvante *résilience* à la loi El Khomri, pour culminer avec l'élection de Macron comme *barrage* à la menace convergente de Marine Le Pen et du changement climatique. Une impressionnante séquence révolutionnaire, qui vint conclure l'annonce de la révolution douce par nos pythies du Canal Saint-Martin.

Comme j'ai senti une certaine lassitude se répandre dans les rangs, après que soit tombée l'effervescence insoumise, l'insurrection qui tardait à venir, le troisième tour social, les grenelles escrologistes et autres Ruffinades alter-capitalistes, j'ai pensé qu'il fallait vous rassurer en vous apprenant que tout cela n'a rien de bien nouveau au royaume des français. Ce qui vient d'être évoqué et d'autres choses qui le seront par la suite m'ont donc incité à vous proposer, à ce stade de mon pensum, un petit intermède historico-idéologique qui me semble assez bien illustrer et éclairer son propos.

Intermède personnaliste  
en forme d'appendice théogonique

## Du sexe des anges au genre des sexes... ( et au-delà! )

Selon la chronique d'époque, tandis que les forces turques s'apprêtaient à faire le sac de Constantinople, les religieux byzantins étaient mobilisés par la question théologique du sexe des anges. Il n'est donc pas particulièrement inconvenant que la question de l'évaluation du « salaire à vie » prenne une tournure byzantine et que sa valeur-travail rapportée à l'essence de la personne s'apparente à la *détermination du genre des sexes*. Sur le modèle du débat *convergent* qui mobilise aujourd'hui une bonne partie des idéologues de toutes chapelles et autres agents des divers grades de l'appareil d'État. Au gré de ses déclinaisons « religieuses », « identitaires », « communautaires », « humanitaires », « multiculturelles » etc. la « crise identitaire » est même le seul enjeu politique du moment qui puisse rivaliser avec l'incontournable « urgence climatique » en terme d'omniprésence médiatique et idéologique.

Il est assez frappant d'observer à quel point cette nouvelle « convergence durable des luttes soutenables » qui va désormais de Friot à Jadot en passant par Harrribey, Bihr, Lordon, Ruffin, Mouffe, Royal, Plenel, Autain, Hamon, Melenchon, Besancenot, Le Monde, Libération, L'Humanité, Rancière, le PCF, le PS, le NPA, les zinsoumis, etc. converge désormais avec celles de Corinne Lepage, Hulot, Le Figaro, Telerama, Juppé, BHL, Finkielkraut, Le MEDEF, Bayrou, Raffarin, Macron et Philippe, voire Jean-Claude Juncker, Delors, Attali, Philippot et Marine et Marion Le Pen ... tous écolos !

Un très large « spectre » qui n'est assurément plus celui de Marx mais qui nous renvoie « aux années 30 », comme Macron lui-même en a perçu la « menace » à peine masquée derrière le gilet jaune de la « montée des populismes ».

Et en effet, un parallèle « troublant » peut-être fait entre les points de convergence de cette foule bariolée et le plus petit commun dénominateur idéologique qui allait rassembler, en ces années 30, le ban et l'arrière-ban de la bourgeoisie et petite bourgeoisie morale. Une « idéologie française » dont l'accomplissement le plus spectaculaire fut la débâcle puis l'occupation et enfin la collaboration. Pour s'en convaincre, les plus jeunes pourront utilement informer leur jugement en consultant quelques sites généralistes, peu suspects de « complotisme » tels [wiki : https://fr.wikipedia.org/wiki/Emmanuel Mounier](https://fr.wikipedia.org/wiki/Emmanuel_Mounier) où l'article éponyme : <https://fr.wikiped ia.org/wiki/Personnalisme> dont j'extraie ce saisissant résumé :

Le personnalisme, (ou personnalisme communautaire), est un courant d'idées fondé par Emmanuel Mounier autour de la revue Esprit et recherchant une troisième voie humaniste entre le capitalisme libéral et le marxisme. Il a eu une influence importante sur les milieux intellectuels et politiques français des années 1930 aux années 1950.

En dépit de ses impasses coutumières, la synthèse wiki (j'ai corrigé les fautes d'orthographe les plus voyantes mais il en reste peut-être) est déjà fort instructive pour qui méconnaîtrait le grand récit « théogonique » des origines de l'idéologie française de classe moyenne (éduquée) :



Charles Renouvier

Le terme personnalisme a été découvert par Charles Renouvier dans une optique kantienne en 1903[2]. Kant pourrait par conséquent passer pour le vrai fondateur du personnalisme. En effet, Kant, en mettant le sujet au centre de l'expérience généralement, et de l'expérience morale surtout, met en pleine lumière la personne humaine capable d'être à elle-même sa propre fin.

A partir des années 30, le personnalisme est devenu un mouvement intellectuel de réaction à la crise économique des années trente, que la jeunesse intellectuelle française percevait comme une crise de civilisation plutôt qu'une crise principalement économique. Cette crise, ces jeunes la caractérisent en opposant l'«individu» et la «personne», opposition empruntée d'ailleurs à Charles

Péguy, pour manifester leur refus de l'ordre établi exacerbé par la crise économique mondiale qui sévit.

Daniel-Rops écrira à ce propos : «Est-il besoin de répéter (...) que la personne n'a rien de commun avec l'être schématique mû par des passions élémentaires et sordides, qu'est l'individu. Un personnalisme conscient s'oppose même à l'individualisme dont s'est grisé le XIXe siècle. La personne, c'est l'être tout entier, chair et âme, l'une de l'autre responsable, et tendant au total accomplissement» [3]. L'individu, c'est ce qui, en bout de piste, apparaît comme le rejeton des tendances aliénantes du monde moderne. C'est celui qui a sacrifié sa dimension spirituelle et son potentiel d'énergies créatrices et de liberté, au profit d'un parfait petit-bourgeois qui ne vise qu'au bien-être.



Daniel Rops

Pour Emmanuel Mounier «l'individu, c'est la dissolution de la personne dans la matière. (...) Dispersion, avarice, voilà les deux marques de l'individualité.» Aussi, la personne ne peut croire «qu'en se purifiant de l'individu qui est en elle» [4].

[...] Selon ces jeunes intellectuels français, redonner la «primauté à la personne», c'est retrouver la voie de la vraie hiérarchie des valeurs; c'est réunir ce que le monde moderne a eu tendance à séparer.



Emmanuel Mounier

Cette volonté est en particulier le souci de la revue *Esprit* et, dans une moindre mesure, celui de l'Ordre nouveau, revues qui possèdent quelques collaborateurs communs. Cependant, dans la mesure où il n'est personne pour croire que cette nouvelle civilisation s'édifiera uniquement à coup d'idéal, on a aussi pensé à organiser ce qui relève du matériel sur une base concrète qui puisse permettre d'atteindre la réalisation de cet objectif. Il faut savoir que pour cette génération, Proudhon sera, en ce qui a trait à l'organisation de la dimension matérielle, ce que Charles Péguy représenta pour la dimension spirituelle. *Esprit*, qui est avant tout Emmanuel Mounier, approfondira en particulier la

réalité de la personne humaine tandis que l'Ordre Nouveau s'attachera plutôt, en s'inspirant plus directement de Proudhon, à définir le cadre organisationnel qui va permettre à l'humanité nouvelle d'émerger.

2 Renouvier, *Le personnalisme*, 1903

3 Daniel-Rops, *Éléments de notre destin*, Paris, Éd. Spes, 1934, p. 65, note 1.

4 Cité par Jean-Marie Domenach, Emmanuel Mounier, Paris, Éd. du Seuil, Coll. Écrivains



de toujours, 1972, p. 81.

Le personnalisme se forme en France dans les années 1930-1934 avec la naissance d'une nébuleuse de groupes et de revues que l'historiographie du XXe siècle rassemble sous le terme de **non-conformistes des années 30**, en se référant à l'ouvrage éponyme de Jean-Louis Loubet del Bayle. Au sein de cette mouvance, animée par de jeunes intellectuels qui avaient la volonté de situer leur «engagement» en marge des mouvements d'idées établis, on pouvait distinguer trois courants :



Dans un premier temps celui de la revue **Esprit** qui se crée à partir de 1932 autour d'Emmanuel Mounier, et auquel on tend quelquefois actuellement à diminuer le personnalisme des années 30.

Le second courant est celui de **L'Ordre nouveau**, qui s'organise sous l'impulsion d'Alexandre Marc à partir d'une base théorique fondée spécifiquement sur la réflexion de Robert Aron et d'Arnaud Dandieu, l'œuvre de ce dernier étant brutalement interrompue par sa mort en 1933.

Enfin, ce que Mounier appellera la Jeune Droite rassemblait de jeunes intellectuels plus ou moins dissidents de **L'Action française** (parmi eux Jean de Fabrègues, Jean-Pierre Maxence et Thierry Maulnier) autour de revues comme *Les Cahiers*, *Réaction*, *La Revue française*, *La Revue du siècle*.

### ***Les grandes idées du personnalisme***

Face à ce qu'ils percevaient comme une «**crise de civilisation**», ces jeunes intellectuels présentaient, malgré certaines divergences, un «**front commun**» :

***Le refus de la société libérale*** : les personnalistes se posaient en rupture avec le «**désordre établi**» que leur semblaient représenter les institutions capitalistes et parlementaires d'une société libérale et individualiste, dont les fondements institutionnels leur paraissaient aussi fragiles et «**inhumains**» que les fondements culturels en proie à un «**matérialisme**» et un «**nihilisme**» destructeurs.

***Le refus du marxisme et du fascisme*** : les personnalistes refusaient parallèlement les tentatives «**étatistes**» de réponse «**totale**» du communisme ou du fascisme.

Les solutions : les personnalistes avaient l'ambition, pour remédier à cette «**crise de l'homme au XXe siècle**», de susciter une «**révolution spirituelle**», transformant simultanément les choses et les hommes, qui devait trouver son inspiration philosophique dans une conception «**personnaliste**» de l'homme et de ses rapports avec la nature et la société, et se traduire par la construction d'un «**ordre nouveau**», au-delà de l'individualisme et du collectivisme, orienté vers une organisation «**fédéraliste**», «**personnaliste et communautaire**» des rapports sociaux.

***Le personnalisme face au fascisme****Darlan visite Uriage*

Après 1934, face aux événements, les itinéraires de ces intellectuels divergeront. Néanmoins leur influence ultérieure n'a pas été négligeable, même si elle s'est manifestée de manière quelque peu diffuse. Sur la lancée des débats intellectuels de l'avant guerre, les hommes et les idées des années 30 apparaissent dans les années 1940 : dans certaines des expériences «communautaires» du régime de Vichy (politique de la jeunesse, Compagnons de France, Association Jeune France, École d'Uriage). Simple opportunisme tandis que l'effondrement de la IIIe République laissait le champ «libre» (à condition d'ignorer l'occupation allemande) pour de nouvelles expériences politiques et sociales selon les uns, ou dérive naturelle d'une idéologie française anti-libérale selon les autres (l'historien Zeev Sternhell par exemple). Dans certains programmes de la Résistance (Mouvement Combat, Défense de la France, l'OCM) désireux de faire de la Résistance le creuset de changements profonds comparé aux

mœurs politiques et sociales de l'avant-guerre, tenues pour responsables du désastre de 1940.

***Le personnalisme après 1945***

Après la guerre, nombre de ces non-conformistes deviendront des militants des mouvements fédéralistes européens (Robert Aron, Daniel-Rops, Jean de Fabrègues, Alexandre Marc, Denis de Rougemont, Thierry Maulnier).

La revue *Esprit*, tout en prenant ses distances avec une partie de son héritage, sera un temps tentée par faire un chemin aux côtés du communisme (toujours l'héritage anti-libéral qui nomme la recherche de solutions radicalement nouvelles quelquefois non exemptes de risques), puis contribuera aux débats de la IVe et de la Ve République sur l'avènement d'une «Nouvelle Gauche» et ne sera pas sans influence sur ce que dans les années 1980 on appellera la «deuxième gauche».

Après 1968, certains courants écologistes se rattacheront à cet «esprit des années 30» (Jacques Ellul).

Si on essaie d'identifier les tropismes qu'ont en partage les « *intellectuels non conformistes des années 30* » qui rallièrent cette armée mexicaine du « *personnalisme* », on peut observer qu'en dehors de leur commune appartenance de classe, ils sont traversés par le rejet simultané du « *collectivisme* » et de « *l'individualisme* ».

Le collectivisme était déjà l'autre nom du communisme issu de la révolution bolchevique, mais « en même temps » associé au fascisme naissant en Italie, en Allemagne et en Espagne, parallèlement à la victoire provisoire des « collectivistes » du front populaire en France.

L'individualisme - stigmatisé symétriquement au « collectivisme » - était présenté comme source de la faillite morale du « libéralisme » petit-bourgeois, méprisé par tous ces révolutionnaires en robe de chambre pour son « matérialisme » sordide et bassement mercantile, mais aussi pour son défaut de transcendance (Renouvier était un kantien « à l'ancienne »).

Plutôt que nationalistes ces ambitieux rénovateurs de la « personne humaine » devinrent pour la plupart « fédéralistes » et « européens ». Meilleures options à leurs yeux pour restaurer un « ordre nouveau » (et moral) plus large et plus ferme, face au « désordre établi » et à la « crise de civilisation » dont attestait la montée en puissance du « populisme » de Front populaire. D'où l'idée d'un Front « commun », destiné à préserver des « valeurs » pourtant assez hétéroclites et à première vue contradictoires.

Il est intéressant d'observer que leur engagement « fédéraliste européen », naguère homogène au « projet européen » du Reich de 1000 ans, vient comme une solution de « survie » après qu'à la Libération leur adhésion « malencontreuse » à la « Révolution Nationale » les ait contraints à s'improviser prestement « vichysto-résistants » voire même « compagnons de route » pour un (très bref) parcours auprès des communistes. Des, communistes qui en dépit de leur répugnant tropisme collectiviste, étaient alors également perçus comme la principale force d'opposition populiste... au populisme gaulliste.

La Démocratie Chrétienne qui, au sortir de la guerre, allait prendre le pouvoir un peu partout dans les pays d'Europe occidentale, face à la menace de la « barbarie » communiste, ne put s'imposer en France du fait du « boulet » que constituait pour cette mouvance idéologique « majeure » sa grande proximité, pendant la période d'occupation, avec le pétainisme et la collaboration. Une fois renvoyé derrière le décor politique après son court intermède de pouvoir et de gouvernement d'union nationale (avec les communistes), De Gaulle fut mis au placard de la 4<sup>ème</sup> République, tout en y conservant son intimidante posture de « statue du commandeur ».

Les dix années qui s'ensuivirent (jusqu'au retour du Commandeur en 1958, sur le mode du final de « Don Juan ») permirent cependant à toutes sortes de nouveaux « intellectuels non-conformistes », ainsi qu'aux « anciens », de mettre le pied à l'étrier social et politique, au point qu'ils allaient progressivement peupler et repeupler progressivement (baby-boom oblige) nos élites rénovées, intellectuelles et politiques, après la purge (totalitaire) de la Libération. Une « épuration » qui, comme va le démontrer le livre d'Annie Lacroix-Riz (à paraître) fut très indulgente voire bienveillante, singulièrement pour les cohortes de « vichysto-résistants » et autres résilients de la vingt-cinquième heure (de Mitterrand à Albertini, en passant par Coco Chanel, Cocteau, Papon, Yves Klein, Chris Marker, Béttencourt, etc. et toute une longue cohorte de centurions restés prudemment anonymes ou aujourd'hui oubliés).

En pratique la décennie de 4<sup>ème</sup> République fut la période de refondation et d'apprentissage de nos élites « personnalistes » de deuxième génération. Celle qui va émerger de sa chrysalide à la fin des années 60, sous une forme épanouie lui permettant de se répandre partout. Au cours de sa lente incubation larvaire dans les couches moyennes du marigot petit-bourgeois où se fécondaient mutuellement toutes sortes de formes spontanées d'adaptation aux temps nouveaux, la nouvelle élite « non conformiste » en gestation engageait déjà sa période des « cent fleurs » idéologiques. Cent écoles d'Uriage rivalisèrent dans une merveilleuse « pluralité » démocratique : du MRP à la CFTC, des trotskistes aux poujadistes, de Science-Po à l'Ena, d'Assas à Nanterre, de la CFDT à FO, de la SFIO au PSU, des radicaux de gauche aux valoisien, d'Esprit à l'Observateur (pas encore « nouveau »), du Monde au Figaro, etc.

Ce double rappel historique est essentiel pour comprendre comment depuis les accords de Munich jusqu'à ceux de Lisbonne, nos élites françaises, conformistes comme non-conformistes (à la notable exception des rares élus communistes), proclamèrent successivement et à l'unisson :

« Plutôt Hitler que le front populaire »,  
 puis « Maréchal nous voilà »,  
 puis « Au secours mon Général »,  
 puis (avec Giscard et Cohn-Bendit) : « 10 ans de gaULO-communisme, ça suffit »,  
 puis de nouveau « Plutôt les Verts (de gris) que le front populaire »,  
 puis « Je suis Charlie »,  
 puis « Je vote Macron » ...

On peut également rapprocher la confusion idéologique de la petite bourgeoisie « antitotalitaire » des années 70 de « l'éclectisme » des principales figures et tendances amalgamées dans le personnalisme, allant du néo-criticisme kantien (et farouchement anti-hegelien) du prophète protestant de troisième République (Renouvier) aux intégristes catholiques comme Rops, s'inspirant des thèses de Proudhon, aussi bien que de Péguy ou Bergson Theillard de Chardin, Nietzsche ou ... Pétain. Domenach sera d'ailleurs un « passeur » très symptomatique introduisant des « penseurs » innovants tels Ivan Illich à la fin des années 60, ralliant Jacques Ellul, etc.

En se souvenant du sarcasme de Engels :

« la thèse de Hegel ne signifie pas autre chose que : cet État est rationnel, conforme à la raison dans la mesure où il est nécessaire ; s'il nous paraît cependant mauvais, mais continue néanmoins d'exister bien qu'il soit mauvais, c'est que la mauvaise qualité du gouvernement trouve sa justification et son explication dans la mauvaise qualité correspondante des sujets. »

Et, puisque Proudhon était un de leurs maîtres à penser, on se souviendra enfin du jugement de Marx sur ces « socialistes » français « et de droite et de gauche » :

Le petit-bourgeois, [...], se compose de “ d'un côté ” et de “ de l'autre côté ”. Même tiraillement opposé dans ses intérêts matériels et par conséquent ses vues religieuses, scientifiques et artistiques, sa morale, enfin son être tout entier. ***Il est la contradiction faite homme.*** »

Quoiqu'il en soit, cette belle image d'Épinal de l'idéologie française de classe moyenne étendue (mais néanmoins « anticonformiste », à défaut d'être véritablement anticapitaliste), constitue une assez bonne illustration de ce que donne la question du social quand la petite-bourgeoisie intellectuelle se met à la jouer... « collectif ».

## Social, Collectif et « commun »

(des individus, des « personnes » et des hommes)

Marx évoque assez souvent le « travail social » mais n'utilise pratiquement jamais le « collectif » pour déterminer le travail ou le travailleur. Quant il précise « collectif » à propos du travail c'est simplement pour le distinguer adjectivement du travail individuel si le contexte le justifie. Pour Marx la catégorie dans laquelle il pense et analyse le travail est générique et pour ne « *considérer que le travail tout court, c'est-à-dire ni le travail manufacturier, ni le travail commercial, ni le travail agricole, mais toutes ces formes de travail dans leur caractère commun* ». C'est d'ailleurs un des grands mérites qu'il accorde à Adam Smith (voir plus haut) que d'avoir le premier formalisé cette catégorie.

Dans ce sens le travail est implicitement à la fois individuel et collectif, ou si on préfère il désigne la totalité produite par la totalisation que constitue le travail collectif à partir des travaux individuels. Bref, chez Marx le *collectif* n'est qu'un quantificateur annexe, loin d'un concept ou d'une catégorie. Je ne vais donc pas m'étendre sur le « *travailleur collectif* » que ce soit chez Friot ou chez Clouscard. Pour ce dernier je laisse le soin à Doumé Paganini d'apporter les éclaircissements qu'il jugera utiles. Pour moi l'apport essentiel de Clouscard (totalement étranger à Friot) dans ce contexte c'est son analyse du dualisme « producteur/consommateur » évoqué plus haut, inhérent à tout travailleur, qu'il soit individuel ou collectif. Et, pour tout dire, je ne vois pas bien l'utilité théorique ou analytique de ce « *travailleur collectif* ». J'avoue enfin que les points « positifs » relevés par Pierre dans les thèses de Friot (sur ce sujet) me laissent totalement dubitatif. Je n'ai pas le temps ni ne le désire de développer mes objections ici mais j'en donne la tonalité générale empruntée « forcément » à Marx et déjà évoquée plus haut :

« Je me suis particulièrement étendu sur le « produit intégral du travail », ainsi que sur le « droit égal », le « partage équitable », afin de montrer combien criminelle est l'entreprise de ceux qui, d'une part, veulent imposer derechef à notre Parti, comme des dogmes, des conceptions qui ont signifié quelque chose à une certaine époque, mais ne sont plus aujourd'hui qu'une phraséologie désuète, et d'autre part, faussent la conception réaliste inculquée à grand-peine au Parti, mais aujourd'hui bien enracinée en lui, et cela à l'aide des fariboles d'une idéologie juridique ou autre, si familières aux démocrates et aux socialistes français.

Abstraction faite de ce qui vient d'être dit, c'était de toute façon une erreur que de faire tant de cas de ce qu'on nomme le partage, et de mettre sur lui l'accent. A toute époque, la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de la production elles-mêmes. Mais cette distribution est un caractère du mode de production lui-même. Le mode de production capitaliste, par exemple, consiste en ceci que les conditions matérielles de production sont attribuées aux non-travailleurs sous forme de propriété capitaliste et de propriété foncière, tandis que la masse ne possède que les conditions personnelles de production : la force de travail. Si les éléments de la production sont distribués de la sorte, la répartition actuelle des objets de consommation s'ensuit d'elle-même.

Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d'aujourd'hui s'ensuivra pareillement. Le socialisme vulgaire (et par lui, à son tour, une fraction de la démocratie) a hérité des économistes bourgeois l'habitude de considérer et de traiter la répartition comme une chose indépendante du mode de production et de représenter pour cette raison le socialisme comme tournant essentiellement autour de la répartition.

Les rapports réels ayant été depuis longtemps élucidés, à quoi bon revenir en arrière ? »

K.Marx - « Critique du programme de Gotha »

Je reprendrai ultérieurement, dans une contribution spécifique, les points scrupuleusement analysés et synthétisés par Pierre. Je m'efforcerai de mettre en lumière les impasses, erreurs, lacunes théoriques, méthodologiques, économiques et idéologiques des travaux de Friot évoqués. Tout en distinguant les aspects novateurs et positifs de ses recherches et de ses propositions initiales. Selon moi, le « travailleur collectif » ne fait pas partie de ces novations positives, à l'inverse de la cotisation salariale conçue comme négation et dépassement du salaire (et du statut de salarié) et à ce titre émancipatrice du travailleur « actif » vis à vis de l'employeur et/ou l'actionnaire.

À suivre, donc... mais à ce stade, on peut déjà conclure que le *collectif* n'est pas très marxiste... ou du moins qu'il n'a chez Marx qu'une portée descriptive, dans une perspective qui ne relève pas de sa critique du mode de production ni de ses propres conceptions sur travail. Inversement le *social* est un aspect fondamental et omniprésent dans le corpus et la pensée de Marx, pour qui le « socius » (pour parler comme les sociologues de sciences-po) n'est rien de moins que la détermination ontologique fondamentale. Pour Marx la philosophie, en tant que « Recherche de la Vérité », consiste à produire une connaissance vraie de l'Être... social, en tant que social (et devenir historique). Je ne vais donc pas davantage me lancer dans une recension du travail de Marx sur le sujet. En revanche ce qui me semble possible, important et utile de clarifier, dans pareil contexte, c'est la confusion idéologique entretenue entre les deux termes génériques « Social et collectif », et l'amalgame qui en résulte, abondamment exploité par l'idéologie dominante, selon un itinéraire qui nous conduit du « sociétal » au « commun ».

Le sociétal ayant déjà été abondamment débattu dans le cadre de nos rencontres, cette brève et rudimentaire analyse critique portera sur le « Commun » comme métonymie du sociétal : métonymie du lieu pour la chose. Le « commun » vu comme le lieu (symbolique) du sociétal au sens où il est la représentation du domaine de la confusion entre « social » et « collectif ».

Dans la novlangue vernaculaire de l'appareil idéologique, le « commun » désigne aujourd'hui ce que ses locuteurs appointés identifient volontiers comme un nouveau « *nouveau paradigme*<sup>30</sup> ». Une appellation qui vient opportunément combler le « manque à dire », au moment où le « manque à jouir », désormais vieilli, cède la place à la « perte de sens » (face à l'énigme de la transition planétaire<sup>31</sup>).

<sup>30</sup> Dans la novlangue de la classe dirigeante l'usage a imposé la règle que le vocable « paradigme » ne puisse se dire autrement que sous sa forme syntagmatique « nouveau paradigme », sans doute mieux adapté à l'usage généralisé de « l'articulation des concepts innovants » produits à la louche par ses innombrables cohortes de créatifs progressistes.

<sup>31</sup> Rappelons que Jean-Claude Juncker s'en entretenait régulièrement avec « les dirigeants des autres planètes ».

Le « commun » apparaît donc comme la dernière en date des productions conceptuelles innovantes destinées à qualifier le désarroi « émotionnel » (les « affects ») éprouvé « au niveau du vécu » (comme on disait naguère) par le « sujet sans histoire ». « Last but not least » de la longue théorie des accomplissements du courant de pensée régressif (sommairement qualifié de post-moderne), provoqué par la « grande névrose dépressive » que la petite bourgeoisie occidentale au tournant du XX<sup>ème</sup> siècle éprouva face à l'émergence de la « Société de consommation »<sup>32</sup>. Bref, le « commun » est d'abord et surtout proposé comme « lieu commun ». Mais ce lieu symbolique, bien que très fréquenté, n'est pas celui de la production. Il en est même le refoulement absolu puisqu'il présuppose que tout est « déjà produit ». Il s'agit dans ce lieu de « communauté » spontanée, de rassembler, inventorier et enfin se répartir « équitablement et durablement » les richesses et les biens librement délivrés par mère nature qui les y a mis à disposition de ses chalands par l'efficace truchement de l'économie libérale.

Si cette conception du « collectif » devait avoir quelque résonance sociale ça n'est donc certainement pas sous le rapport de la production mais assurément celui de la consommation. On est bien loin de ce que Marx associe au travail social utile, et désigne comme « caractère commun ». Inversement, le « commun » de Dardot laval and Co. Correspond assez fidèlement à ce que Marx dénigrait comme le genre de « banalité » qui distinguait selon lui les « économistes vulgaires ».

« La forme valeur du produit du travail est la forme la plus abstraite et la plus générale du mode de production actuel, qui acquiert par cela même un caractère historique, celui d'un mode particulier de production sociale. Si on commet l'erreur de la prendre pour la forme naturelle, éternelle, de toute production dans toute société, on perd nécessairement de vue le côté spécifique de la forme valeur, puis de la forme marchandise, et à un degré plus développé, de la forme argent, forme capital, etc. C'est ce qui explique pourquoi on trouve chez des économistes complètement d'accord entre eux sur la mesure de la quantité de valeur par la durée de travail les idées les plus diverses et les plus contradictoires sur l'argent, c'est-à-dire sur la forme fixe de l'équivalent général. On remarque cela surtout dès qu'il s'agit de questions telles que celle des banques par exemple ; c'est alors à n'en plus finir avec les définitions de la monnaie et les lieux communs constamment débités à ce propos. — Je fais remarquer une fois pour toutes que j'entends par économie politique classique toute économie qui, à partir de William Petty, cherche à pénétrer l'ensemble réel et intime des rapports de production dans la société bourgeoise, par opposition à l'économie vulgaire qui se contente des apparences, rumine sans cesse pour son propre besoin et pour la vulgarisation des plus grossiers phénomènes les matériaux déjà élaborés par ses prédécesseurs, et se borne à ériger pédalesquement en système et à proclamer comme vérités éternelles les illusions dont le bourgeois aime à peupler son monde à lui, le meilleur des mondes possibles. »

Karl MARX : Le Capital - Livre premier : Le développement de la production capitaliste [note de la 1ère section](#) : la marchandise et la monnaie Chapitre premier : La marchandise III. — Forme de la valeur.

<sup>32</sup> Voir Clouscard : « le capitalisme de la séduction » et surtout « phénoménologie de la bourgeoisie » et sa description du « romanesque » tirée de sa dialectique de « l'Être et l'Avoir ».



En revanche, cette idée commune que dénote le « lieu commun » du « commun » est, comme on pouvait s'y attendre, parfaitement congrue à l'idéologie écologiste. Dans « les veaux et les choses » je notais que le monde des écologistes s'inscrivait dans une nature *déjà* faite :

Car cette nouvelle Nature « écologique » n'est pas produite. Elle n'a pas d'histoire. Elle est *donnée*, et donnée d'emblée « à l'équilibre » qui plus est (ce qui garantit sa pérennité à défaut d'expliquer le mouvement contradictoire qui l'anime). Au point qu'elle est (ou plutôt elle *était*) « *un lieu magique si bien régi par on ne sait quelle providence que l'équilibre y est immanent et que la moindre action humaine ne peut que la mettre en péril* »<sup>33</sup>. Elle se présente comme « *une énorme positivité où tout ce qui est bon apparaît et tout ce qui apparaît est bon* »<sup>34</sup> sauf ... l'homme, du moins l'homme « actif » (le producteur), par ce que l'homme spectateur, l'homme inactif, qui ne travaille pas, qui n'a pas de salaire ou n'en a pas besoin (le chômeur ou le rentier), celui-là est le bienvenu au monde « à l'équilibre ».

Car celui-là, cet « homme inactif », respectueux des équilibres, ne produit pas, donc ne fait pas *dégâts* (de déchets). Il en fait néanmoins, en **consommant** (la production des actifs).

Mais ça ... « c'est une autre histoire »<sup>35</sup>.

Extrait de « Les veaux et les choses »

Le « commun » est donc bien le lieu symbolique et rhétorique de ce « déjà là », un « *dasein* » (être-là) heideggerien modernisé en « *schon da sein* » (être déjà là), prêt à consommer et à répartir équitablement et durablement... mais dont on est déjà... las.

À considérer plus attentivement la topographie du lieu, sa démographie et ce qui s'y « construit », on observe d'abord que s'y est répandue une population de « consommateurs-cueilleurs » qui en ont fait leur lieu d'ébats de prédilection. Mais, aux yeux des bailleurs sociaux de ces communs, les indigènes autochtones auraient « tendanciellement » une fâcheuse propension à confondre les « biens communs » au « bien commun ». Ce qui a contraint certains des plus écoutés parmi les strateupestes de la nouvelle pensée radicale à « dissiper les équivoques et les glissements de sens », en clarifiant la chose par une formulation qui nous renvoie à la conception ad-hoc de l'activité sous sa nouvelle forme *co-collective* : la « co-activité »...

*« Le commun est à penser comme co-activité, et non comme co-appartenance, copropriété ou copossession »*

Pierre Dardot et Christian Laval, Commun. 7  
Essai sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle (p.48).

<sup>33</sup> Dominique Pagani

<sup>34</sup> Guy Debord : « La société du spectacle »

<sup>35</sup> Une histoire que nous racontent maintenant les gilets jaunes.

Comme on l'aura compris, selon cette « manière de penser », tout est dans le « co » de ce co-collectif, à ceci près que le *coco* sonne un peu trop social et/donc totalitaire (autrement dit populiste) aux chastes oreilles de ce nouveau peuple de gauche, post-macronique.

On a aura également compris que ce qu'il s'agit de *refouler*, grâce à cette nouvelle pensée collective du collectif (lieu du sociétal et non plus du social), c'est « en même temps » *les rapports sociaux de production et les rapports de propriété qui les déterminent*. Ce qui fait de nos anticapitalistes proclamés des adversaires plutôt de la production que de son mode capitaliste. En pratique, ils se voient en stock-optionneurs « collectifs » touchant leurs dividendes et jetons de présence « commune », plutôt qu'en travailleurs coopératifs.

Cette idéologie du « commun » comme « lieu commun » délimitant l'espace économique et politique en tant que lieu exclusif du partage (« citoyen », « écolo-responsable » et « non-marchand ») exclue *foncièrement* la production, et singulièrement celle de ce qui est à partager en tant que « bien commun ». On retrouve la dialectique du producteur vs le consommateur, rapportée au lieu de prédilection des consommateurs-cueilleurs. Cette post-logique de syndic de co-activité sans co-propriété, se retrouve jusque dans les *détails* (comme dirait Nietzsche). Ça nous donne par exemple la version « trendy » du lieu *commun* de travail, réhabilité (durablement) en tant qu'espace (soutenable) de « co-working ». Le dit co-working désignant en fait une forme sous-location « collective » propice à des tâches professionnelles d'autant plus indifférenciées que leur objet, leur utilité et leur valeur d'usage sont de plus en plus indiscernables.

On comprend surtout qu'en matière de « glissement de sens » « *la pente est rude mais la route est droite* » comme disait Saint Raffarien dans son épître aux corréziens . Ce glissement de sens fut d'ailleurs amorcé depuis l'époque où cette pente passait surtout pour un dérèglement de tous les sens (et dans tous les sens). Dérèglement qui avait la faveur de nos élites, déjà très préoccupées de tous ce qui pouvait élargir le champ de leur « raison sensible ». Plutôt que comme renversement de toutes les valeurs, la « révolution au XXIème siècle » de Dardot, Laval et autres socio-futurologues co-communs, s'annonce donc comme une solution aux problèmes résultant de la difficile transition idéologique des clercs de la classe dirigeante.

Il en résulte naturellement une ambiance générale *affectée* pour ne pas dire anxio-gène, que des symptômes spectaculaires et inquiétants sont encore venus aggraver. Tel le déclenchement « imprévisible » de l'épisode « gilets jaunes » venu plomber ce qu'on appelait naguère le « climat social »<sup>36</sup>. Épisode d'autant plus douloureusement incompris que la « résilience » sociétale durement acquise depuis la phase de conversion massive des « communs » au « je suis charlisme » n'y préparait guère ses adeptes, pas plus que la « convergence des luttes » somnambulistes des nuits à dormir debout<sup>37</sup>.

<sup>36</sup> Et qui consistait à ne plus délibérer que « du temps qu'il fait »...

<sup>37</sup> Et d'autant plus que l'institution de la gabelle escrologiste qui a déclenché la « jacquerie » des gilets jaunes était précisément une mesure destinée à « sauver le climat » ( et la Planète par la même occasion).

Si on considère la situation actuelle des rapports sociaux sous l'angle de l'action politique, force est de constater que les dernières manifestations *collectives* visaient toutes à refouler la « nécessité » inhérente au *social* tel qu'il était acculturé en gros depuis la Révolution française. C'est à dire selon la détermination générique de *l'activité sociale* (et non pas collective) des individus. Pour Marx, comme l'a fort justement rappelé B.Bourgeois, le social est d'abord et avant tout « nécessité », et comme le même B.Bourgeois se plaît à le rappeler, Marx et Engels proclamèrent dans l'idéologie allemande (déjà évoquée plus haut) que c'était c'est une nécessité d'abord individuelle :

« Les individus sont toujours et en toutes circonstances "partis d'eux-mêmes", mais ils n'étaient pas uniques<sup>38</sup> au sens qu'ils ne pouvaient se passer d'avoir des relations entre eux ; au contraire, leurs besoins, leur nature par conséquent, et la manière de les satisfaire les rendaient dépendants les uns des autres (rapport des sexes, échanges, division du travail) : aussi était-il inévitable que des rapports s'établissent entre eux. »

Pour préciser aussitôt que :

« En outre, ils entraient en rapport, non comme de purs Moi, mais comme individus arrivés à un stade déterminé du développement de leurs forces productives et de leurs besoins, et ce commerce déterminait à son tour la production et les besoins ; aussi était-ce précisément le comportement personnel des individus, dans leur comportement réciproque en tant qu'individus, qui créa les rapports stables existants et continue tous les jours de les créer. Ils entraient en relation les uns avec les autres, étant ce qu'ils étaient, ils partaient "d'eux-mêmes", comme ils étaient, indépendamment de leur "conception de vie". »

C'est ce que Marx reformulera de manière décisive dans sa célèbre proclamation liminaire de la préface à la critique de l'économie politique : « *Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience.* ». ».

<sup>38</sup> Allusion au nihilisme libertaire de « Saint Max » Stirner, auteur de « l'unique et sa propriété ».

## Action, Interaction et Émancipation (des individus)

Comme on vient de le voir, dès la rédaction de l'idéologie allemande les rapports sociaux, des individus entre eux, s'inscrivaient selon Marx dans l'horizon explicitement désigné comme *communiste*. Et déjà *l'agir* humain, l'activité nécessaire, objective, tenait lieu d'essence de l'Être social (pour Marx il n'y a pas d'essence humaine en tant que telle) :

« Nous avons déjà montré plus haut qu'abolir le caractère autonome des conditions existantes par rapport aux individus, la soumission de l'individualité à la contingence, la subordination des rapports personnels de l'individu aux rapports de classes de caractère général, etc., est en dernière instance conditionné par la suppression de la division du travail.

Nous avons montré également que l'abolition de la division du travail est elle-même conditionnée par un développement des échanges et des forces productives qui doivent parvenir à une telle universalité que la propriété privée et la division du travail deviennent pour eux une entrave.

Nous avons montré en outre que la propriété privée ne peut être abolie qu'à la condition que se soit réalisé un développement complet des individus ; ceux-ci se trouveront en effet en présence de forces productives et de formes d'échanges de caractère multiforme et seuls des individus dont le développement sera complet pourront se les assimiler, c'est-à-dire en faire *l'activité libre de leur existence*. »

En tant qu'Être d'abord social, c'est *l'agir* social des individus, socialisés par la nécessité, qui pour Marx est *générique*. Sous ce rapport la conception ontologique de Marx ne se distingue pas sensiblement de celle de Hegel. Ce qui les distingue c'est, comme on sait, ce qui alimente notre ancienne et féconde controverse avec Bourgeois sur le primat de la liberté (au sens de Hegel) versus l'égalité (au sens de Marx).

Chez Marx, « *l'activité libre de l'existence* » renvoie explicitement à la conception cartésienne de la Liberté comme « *exercice libre de la volonté* » ; et non pas à celle de *liberté* chez Hegel : stade ultime de la logique, raffinée en son pur concept<sup>39</sup>.

B.Bourgeois reproche à Marx, relativement à « la grande logique » , d'en être resté à « l'essence », mais évidemment pas au sens où Marx serait essentialiste. Ce que Bourgeois reproche à Marx c'est en somme de ramener l'Être à *l'agir*, autrement dit l'homme à sa seule activité « essentielle » qui serait une sorte de limitation abusive de la portée de la Logique.

Pourtant Bourgeois, suivant le Hegel « politique » juge avec Marx que le rapport social déterminant c'est bien « l'activité » et non ce que le même Bourgeois désigne avec Hegel comme « *interactivité* ». C'est à dire tout ce qui ne relève pas de l'activité humaine générique : l'activité productive. Une détermination générique qui chez Marx définit le « social » sous l'angle de la *nécessité*. L'interaction relevant dès lors de « l'intersubjectivité » (et non du rapport au monde) autrement dit : ce que nous avons coutume de désigner depuis une cinquantaine d'années comme « sociétal ».

<sup>39</sup> Le concept lui-même comme expression décisive de l'Esprit se reconnaissant en lui-même, redevenu « un » et affirmatif, ayant accompli ses déterminations et de ce fait nécessairement indéterminable (fût-ce par le concept d'Égalité), donc indéterminé (et en ce sens « libre »).

Pour Hegel la nécessité est d'abord et fondamentalement historique, et l'histoire est celle de l'auto-révélation de « l'Esprit » qui se confond lui-même avec l'humanité générale. La phénoménologie de Hegel est nommément celle de l'esprit... et, comme me disait fort justement Annie Le Brun « Dieu n'est jamais très loin » (dans le système de Hegel). G.F.W.H. n'est pas séminariste et fils de Kant pour rien... mais il est aussi cartésien et rationaliste, il prend donc très au sérieux le dualisme métaphysique de Descartes. Hegel juge comme son « héros » que dans le phénomène il y a bien à considérer ce qui est observé au même titre que celui qui l'observe. Il va même s'intéresser avant tout à cet esprit, à ce « Moi qui pense » de Descartes, considérant « l'étendue » le « divers de l'esthétique » du monde qu'avait identifié son maître Kant non seulement comme le champ philosophique des perceptions, des sens et de l'entendement mais aussi comme celui où s'exprime, en quelque sorte en Soi et pour Moi, le « sublime ».

C'est en ce sens que Marx reproche au mysticisme de Hegel de faire marcher la dialectique sur la tête. En matérialiste conséquent Marx laïcise donc la logique dialectique dont il a hérité de Hegel. Ce faisant, comme il le dit lui-même, il la « remet sur ses pieds » ce qui, comme dit encore Marx, lui donne une allure beaucoup plus raisonnable... Il *part* donc *des Individus* mais pas pour « revenir à l'individu », comme le suggère Bourgeois en référant le passage pré-cité de l'Idéologie allemande :

« Les individus sont toujours et en toutes circonstances "partis d'eux-mêmes", mais ils n'étaient pas unique au sens qu'ils ne pouvaient se passer d'avoir des relations entre eux ; au contraire, leurs besoins, leur nature par conséquent, et la manière de les satisfaire les rendaient dépendants les uns des autres (rapport des sexes, échanges, division du travail) : aussi était-il inévitable que des rapports s'établissent entre eux. »

Marx ne « revient » pas « sur ses pas » comme le suggère Bourgeois. Il observe simplement, un peu plus loin, que : « l'histoire d'un individu pris à part ne peut en aucun cas être isolée de l'histoire des individus qui l'ont précédé ou sont ses contemporains : son histoire est au contraire déterminée par la leur. »

Au contraire Marx poursuit son analyse de là où il est « parti » : **les individus**, pour en faire non pas un « collectif »<sup>40</sup> d'individus simplement *pluriels* mais pour s'intéresser à l'individu humain « en soi », en tant que générique et surtout historique ; et de là... le déterminer « pour soi » comme « essentiellement » *social*, par *nécessité objective préalable et conditionnant toute intersubjectivité*. Déjà Marx y décrit les contradictions inhérentes à la conception hégélienne de l'État, comme à celles des adeptes de « l'Intérêt général » versus « les intérêts particuliers » (nos modernes « citoyensnistes »). Ce passage de l'idéologie allemande fait d'ailleurs écho à ce que Marx écrivait deux ans plus tôt dans « [la question juive](#) » à propos de l'émancipation, moquant nos prétendus « droits de l'homme » et citant Rousseau :

« La constitution de l'État politique et la décomposition de la société bourgeoise en individus indépendants, dont les rapports sont régis par le droit, comme les rapports des hommes des corporations et des jurandes étaient régis par le *privilege*, s'accomplissent par un *seul et même acte*. L'homme tel qu'il est membre de la société bourgeoise, l'homme *non politique*, apparaît nécessairement comme *l'homme naturel*. Les « droits de l'homme » prennent l'apparence des « droits naturels », car l'activité consciente se concentre sur l'acte politique. L'homme égoïste est le résultat passif, simplement donné, de la société décomposée, objet de la *certitude immédiate*, donc objet naturel. La révolution politique décompose la vie bourgeoise en ses éléments, sans révolutionner ces éléments eux-mêmes et les soumettre à la critique. Elle est à la société bourgeoise, au monde des besoins, du travail, des intérêts privés, du droit privé, comme à la *base de son existence*, comme à une hypothèse qui n'a pas besoin d'être fondée, donc, comme à sa base naturelle.

<sup>40</sup> Et moins encore une « communauté » ou un « commun ».

Enfin, l'homme tel qu'il est, membre de la société bourgeoise, est considéré comme l'homme proprement dit, *l'homme* par opposition au citoyen, parce que c'est l'homme dans son existence immédiate, sensible et individuelle, tandis que l'homme *politique* n'est que l'homme abstrait, artificiel, l'homme en tant que personne *allégorique, morale*. L'homme véritable, on ne le reconnaît d'abord que sous la forme de l'individu égoïste, et l'homme réel sous la forme du citoyen abstrait.

Cette abstraction de l'homme politique, Rousseau nous la dépeint excellemment : « Celui qui ose entreprendre d'instituer un peuple doit se sentir en état de changer, pour ainsi dire, la nature humaine, de transformer chaque individu, qui par lui-même est un tout parfait et solidaire en partie d'un plus grand tout, dont cet individu reçoit, en quelque sorte, sa vie et son être, de substituer une existence partielle et morale à l'existence physique et indépendante. Il faut qu'il ôte à l'homme ses forces propres pour lui en donner qui lui soient étrangères et dont il ne puisse faire usage sans le secours d'autrui. »

(*Contrat social*, livre II.) » Cité par Marx dans « la question juive ».

Le procès de totalisation historique des individus vers leur émancipation politique, que Marx salue ici chez Rousseau, précurseur de Hegel, est évidemment à rapporter à la totalité qui en résulte. Une totalité fortement « totalitaire » qui annonce Robespierre et La Commune, ce qui explique la critique bourgeoise déjà virulente et déjà « antitotalitaire » à l'encontre de Jean-Jacques, notamment par Voltaire qui a (bien) perçu Rousseau comme annonciateur de la fin de l'ancien régime (dont Voltaire s'accommodait très bien). Le jeune Marx a également bien compris tout ça. Un peu plus haut dans le même texte il notait que :

« L'émancipation politique constitue, assurément, un grand progrès. Elle n'est pas, il est vrai, la dernière forme de l'émancipation humaine, mais elle est la dernière forme de l'émancipation humaine dans l'ordre du monde actuel. Entendons-nous bien : nous parlons ici de l'émancipation réelle, de l'émancipation pratique. »

C'est pourquoi, après avoir évoqué « l'abstraction de l'homme politique » par Rousseau, il conclut ce passage sur l'émancipation politique par ces lignes :

« Toute émancipation n'est que la *réduction*, du monde humain, des rapports, à l'homme lui-même.

L'émancipation politique, c'est la réduction de l'homme d'une part au membre de la société bourgeoise, à *l'individu égoïste et indépendant*, et d'autre part au *citoyen*, à la personne morale.

L'émancipation humaine n'est réalisée que lorsque l'homme a reconnu et organisé ses forces propres comme forces sociales et ne sépare donc plus de lui la force sociale sous la forme de la force politique. »

Marx : « La question juive » 1843

Tout ce que Marx objecte à son condisciple le pasteur Bauer dans ce texte de jeunesse pourrait être repris à l'encontre de Friot et d'Harribey ou Bihr, etc. mais aussi bien de tous les « néo-personnalistes », « néo-kantiens » et autres « citoyens moralistes » de nos élites actuelles. Où le « *et de droite et de gauche* » brandi comme étendard (de la victoire) par Macron n'est accompli que par ce qu'il est l'expression réelle et rationnelle du « *et de droite et de gauche... morale* » de la classe dirigeante hexagonale. Ce que naguère on appelait le « centre ». Un ventre mou de classe, plébiscité par l'appareil sur le mode du « *in medio stat virtus* »<sup>41</sup>.

<sup>41</sup> Edgard Faure, fine mouche gaulliste « progressiste », était assez perspicace pour résumer ça d'un trait d'humour : « le Centre ? Première porte à droite ».

C'est pourquoi ce texte de Marx sur *l'individu et le citoyen* doit particulièrement attirer notre attention. Les individus de Marx ne sont pas du tout stigmatisés comme le « *triste individu* » conchié par Rops et ses pairs dans les années 30, comme « *celui qui a sacrifié sa dimension spirituelle et son potentiel d'énergies créatrices et de liberté, au profit d'un parfait petit-bourgeois qui ne vise qu'au bien-être.* ». Et Marx était bel et bien la cible de Mounier quand ce dernier proclamait doctement que « *l'individu, c'est la dissolution de la personne dans la matière* », etc. Nul doute qu'il s'agit bien pourtant du même : *individu égoïste et indépendant*, à quoi se réduit selon Marx l'individu *politiquement émancipé* dans et par la société bourgeoise. Le même que Marx présente aussi comme « le *citoyen*, la personne morale ».

Rien de mystérieux à cela, ni même paradoxal. Si ce « mystère de la maudite dualité » n'était au yeux de nos personalistes que l'envers profane de celui de la Sainte Trinité, c'est qu'ils s'en tenaient au catéchisme bourgeois et son bréviaire libéral. Car ces « deux bourgeois en une personne » cohabitent, malgré qu'ils en aient, dans la représentation refoulée que se sont donnés d'eux-mêmes nos « intellectuels non-conformistes » des années 30, comme leurs héritiers des années 70... et au-delà.

C'est ainsi que de l'agir de la nécessité sociale nous sommes passés à l'inter-agir « collectif » et « commun », celui des affects et des identités. À partir de là, de l'interaction à la réaction, il n'y a qu'un pas... vite franchi dans l'histoire de la lutte des classes, comme on a vu, dans les années 30 puis depuis 1968. Deux périodes du développement des forces productives confrontées, dans l'ordre capitaliste, libéral et impérialiste, à de nouvelles crises. Crises occasionnées par la transformation opérée dans les pays dits développés sur les « individus » constitutifs du corps social et qui affectait « leurs besoins, leur nature par conséquent, et la manière de les satisfaire ». Ces crises cycliques sont effectives dans le rapport social de production, mais la classe qui domine le rapport de production ne peut maintenir ce rapport et le rapport de domination qui lui est propre et favorable, qu'en représentant ces crises comme des crises morales, des « crises de civilisation » comme disaient les personalistes. Le genre de crise qui « affecte » et disqualifie les « tristes individus » bassement matérialistes, les mêmes criminels totalitaires qui s'interrogent aujourd'hui sur la pertinence de l'urgence climatique, de la sobriété heureuse, des énergies soutenables et de leur transition libérale supposée sauver la Planète.

Le fond catholique-traditionaliste de la classe moyenne française des années 30 s'est évidemment quelque peu terni, érodé, puis estompé au fil des vicissitudes qu'il a subi jusqu'à la sanction historique de sa collaboration. Mais lorsque, après un quart de siècle de mise à l'index du pétainisme transcendantal, Cohn-Bendit se retrouve en situation de proclamer, en plein accord avec Giscard d'Estaing que « 10 ans de Gaullo-communisme, ça suffit »... alors la boîte de Pandore va s'ouvrir à nouveau.

Mutatis mutandis, il s'agira désormais de susciter un investissement général dans la recherche... de la joie du bonheur d'être enfin soi. Le personalisme post-modernisé va d'ailleurs pouvoir s'appuyer sur une nouvelle « discipline » émergente : le « développement personnel », apparu dans le même mouvement qui, dès les années 70, a promu le social comme substitut au social dans la fonction paradigmatique la plus valorisante du discours socio-politique.

Pour adapter la novlangue de la classe dirigeante et de son appareil idéologique, quelques substantifs utiles ont du être également remis à niveau. C'est ce qui nous a donné les nouveaux usages « chargés de sens » de quelques vocables vermoulus du discours politique de papa mais qui furent opportunément exhumés puis ripolinés au vernis post-moderne qui va bien. C'est ainsi par exemple que le « citoyen » retrouva un usage mondain, bien éloigné de celui de ses pères fondateurs du 18ème siècle mais très fidèle à celui que lui donnaient nos « intellectuels non-conformistes » des années 30... Un usage jugé plus propice au « vivre ensemble » et qui sonnait mieux que le vieux « savoir vivre » remisé dans l'armoire à « stéréotypes ». En pratique cela permet surtout d'euphémiser le conflit de classe à l'origine de cette problématique du « vivre ensemble » désormais si complexe dans sa « multiculturalité heureuse ».

Quand la notion de classe sociale finit de se dissoudre dans un brouet imaginaire « commun », il faut nécessairement que le symbolique suive ou plutôt, *en réalité...* précède.

Le Code précède l'Être...

*Quod erat demanstrandum !*



Pontifex Marximus

juillet 2019



## Annexes

### Compter deux fois la production non marchande?

Un problème de comptabilité nationale un peu technique doit également être abordé. Le produit intérieur brut (PIB) comporte deux parts: le produit marchand (pour environ les trois quarts) et le produit non marchand, ce dernier étant mesuré (en net) uniquement par les salaires des travailleurs employés par les administrations publiques puisque celles-ci ne font pas de profits. Une fois déduits les amortissements du capital installé, le produit intérieur net est équivalent au revenu national net<sup>10</sup>. Si l'on se situe au niveau de la répartition primaire avant prélèvements d'impôts, l'ensemble des revenus primaires (ceux issus de la sphère marchande comme ceux issus de la sphère non marchande) contient les sommes qui seront ensuite prélevées par le fisc. Si l'on suit Bernard Friot, puisque selon lui les retraités, les parents et les chômeurs produisent, la valeur qu'ils produisent devrait être ajoutée à celle déjà comptabilisée au niveau primaire. Comme ce n'est pas ce que font les comptes nationaux, à juste raison, comment Bernard Friot interprète-t-il cela? «Bien sûr, la monnaie de la pension vient de la sphère marchande, comme l'impôt qui paie les fonctionnaires, mais elle représente la reconnaissance sociale de la valeur non marchande produite par les retraités.» (p.50).<sup>11</sup> Cette affirmation résume le différend théorique discuté: on ne peut pas considérer que les fonctionnaires sont productifs et, en même temps, que ce qu'ils ont produit est inclus dans la valeur de la production marchande. Bernard Friot répond à cette objection qu'il faut distinguer les flux de valeur (les fonctionnaires et les retraités étant une source de celle-ci) et les flux de monnaie (seuls issus de la sphère marchande). Mais c'est une nouvelle aporie puisqu'il n'y a pas de valeur qui ne soit monétaire.

Plus simplement, la thèse de Bernard Friot oublie que les fonctionnaires paient eux aussi des impôts et des cotisations sociales. Lorsque j'achète une automobile, je paie son prix qui inclut les salaires des travailleurs et les cotisations, les profits et les amortissements du capital, et la TVA; à ce stade, on peut dire que les revenus versés par les entreprises capitalistes seront soumis ultérieurement aux impôts directs, mais ils ne recouvrent pas les impôts qui seront prélevés sur les salaires versés par les administrations publiques, pas plus que les cotisations sociales versées au régime général de la Sécurité sociale par les entreprises privées n'incluent les cotisations sociales des fonctionnaires. On ne peut pas à la fois soutenir que les fonctionnaires sont productifs de la valeur qu'ils perçoivent comme salaires et que leur «retenue pour pension est un pur jeu d'écriture» (p.48), comme une sorte de fiction. Il faut choisir entre les deux interprétations. En bref, il y a une ambiguïté – voire une confusion – très fréquente dans le débat public au sujet de la redistribution et que la thèse de Bernard Friot ne permet pas de lever: les soignants dans les hôpitaux et les enseignants ne sont pas rémunérés au titre de la redistribution, leur salaire est bien de nature primaire, c'est-à-dire engendré par leur travail; en revanche, la prestation reçue par les malades ou bien le service rendu aux élèves et étudiants relèvent, eux, du registre de la redistribution.

[...]

Comment ces concepts sont-ils ensuite utilisés ? Bernard Friot a raison de dire que c'est la validation sociale qui fait d'une activité un travail productif ou non de valeur, « une convention décidée par les rapports sociaux » (p. 37). Mais qu'est-ce que la validation sociale ? Peut-on admettre que le travail soit rendu abstrait par une décision *a priori* des capitalistes s'arrogeant le « monopole de la valeur » ou ayant une « pratique capitaliste de la valeur » (p. 39, 45), parce que ce sont eux « qui décident ce qui, dans l'activité, a de la valeur et est donc du travail » (p. 38-39) et que « les seules personnes qui décident de la valeur sont les propriétaires lucratifs de l'outil de travail, qu'ils soient prêteurs, propriétaires directs ou actionnaires » (p. 101) ? Que la frontière séparant le champ de valorisation du capital de celui qui ne l'est pas soit la sanction d'un rapport de classes est indéniable, mais comment comprendre la métaphore de Marx du « saut périlleux de la marchandise »<sup>7</sup> ? Hélas pour les capitalistes, ils doivent passer l'épreuve du marché pour récupérer leur capital agrandi de la plus-value. C'est donc le marché qui est l'institution validant le travail effectué pour produire de la valeur pour le capital ; la validation n'est pas le fruit d'une décision de classe prise dans un laboratoire secret du capital, sauf à tomber dans le piège du fétichisme. Marx parlait de la valeur passant d'une forme à une autre comme un « sujet automate ». Il n'y a donc pas une pré-décision de ce qui transformera un travail concret en un travail abstrait, que Bernard Friot définit comme « la part de l'activité *considérée* comme produisant non seulement des valeurs d'usage, mais aussi de la valeur économique » (p. 36, souligné par moi). La lutte des classes intervient en amont et en aval de la validation marchande. En amont, comme dit plus haut, pour tracer la frontière entre ce qui sera production de plus-value pour le capital et ce qui sera production de services non marchands pour la collectivité. En aval, pour le partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits. Curieusement, Bernard Friot n'attache pas d'importance à l'institution *marché* ni au moment où se réalise l'abstraction du travail, le fameux « saut périlleux ». Or, la validation par le marché qui rend abstrait le travail est consubstantielle aux rapports marchands liés à la division du travail, laquelle dépasse historiquement et logiquement les rapports spécifiquement capitalistes. Le capitalisme implique le travail abstrait, mais la réciproque n'est pas vraie.

# Pour un socle social commun à tous les salarié-e-s de la filière

Les actionnaires des grands groupes d'édition Hachette, Editis, Gallimard totalisent près de la moitié des 3 milliards de chiffre d'affaires du secteur et ne connaissent pas la crise.

On ne peut pas en dire autant des salarié-e-s qui y travaillent !

Stagnation des salaires, conditions de travail qui se dégradent, multiplication des ruptures conventionnelles, explosions des horaires de travail, autant de pressions que vivent les salarié-e-s des ces géants de l'édition et de leurs acolytes à la taille plus modeste (Dalloz, Wolters-Kluwers, L'Harmattan, etc.).

Les concentrations dans le secteur de la distribution du livre entre Volumen, Hachette, Gallimard et Interforum-Editis constituent un danger majeur sur l'emploi des salarié-e-s

concernés mais aussi sur la diversité et la disponibilité de l'offre éditorial.

Dans le secteur de l'imprimerie, ce n'est guère plus encourageant, chacun vivant dans la peur d'une fermeture potentielle de son entreprise. Les remises en cause conventionnelles relatives au paiement du travail de nuit, des heures supplémentaires, de la protection sociale complémentaire, s'ajoutent à l'augmentation exorbitante de la « productivité », à la perte du pouvoir d'achat.

Quand au secteur conventionnel de la « Librairie », la déqualification majeure entreprise par le SLF en substituant le statut de libraire par celui de vendeur, n'est pas en reste dans le recul social entreprise par tous les acteurs économiques de la filière.

## Pour remettre la filière du Livre dans une dynamique de croissance profitant tant aux salarié-e-s qu'aux citoyen-ne-s – lecteur-trices, la Filpac-CGT revendique :

- ▶ Une autre répartition des richesses créée par les salarié-e-s de la filière passant par une augmentation immédiate des salaires de plus de 10 %, avec un salaire plancher minimum à 1700 euros.
- ▶ L'arrêt immédiat de tous types de plans de licenciements, dans tous les groupes et entreprises versant des dividendes et/ou dégagant un excédent brut d'exploitation positif.
- ▶ La mise en place d'un plan de formation inter-secteurs aux

nouveaux métiers permettant à chacune et chacun de se maintenir dans l'emploi.

- ▶ La mise en place d'une nouvelle grille de qualification de la Librairie reprenant et valorisant les métiers propres au commerce particulier du Livre.
- ▶ La construction à court terme d'un statut du salarié de la filière professionnelle du Livre reposant sur une couverture conventionnelle unique, une protection sociale complémentaire de haut niveau.
- ▶ Cette plateforme revendicative a vocation à s'enrichir : par l'appropriation des salariés de la filière, par les différents acteurs économiques et sociaux (auteurs, éditeurs, imprimeurs, libraires) soucieux de développer

le Livre plus que le versement de dividendes aux actionnaires.

- ▶ Seule la mobilisation des salarié-e-s de la filière et de ces acteurs permettra enfin d'arrêter le massacre des métiers du Livre et d'obtenir les avancées sociales et régulation indispensable à la sauvegarde puis à l'expansion économique et sociale de cette filière essentielle à notre société.
- ▶ Pour donner de la force à cette plate-forme revendicative, investissez-vous en vous syndiquant à la CGT ! Rejoignez les premiers syndicats CGT de Libraires, participez à la constitution de celles et ceux des auteur-e-s et éditeur-trice-s indépendant-e-s, rejoignez ceux déjà constitués dans les imprimeries et maisons d'édition !

# La disparition des librairies : pas question !

Nous assistons à la disparition d'un nombre conséquent de librairies indépendantes asphyxiées autant par le détournement des marchés publics (médiathèques publiques) vers des grossistes, que par l'inflation des prix des baux commerciaux de centre ville et le manque d'aides publiques au développement l'activité culturelle de proximité. En 2014, la fermeture de la Librairie de Bar-le-Duc et le redressement judiciaire de celle de Charleville-Mézières, accroissaient le cortège des départements dépourvus de librairies. En février 2015, fermeture de la librairie parisienne La Hune victime de la stratégie financière de son nouveau propriétaire Gallimard.

Paradoxalement, le géant du commerce en ligne, Amazon, se voit octroyer aides publiques à l'installation, exonérations de cotisations sociales et de taxes et impôts en tout genre, au prétexte



fallacieux de création d'emplois sur le territoire, sans compter l'évasion fiscale organisée par cette société.

Les éditeurs et les pouvoirs publics devraient mesurer les conséquences de l'abandon du commerce du Livre aux mains de ce type de plate-forme de grande distribution ou à signer des partenariats commerciaux

qui ramèneraient le livre à une marchandise comme les autres.

**Des libraires de toute la France organisent la riposte, en créant leurs syndicats CGT régionaux, et mènent le combat pour la défense de la librairie reposant sur une véritable régulation sociale et économique du marché du livre.**

## La Filpac-CGT revendique :

- ▶ Le renforcement de la loi Lang concernant le prix unique du livre, étendu à tous les supports présents et à venir ;
- ▶ La mise en place d'un comptoir national de type coopératif permettant aux éditeurs et libraires indépendants de mettre à dispositions des lecteurs l'ensemble de leurs collections d'ouvrages, sous 24h, chez le libraire le plus proche comme proposé par l'ADML ;
- ▶ L'obligation pour les collectivités territoriales et autres institutions publiques de passer des appels d'offre pour leurs médiathèques auprès des libraires indépendants de proximité ;
- ▶ L'exonération pour les librairies indépendantes de taxes locales (foncières, baux commerciaux) durant les cinq premières années d'installation, et la mise en place de prêts bancaires à taux zéro ;
- ▶ L'obligation pour toutes communes ou communauté de communes de plus de dix milles habitants d'avoir un commerce de proximité de vente de livres de type librairies indépendantes ;
- ▶ L'interdiction de commerce (point de vente ou dématérialisé) pour toute enseigne commerciale ne payant pas d'impôts, ni taxes sur le chiffre d'affaires des ventes de livres (matérialisés ou numériques), sur le territoire ;
- ▶ L'interdiction de vente de livres, sur quelque support que ce soit, ne respectant ni la loi Lang et/ou organisant l'évasion fiscale ;
- ▶ La création d'une convention collective commune à tous les salarié-e-s de la filière du Livre.

## Réponses à Pauline (2)

Pauline :

Merci pour ton texte les veaux et les choses que j'ai enfin fini par prendre le temps de lire!

Quelques petites questions / remarques rapidement rédigées qui n'appellent pas forcément réponse, encore moins urgente, mais qui pourraient alimenter tes finitions s'il en est encore temps.

Ce qui m'a paru clé dans ton argumentaire c'est que l'écologisme nage en plein fétichisme de la marchandise (attention portée sur l'objet de la production et non le sujet) d'où une parfaite altérité avec le marxisme.

D.M. :

Je pense quand même utile de préciser que la parfaite altérité de l'écologisme avec Marx ne vient pas du fait que « *l'écologisme nage en plein fétichisme de la marchandise* ». Car, cela peut être dit de tous... dans le cadre des modes sociaux de productions actuels.

À vrai dire, c'est un trait général qui ne singularise pas l'écologisme ni le distingue des autres formes idéologiques produites et conçues sous l'obédience libérale. L'altérité « spécifique », si j'ose dire, de l'écologisme, est surtout identifiable au fait que nombre d'adeptes de l'écologie « politique » se réclament du marxisme ou se revendiquent « marxistes ». Un paradoxe dont ne sont pas coutumiers les sectateurs ou refondateurs « éclairés » du libéralisme, voire du « néo-libéralisme » (mouture contemporaine du libéralisme dont relève plus *distinctement* l'écologisme). De Macron à Le Pen, en passant par Piketty, Cohn-Bendit, Hulot, Christiane Taubira, Ségolène Royal, Joffrin, Anne Hidalgo, Melenchon, BHL, Attali, François Ruffin, Stéphane Bern et Frédéric Lordon, Serge Halimi, etc., toutes et tous sont plus que jamais à la fois libéraux, écologistes et anti-marxistes. Ce qui est, il faut bien l'admettre, assez cohérent de leur part.

Inaugurant en quelque sorte l'ontologie critique de l'écologisme, en m'inspirant de la manière dont Marx faisait celle de la marchandise, puis en décrivant sommairement ses manifestations historiques, théoriques et politiques, j'ai essayé de démontrer de manière dialectique et argumentée que l'écologisme est une *idéologie* ... et rien d'autre. Une « *forme idéologique* » au sens de Marx, c'est à dire une des « formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience [du] conflit [social] et le mènent jusqu'au bout ». *In fine* je m'efforce de montrer que cette idéologie écologiste vise essentiellement à esthétiser le conflit social, en cela parfaitement homogène à la « forme marchandise » fétichisant les rapports sociaux de production. J'y reviendrai également mais, en rapport avec ce que tu dis, cette « *forme idéologique* » - d'occultation par un simulacre *substantiel* - est en effet congrue à la « *forme valeur* » qu'est la *marchandise*, mais surtout à la modalité qu'impose la représentation libérale des rapports sociaux qui la produisent. Cette identification en quelque sorte structurale, pour ne pas dire *formelle*, est donc bien un « élément clé » de la logique de ma démonstration. Et pas seulement pour des raisons méthodologiques.

À défaut d'une définition « claire et distincte » de l'écologisme par ses propres doctrines et plus encore d'une théorie cohérente sinon homogène de leur part, je me suis efforcé d'en faire l'analyse critique à partir de ses manifestations observables. Une critique qui débouche sur la description nécessairement *négative* de cette *vacuité théorique*, en somme *fondatrice*.

En bref, dans le jargon ontologique, j'ai proposé une réponse cartésienne et marxiste à la question qui se déduit de cette problématique : *quel être tirer de ce non-être ?*

De manière assez prévisible, il en ressort quelques vérités négatives : l'écologie n'est pas une « science », pas davantage une discipline scientifique<sup>42</sup> ou autre (sinon universitaire !), moins encore un système cohérent de connaissance ; et l'écologisme qui pourrait s'en réclamer n'est pas plus une théorie ou une doctrine sociale qu'une orientation politique autonome, ni même un système de représentation... distinct de celui du libéralisme (autrement dit l'idéologie du capitalisme). Toutes choses qui font du discours écologiste une pure rhétorique, sans autre objet que la propagande de ses promoteurs et de leur appareil. Un discours sophistique de manipulation collective qui se socialise et se manifeste sur le mode des *croyances* religieuses « révélées », et qui se répand aujourd'hui sous une forme identifiable comme *millénariste*.

En tant que position politique l'écologisme est déterminé par une démarche téléologique qui se revendique elle-même en tant qu'eschatologie négative. C'est pourquoi il ne lui est pas possible de produire une théorie ou même simplement des revendications susceptibles d'être réalisées positivement. C'est une pure théologie négative et *elle ne peut donc que proclamer ce qui n'est pas ou ne doit pas être et il n'est rien de positif qu'elle puisse affirmer*.

D'où son impotence et son innocuité proprement politique. Trait facilement observable dans sa parfaite stérilité en matière de propositions ou revendications. Et quand aux rares mesures pratiques qui en sortent elles s'avèrent inéluctablement chimériques, absurdes ou calamiteuses ( décroissance « choisie », taxe carbone, portails écotaxes, épandages d'éoliennes, déplacements « doux », eugénisme pour tous, etc.).

Ipsa facto, l'écologie politique, par sa nature même comme par ses modalités, est parfaitement extérieure, voire totalement contradictoire avec le système gnoséologique et le discours de Marx. Raison pour laquelle ma démonstration visait d'abord à invalider rationnellement la thèse promue par certains pseudo-marxistes : la *fable ré-enchanteresse* de « *Marx premier écologiste* ». C'est pourquoi il s'agissait aussi pour moi de démontrer que l'écologie politique est une pure rhétorique de classe, produite et instrumentalisée par l'histoire de la lutte des classes, au seul profit *effectif* de la classe dominante - qui la produit et la répand électivement.

Bref, dire de quoi l'écologie est le nom : *une vulgate opportuniste, un « habit neuf » du libéralisme, dans sa mise la plus démagogique et réactionnaire* et, en ce sens et à ces titres, parfaitement opposable et de fait explicitement opposée... à Marx et à ses propositions d'émancipation et de transformation de nos rapports sociaux.

<sup>42</sup> À l'occasion d'un débat amical et permanent, Patrick Tort ( <http://www.librairie-tropiques.fr/2019/07/patrick-tort-conversations-sur-les-limites.html> ) a admis que ce qui tiendrait lieu selon lui de science écologique ou fonderait l'écologie comme science, se confond avec le Darwinisme. Mais tel n'est aucunement la conception que les écologistes eux-mêmes, toutes chapelles confondues (et la plupart totalement réfractaires à Darwin), nous donnent de l'écologie « comme science », voire même comme discipline scientifique.

Ce qui n'est pas très clair c'est l'articulation entre l'écologisme et la classe "grand-bourgeoise". A la toute fin, tu parles d'idéologie dominante promue par la classe moyenne. Aussi est-ce que tu poses que l'idéologie écologiste apparaît spécifiquement au sein de la PBI, reflet de ses diverses déterminations de classe (qui mériteraient peut-être d'être plus clairement exposées), et qu'elle se trouve être compatible avec les intérêts de la classe du grand capital qui alors la promeut comme parfaite diversion à la lutte des classes?

Ce lien mériterait pour moi plus de clarté.

À vrai dire, il n'y a pas « *d'articulation* » à rechercher ici, et je ne *pose* pas que l'idéologie écologiste « apparaît spécifiquement au sein de la petite bourgeoisie intellectuelle ».

Pour essayer de clarifier ce point, il me semble utile d'éclaircir d'abord ce qu'est le rapport dialectique (et non « *l'articulation* » !) ou plutôt *les* rapports dialectiques qui permettent d'établir un lien logique de causalités réciproques entre idéologie et classe sociale. Je t'épargnerai donc le sempiternel rappel du passage de la préface de la critique de l'économie politique (en note tout de même<sup>43</sup>) dont j'ai extrait plus haut la description des « *formes idéologiques* » comme celles sous lesquelles les individus « prennent conscience du conflit » (puis « le mènent jusqu'au bout », cf. note de bas de page).

Une *idéologie de classe* « n'apparaît » donc qu'en rapport :

- d'une part avec une classe sociale et la manière dont l'individu qui acculture cette idéologie s'approprie et s'identifie à sa classe sociale ;
- et d'autre part avec la nature et l'enjeu du conflit dont il prend conscience, autrement dit qu'il s'approprie cette idéologie selon les représentations et la logique qu'elle lui procure, en vue d'y prendre sa propre part.

S'agissant de l'idéologie de la bourgeoisie, elle est produite par les rapports sociaux comme le reste des phénomènes socio-historiques analysés par Marx, donc comme « contradiction en procès », et selon une logique de « sélection naturelle » sanctionnant ce procès<sup>44</sup>. Un procès où se confrontent le développement des forces productives et les intérêts des classes antagonistes qui en résultent. L'idéologie « ad hoc » de la classe dominante est donc celle qui permet à cette classe d'imposer « hégémoniquement » des représentations du rapport social dont l'adoption majoritaire assure la pérennité de cette domination de classe. Autrement dit un système de représentation et une vulgate communément admise qui justifient l'exploitation capitaliste.

<sup>43</sup> « Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel - qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse - des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les individus prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout. Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production. »

Karl MARX : "Critique de l'économie politique" - Préface de 1859

<sup>44</sup> Cf les commentaires de Marx sur Darwin et qui n'ont évidemment rien à voir avec le prétendu « darwinisme social »

Historiquement, les circonstances objectives du rapport de production et les bouleversements qui animent le développement des forces productives ont donc toujours des déterminations contradictoires. Ce sont les conflits produits et animés par cette « dynamique » historique qui imposent aux individus qui y sont partie prenante de *prendre parti*. Rien ne nous permet de douter qu'ils ne le fassent « en conscience », autrement dit selon la compréhension que leur en donne le rôle qui leur échoit dans ce processus ; et naturellement la préservation de leurs intérêts propres. C'est cette « prise de conscience » du conflit qui est « mise en forme » par l'idéologie et les représentations collectives « codées » à l'usage des individus, par leurs contemporains ou leurs prédécesseurs ( Cf. « l'Être et le code »). Cette idéologie, avec ses formes successives, est-elle même produite au fil du processus historique et s'élabore et se transforme en s'adaptant aux déterminations contradictoires qui animent le « conflit d'intérêts ». Le conflit historique et social que *matérialise* le développement des forces productives. Ce conflit s'exprime dans les rapports sociaux « nécessaires et indépendants des volontés individuelles » qui en résultent. C'est ainsi que les bouleversements de *l'infrastructure* finissent par transformer la « lourde *superstructure* », selon les requisits évolutifs de la nécessaire production sociale de leur existence par ces mêmes individus socialisés<sup>45</sup>.

Partant de là on peut facilement comprendre pourquoi et comment le principe libéral est :

- d'une part fondateur de l'idéologie de la bourgeoisie « en actes » : les *actionnaires* (ce que tu appelles la « grande bourgeoisie ») c'est à dire redevables des « actifs » ;
- comme « *consubstantiel* » à son mode d'accumulation capitaliste de la richesse produite par le corps social ;
- et d'autre part continuellement soumis à des déterminations opportunistes engendrées par les aléas du développement de cette production.

Dans les cas les plus critiques, autrement dit les « crises » affectant le rapport de production, le bouleversement matériel qui s'ensuit impose à son tour un bouleversement homologue des représentations idéologiques qui supportent à proprement parler la superstructure. Car ce sont précisément ces représentations « divertissantes » dont se nourrit la vulgate auto-justificatrice<sup>46</sup> du libéralisme.

Cette évolution « spontanée » de la rhétorique libérale se fait tout aussi nécessairement, on pourrait presque dire « mécaniquement », selon une logique opportuniste. Elle est toujours circonstancielle déterminée mais, du fait de sa contingence première<sup>47</sup>, elle doit puiser ses « éléments de langage » dans un « déjà là » (comme dirait Friot!) ... avec le « projet » de faire persévérer le corps social dans son être libéral<sup>48</sup> (comme dirait Lordon!)<sup>49</sup>.

<sup>45</sup> Darwin a manifestement inspiré cette conception matérialiste de Marx .

<sup>46</sup> Cf. le « spectacle » de Debord.

<sup>47</sup> Contingence inhérente au fait que « *Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience* ».

<sup>48</sup> Dans la formulation inconsciemment auto-parodique de Lordon c'est ce le « conatus » spinoziste du... capitalisme.

<sup>49</sup> En ce sens, nous sommes redevables des travaux de Friot, Lordon, Harribey, Piketty, Keucheyan et Cie, finalement plus complémentaires que contradictoires, et qui les désignent à la postérité académique comme authentiques et sincères « Saint Jean bouche d'or » de la conscience malheureuse de classe moyenne. Un trait assez courant chez nos « intellectuels d'influence »... de gogauche.



En pratique c'est la manifestation d'un des principes heuristiques établis par Marx et résumés dans le passage pré-cité<sup>50</sup>. Passage qu'on pourrait paraphraser ainsi : de même que « *le problème ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou sont en voie de devenir* », de même : *une impasse idéologique du discours libéral est toujours résolue par une des autres voies disponibles, pour peu que l'idéologie dominante soit « assez large pour la contenir ».*

Les composantes de cette nouvelle voie sont nécessairement puisées dans le « stock disponible », celui des *nouveaux* « nouveaux paradigmes » tels qu'évoqués plus haut, c'est à dire issus des mutations spontanées qui s'expriment dans les représentations collectives au gré des vicissitudes des « communs ». Ces mutations étant elles-même stimulées par la demande toujours renouvelée de « réenchantement » que produisent les contradictions du procès de production au sein du corps social.

S'agissant de collectiviser la circulation de la marchandise comme fétichisation *performative* du rapport social, le « marché du désir » distingue électivement une représentation disponible, selon son efficacité « totémique » du moment.

Cette efficacité de la *représentation de la valeur produite* est elle-même évaluée selon ses résultats concrets, en regard des rapports sociaux qui actent sa production. C'est à dire sa capacité optimale à produire des représentations qui permettent de réaliser efficacement, *Hic et Nunc*, la « diversion » que tu évoques.

C'est ce dispositif logique qui explique, par exemple, la manière dont se manifeste, se renouvelle et s'institue la *servitude volontaire*, d'un point de vue de classe. C'est ainsi que, parallèlement à la représentation écologiste on a eu « l'émergence » de « nouveaux concepts » mieux adaptés à ces « nouvelles subjectivités ».

Un de ces « paradigmes » de « développement personnel » qui ont fait floresse ces dernières années est par exemple la « résilience », promu comme forme « soutenable » de la soumission comme nouveau mode d'émancipation. Une mutation opportuniste de l'idée de *résistance* ; cette dernière désignant désormais une valeur d'usage « vieillie » voire « archaïque », comme on dit dans les dictionnaires, nous épargnant les affres de son usage ancien : « Quels flots de sang pour elle avez-vous répandus ? Quel débris parle ici de votre résistance ? » *Racine, Iphigénie. IV, 4.*

Ainsi, dans une approche dialectique on peut observer que c'est d'abord la conscience « morale » de cet état de servitude qui alimente la « rebellitude » négative de nos intellectuels (patentés ou amateurs, spécifiques comme organiques).

Puis cette compulsion « morale », suscitée par les dysfonctions des rapports sociaux de production, alimente à son tour la production des représentations nécessaires pour accommoder cet état de servitude (dans le jargon actuel : le rendre « soutenable »).

Symétrique et complémentaire de l'écologisme, la *résilience* est l'archétype de « nouveau nouveau paradigme », produit par l'appareil idéologique dominant pour permettre l'acculturation « douce » des plus « rudes » des conséquences sociales du

<sup>50</sup> « Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours, que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir. »

mode de production capitaliste.

L'homme nouveau, illustré aujourd'hui par un nouveau genre ou plutôt une nouvelle « marque » de super-héros : le MAKRON, sera doté de cette résilience foncière à tout ce qui pourrait aliéner ses « affects ». Sur ce fond en quelque sorte *prudentiel*, il pourra puiser toute *l'assurance* requise pour se mettre résolument *en marche*...

*L'idéologie fonctionnelle du capitalisme, le libéralisme, a pour objet de médiatiser les rapports sociaux en informant (au sens de donner une forme) la conscience collective des usagers de cette fonction idéologique.*

En pratique cette fonction est attribuée statutairement aux agents de l'appareil idéologique. Dans la logique libérale qu'il a pour fonction d'imposer, cet appareil est soumis, comme tout le corps social, au dogme de « concurrence libre et non faussée ». Il en résulte nécessairement une forte incitation pour ses agents à *faire valoir* des « *avantages compétitifs* » les distinguant de leurs concurrents sur le marché. Incitation qui s'ajoute naturellement à l'aspiration générique de tout un chacun à la reconnaissance optimale dont il se juge socialement redevable.

C'est cette compulsion élective, rapportée à la couche sociale de classe moyenne dite « éduquée », qui la destine et la détermine à produire continuellement en son sein de nouveaux « nouveaux paradigmes » pour nourrir la conscience malheureuse qu'elle *se fait* du conflit<sup>51</sup>. Une *production* dont, selon la « loi générale », la *valeur d'usage* n'est *réalisée* qu'au fil de sa *circulation* et au terme de sa *consommation*.

La boucle fonctionnelle de la re-production sociale est ainsi bouclée par la re-production congrue et continue de ces nouveautés qui alimentent à leur tour les « marchés » idéologiques et fournissent le stock de « mutations symboliques » dans lequel vient puiser l'appareil, selon les circonstances de crise et les besoins de dépassement qu'elles induisent.

Ceci rappelé à titre propédeutique (et par souci de « clarté »), je vais en revenir aux termes de ta question et proposition liminaire.

La proposition : « *L'idéologie dominante promue par la classe moyenne* », serait mieux formulée comme *idéologie promue par la classe bourgeoise parmi la classe moyenne qu'elle domine*. Il est plus facile d'en déduire que « l'idéologie écologiste ne n'apparaît pas, du moins spécifiquement, au sein de la « Petite Bourgeoisie Intellectuelle » comme « reflet de ses diverses déterminations de classe », mais plutôt comme production sociale « spécifique » aux couches moyennes.

À proprement parler, ce qui est déterminé c'est la *forme* sous laquelle la classe moyenne est invitée à prendre conscience - c'est à dire ici : se représenter - le conflit issu des rapports de productions. Comme nous l'avons vu, cette forme est élaborée en vue d'une représentation totémique (sous la forme marchandise) du rapport social et de la valeur dont est redevable la domination idéologique de la classe (qui en tire ses privilèges).

N.B. : sur libéralisme et domination.

Cette domination dite « symbolique » exercée par la bourgeoisie sur les autres classes conditionne la pérennité de l'exploitation d'une vaste majorité par une minorité, sur le principe « libéral ». Rappelons que ce principe postule le primat absolu de la « liberté » abstraite sur l'égalité concrète, et pré-

<sup>51</sup> C'est ainsi par exemple ce que l'on a désigné comme « déconstruction » comme substitut à la dialectique de papa.

tend compenser le tropisme inégalitaire qui en découle par une règle morale : l'équité<sup>52</sup>. L'équité libérale se substitue donc à l'égalité mais non pas comme détermination de la liberté (principe absolu, donc indéterminable comme tel), tout au contraire cette formulation vise à *nier* l'égalité (comme principe de justice sociale) et lui substituer une autre détermination, compatible avec le primat libertaire.

Destinée à résoudre l'antinomie suscitée par les inégalités provoquées par l'absolutisation naturaliste du principe de liberté, la détermination « équitable » est posée comme réponse résolutoire de la « raison pratique ». Autrement dit elle relève de l'*ordre moral* (les libéraux, libertaires compris, sont tous kantien ou neo-kantien, sur des modèles qui vont de Schopenhauer à Nietzsche, en passant par Heidegger, Pascal, Foucault et Jean-Paul 2).

La détermination « d'équité » se doit donc de ne pas être « aliénante » du concept « transcendantal » de Liberté, mais seulement « régulatrice », jusqu'à sa réduction à l'immanente nécessité de « circulation des *personnes* et des biens ».

En somme, l'égalité est irrecevable pour le libéralisme dès lors qu'elle est posée (et se pose) comme contrainte de « finitude » nécessairement réductrice d'une « indéterminable » *Liberté libérale*.

Si on se place du point de vue *théo*-logique du réformisme comme « Réforme » de la pratique et de la Foi religieuse (qui était celle de l'idéalisme allemand, dès sa fondation par Kant), le régulateur « équitable » se revendique dans le droit fil de l'interprétation patristique de l'économie trinitaire: Christ comme « *economein* » de Dieu, c'est à dire comme expression de sa *finitude*.

Le Saint Esprit *libéral* vient alors compléter le *dispositif*... du *Concept*. Sa révision anglo-saxonne devra beaucoup de son succès « mondial » à Calvin et à la doctrine de la « prédestination ». Mais c'est une autre histoire...

Pour clarifier et illustrer *pratiquement* tout ça, j'ai en tête le cas aussi banal qu'exemplaire du frère d'une de mes collègues. Son grand-père était un ouvrier « de base », petit agent territorial du secteur nationalisé (après-guerre), et *nécessairement*... communiste. Il eut un fils, le père de ma collègue libraire, aujourd'hui retraité, qui fut commis puis artisan boucher, sympathisant communiste.

Le fils de ce dernier (le frère de ma collègue libraire) aujourd'hui quadragénaire, fut « éduqué » et devint instituteur donc « éducateur ». D'abord communiste, il épousât une professionnelle de santé (radiologue) exerçant en libérale mais initialement « de sensibilité de gauche » sympathisante « socialiste ».

Ce couple a avancé en âge et dans la vie. Ils ont donc « fait carrière », élevé deux enfants, et désormais « 20 ans après » ils se sont mis à considérer que « Macron ne dit pas que des conneries »... et en conséquence votent pour lui.

<sup>52</sup> CF. « la théorie de la justice » de Rawls, strictement reprise, par exemple, par Piketty.

Cette figure du « commun » associée aux générations qui se sont succédé depuis les années d'après-guerre, illustre le cas le plus générique du phénomène général de *re-classement*. Une forme phénoménale actuelle qui re-produit historiquement cette nouvelle classe moyenne.

Sous cette forme, la prise de conscience du « conflit » a changé, au gré de la position de classe, dans le rapport social de production, et selon le rapport de re-production sociale qui en résulte.

On retrouve ça dans toutes les « couches sociales » qu'agrège cette vaste classe moyenne absorbant des portions de plus en plus larges des classes laborieuses «réformées», sur le modèle forgé collectivement par et à « l'esprit du capitalisme », dans la perspective réformiste de Weber (*maître à panser*<sup>53</sup> de Bourdieu).

Clouscard en fit (contre Bourdieu) l'analyse la plus perspicace dans sa description du « romanesque », sur le modèle du Flaubert de Sartre (son directeur de thèse pour « l'Être et le Code ») dans « l'idiot de la famille », mais le même « modèle structural » *existentiel* était déjà au principe du « Saint Genet, Comédien et Martyr » bien des années plus tôt.

Notamment tu dis "cette position (écologiste) est parfaitement acceptable (et déjà en voie d'application) par l'organisation la plus capitaliste et la plus actuelle de la société." Je suis parfaitement d'accord avec ton texte et sa conclusion indiquant que l'écologisme promeut un mode de production, et non pas des rapports de production, qui peut donc être une variante du capitalisme.

Néanmoins, si les "radicaux " dont tu parles à la fin, et qui ont été (d'intuition mais peut-être est-ce erroné historiquement) les pionniers et moteurs du discours écologique, sont bien souvent des anti-capitalistes inconséquents, ce que tu indiques bien, ils ne sauraient pourtant être d'accord avec cela. Je pense qu'il y a une partie substantielle d'écologistes méfiants sur le capitalisme vert. (La version hard du "zéro déchet" "zéro émission" et du circuit court me semble difficilement conciliable à court terme avec le capital mondialisé, mais peut-être me trompe-je).

En réalité ma conclusion est que l'économie politique écologiste, ou ce qui passe pour tel, postule que la détermination «en dernière instance» du processus social de production, est la *nature* de ce qui est produit bien plus que le *mode* de cette production - a fortiori les rapports sociaux qu'implique ce mode de production. À vrai dire ça n'est pas même le *processus* de *production* qui intéresse la critique écologiste, mais le *moment* de la *consommation* de ce qui est produit et circule, au fil de ce processus. C'est leur manière d'appliquer, en somme à la lettre, le vieil adage : « Chassez le *naturel*, il revient au galop ».

Cette *axiomatique*, comme dirait Badiou, conduit donc à promouvoir d'abord une *forme marchandise* (de la valeur socialisée) réputée « écologique », donc jugée « bonne » *par nature et par consommation*, et dont il s'ensuivrait un mode de production lui-même écologique, car consubstantiel à cette *nature bonne* (car durable et soutenable).

<sup>53</sup> Maître à panser les « plaies symboliques »... tandis que d'autres sophistes comme Foucault et Deleuze se posèrent comme maîtres à *dé-penser* en vue de la *satisfaction* « libidinale » des « machines désirantes », machines « existentielles » mues par le « désir océanique » de Bourdieu (et tiré de Bergson). Une manière post-moderne de réconcilier le personalisme kantien de papa, en « relativisme universel ».

C'est cette *naturalisation* de la *forme* marchandise qui distingue l'écologisme comme *substantialisme* voire « essentialisme », et qui est précisément ce que Marx objecte à la philosophie idéaliste, dès « *l'idéologie allemande* », puis critique et disqualifie d'emblée dans le premier chapitre du *Capital* (« Le fétiche de la marchandise et son secret »).

C'est pour cela qu'on peut dire en effet, comme tu l'as observé initialement que « l'écologisme nage en plein fétichisme de la marchandise (attention portée sur l'objet de la production et non le sujet) d'où une parfaite altérité avec le marxisme. ». (voir plus haut, la première question). Or, on peut également constater que ce genre de postulat est *générique de l'écologisme* car il est peu ou prou adopté *par tous* : depuis les « radicaux » collapsologues, antispécistes ou sectateurs du « zéro déchet – zéro émission », jusqu'aux post-situs marxistes canal « anti-industriel » comme l'Encyclopédie des Nuisances. Ces derniers professaient que « l'erreur du communisme soviétique » fut « de ne socialiser que la propriété des moyens de production, alors que ce qu'il fallait réellement faire c'était de socialiser la « nature » de la production »<sup>54</sup>.

Pour en revenir à la position écologiste dont il est question ici, il s'agit de la critique de ce que les écologistes désignent encore comme le « *productivisme* » - selon eux propre au *mode de production* actuel - et ses méfaits. Méfaits identifiés et interprétés par eux comme principale manifestation de *l'hubris* productiviste menaçant la planète... et *in fine* cause première du cataclysme à venir, devenu « climatique » dans l'intermède<sup>55</sup>.

Un peu d'Histoire ...

De la pétition de principe initiale que j'ai décrite dans « les veaux et les choses » découlèrent puis dérivèrent de multiples et successives variantes « occasionnelles ». Parmi les plus courues de nos jours, au sein du Landernau mondain, il y a le courant « heideggerien » très prisé des zadistes « éduqués » aussi bien que des maîtres de conférence - qui, méditant sur sa toilette sèche, qui, enseignant laborieusement les thèses critiques de la « tekne » du haut de sa chaire dématérialisée.

Cependant on trouve aussi, parmi les « modérés » institués par la gogoche gentrifiée, des « anti-totalitaires », doctes héritiers d'Anna Arendt, et aussi des « décroissants », dont les zélotes de Pierre Rabhi, ou encore ceux de Latouche, Hulot, Cohn-Bendit et tutti quanti. C'est ce dernier « courant » (également « en marche ») qu'on peut qualifier de « *de gouvernement* » (comme naguère la « gauche » de même prédicat), c'est à dire plus simplement : « électoraliste ».

Mais, nombreux furent aussi, parmi nos intellectuels de bac à sable, les corps souffrants du pathos « anti-industriel » qui vinrent grossir la « multitude radicale » ; bien vite rejoints par les adeptes post-situationnistes de Gunther Anders et Cie.

<sup>54</sup> Proposition que je tiens de la bouche même de Jaime Semprun. Mais qui prend une saveur toute particulière quand on sait (ce qu'ignorait J. Semprun) que c'était précisément ce que préconisaient, évidemment pour de tout autres motifs, les plus libéraux des économistes de l'école autrichienne. C'est à dire les économistes qui vont donner, via Hayek, les Milton Friedman et Cie. Par la voix de « maîtres » à penser le libéralisme, comme Von Mises qui considéraient que le nazisme avait opportunément accompli l'essentiel du projet social et économique du marxisme, sauf justement l'abolition de la propriété bourgeoise (y compris héritage et rente foncière). Ce qui explique leur amalgame (largement reproduit depuis) entre Nazisme et Marxisme... comme la supériorité qu'ils attribuaient au nazisme, en matière d'efficacité économique, malheureusement obérée à leurs yeux par certaines « maladresses » méthodologiques...

<sup>55</sup> Initialement la version « catastrophiste » du courant « anti-industriel » s'appuyait principalement sur les prophéties apocalyptiques du type de celles que professait Gunther Anders et qu'il imaginait sous la forme de l'Armageddon nucléaire.

Tout cela s'inscrit dans une détermination générale qui est que, *par nature et par fonction*, l'idéologie libérale dominante accommode toutes les formes avantageuses qu'il lui est possible d'exploiter.

Il n'est donc pas abusif de paraphraser le passage de Marx déjà cité plus haut : *Une formation sociale ne disparaît jamais avant d'avoir acculturé toutes les « transitions » que sa forme idéologique est assez large pour contenir.*<sup>56</sup>

Il reste que « le plus pur trouve toujours un plus pur qui l'épure ». C'est pourquoi, émergeant de cette rébellitude post-toni-negrisme, comme la plus « tendance » du moment, nous assistons à une résurgence « *collapsologique* » du vieux *catastrophisme*, que fustigeait naguère feu Jaïme Semprun<sup>57</sup>, lui-même pourtant anti-industriel bon teint...

N.B : J.Semprun vouait ce *catastrophisme* aux gémonies, au motif de la « *soumission durable* » dont résultait selon lui cette forme nouvelle de sociopathologie. Mais voilà qu'arrivât « pile poil » pour lui répondre, un nouvel outil innovant et créatif, fourbi par nos têtes chercheuses de nouvelle couche moyenne : la « résilience ». Une mutation opportuniste de la « résistance » de papa, qui procura aux thérapeutes un émollient indispensable pour minimiser les « souffrances » qu'éprouvaient si rudement les plus *affectés* (par la *domination* productiviste)<sup>58</sup>. C'est ce qui donnera ensuite le projet « écolo-socialiste » visant non plus à « sortir du capitalisme » mais proposant au contraire de « mieux l'habiter », pour enfin résilier sans entrave...

C'est ainsi, au terme d'une lente gestation achevée au forceps des mains (soutenables et soutenues) de l'Open Society, des O.N.G. occidentales et de l'appareil mondialisé qui les sponsorise durablement, que cette lignée de penseurs de l'écologisme a accouché de la version « *hard* » dont tu parles.

Certes, cette dernière n'est pas strictement assimilable aux « lanceurs d'alerte climatique », ni aux super-productions de « grand spectacle » de masse, avec plan media et force relais de presse, tels : « *La croisade de sœur Greta* », « *Les fourberies d'extinction-rebellion* », etc. Toutes manifestations spectaculaires, à considérer selon la définition du « spectaculaire intégré » de Debord comme de purs produits des *organisations* dont l'appellation *non gouvernementale* est là pour attester de leur caractère *supra-gouvernemental* quoique fondamentalement *privatisé et dument capitalisé*.

Et pour cause ...

Il me semble utile de revenir sur ce dernier point...

<sup>56</sup> De légalisateurs de marijuana, aux collapsologues, en passant par les végans, les business angels, les identitaires LGBTXYZ, les incubateurs de starteupes, les antitotalitaires, les insoumis, les black blocks, les épistémés contrariées, la subjectivation néo-kantienne, les premiers de cordée, etc.

<sup>57</sup> « Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable » Encyclopédie des Nuisances 2008

<sup>58</sup> le rapport résistance- résilience se présentait ici comme complément curatif homogène à celui qui substitua domination à exploitation et subjectivation à émancipation.

N.B. : Autre petit rappel historique et propédeutique.

L'appareil supra-national et non-gouvernemental, pure expression du *dépérissement libéral de l'État*, s'est construit et « mondialisé », comme le reste de l'économie « post-coloniale », à la fin des années 60 pour soutenir la décolonisation finissante des vieux empires eurocentrés (essentiellement au profit de l'impérialisme étasunien). C'est seulement au tournant des années 70-80, une fois cette phase « décoloniale » achevée, que les idéologues de la « Nation d'exception » eurent à tirer les enseignements de leur échec au Vietnam. Dans le chaudron de l'alchimie libérale des premiers « think-tanks » - qui, aux États-Unis, étaient déjà le bac à sable de prédilection de la classe moyenne d'élite - ils surent opportunément imaginer et modéliser les « nouveaux paradigmes » qui allaient bien. Initialement ils s'agissait de concevoir ce qu'on commençait à appeler un mode de « gouvernance » mieux adapté aux temps nouveaux d'alors et à la gestion impériale de leurs « multitudes » émergentes. Ainsi naquirent opportunément les ONG, bien vite soutenues par la stratégie du « *soft power* », puisant dans les concepts « innovants et créatifs » de gens comme Joseph Nye, relookés « trendy » par Gene Sharp et autres précurseurs de la bienveillance impérialiste.

En France, le florilège frénétique d'innovations créatrices des années 70 donna les post-modernes, les post-marxistes, les « nouveaux philosophes », etc. , mais aussi les « french doctors » et leurs émules, sous a houlette magistrale de Bernard Kouchner<sup>59</sup>.

Ce fut également le coup d'envoi du business « humanitaire » qui permit à la bureaucratie giscardienne et postérieure de se délester des charges régaliennes qu'assumaient encore des administrations du genre du Ministère de la Coopération. Bien entendu, le financement fut très tôt délégué au budget de leurs homologues « mutualisés » sous les espèces fédératives de l'Union Européenne, déjà en plein prurit atlantiste.

Pour en revenir à la mouvance « pure et dure » (et à partir de là : supposément « de gauche ») que tu évoques, elle recrute surtout parmi la « génération Mitterrand » et sa progéniture de petits-bourgeois chafouins, tristes fashion-victimes idéologiques du désenchantement ambiant et autres dandies de série B.

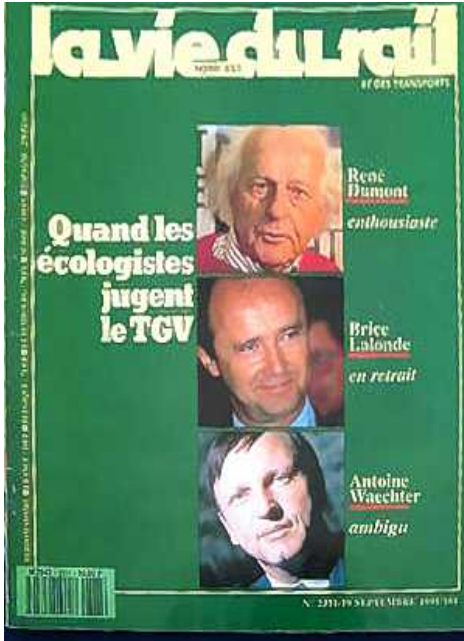
Sa généalogie renvoie à ceux qui accomplirent « l'alternance » des années mitterrandistes, dont le projet était déjà de « changer la vie ». Ce fut le bouillon de culture des « anarchoïdes »<sup>60</sup> sans véritable doctrine socio-économique et sans visée politique organisée ou instituée. De cette génération Mitterrand naquit la deuxième génération d'écologistes. On avait bien affaire à la « pro-géniture », comme disait J.Semprun, des « post-soixante huitards », libéraux-libertaires et autres bonobostalgiques de « *gardarem lou larzac* » du genre José Bové, ou des « intellectuels organiques » dans toute les déclinaisons qui les virent prospérer dans le milieu de la nomenklaculture appointée. C'étaient généralement des « ex-renégats -trotskystes » et autres précurseurs à fort « désir d'avenir » et d'influence. Des nouveaux rebelles aux « communs » parfois contradictoires, mais qui tous *transitèrent* par la représentation politique.

Pourtant, ça n'est pas de la soupe primordiale de la « multitude » qu'avait jailli le « big bang » et les initiateurs entropiques de l'écologie politique. Ces pères fondateurs et « visibles » du premier courant écologiste français, expli-

<sup>59</sup> L'enflure de Kouchner ne doit cependant pas faire illusion, et disqualifier ses confrères : nombre de médecins de MSF étaient réellement et effectivement des humanistes désintéressés, tel Ronny Braumann que j'ai rencontré à cette époque et qui ironisait déjà sur les motifs « personnalistes » très personnels pour lesquels Kouchner avait été viré de MSF.

<sup>60</sup> © J-P.Garnier

citement politique, et ses premiers pionniers, y compris ceux « de gauche » - depuis les « post-marxistes » comme Gorz jusqu'aux pacifistes « socialistes apolitiques » comme René Dumont, en passant par les anarchisants Ellul et Charbonneau, etc. - étaient issus de la génération « personnaliste logique » qui avait vécu l'occupation et la libération puis médité les leçons, qui de l'existentialisme, qui du positivisme logique.



Face au « progrès technique », les uns étaient « enthousiastes », d'autres plus « en retrait », d'autres enfin carrément « ambigus » ( voir « la vie du rail » ci-contre)... Mais tous étaient d'abord et surtout préoccupés, à titre « personnel » autant que « commun », par les questions de pollution, les nuisances environnementales et les problèmes agronomiques, économiques et de santé publique, liés à la gestion des ressources agricoles et à l'organisation de la production industrielle.

C'était une critique qui se présentait comme « humaniste », héritée du « science sans conscience » de Rabelais, et non pas comme un rejet « radical » de la rationalité, de la science, du progrès et de la technique (à l'inverse des courants « radicaux » actuels).

On retrouve cette ambivalence aujourd'hui, jusque dans la croisade transatlantique de Greta, misant sur les merveilles technologiques cf. sont esquif « zéro-carbone ») pour « sauver le climat ».

La « génération écologie » des années 80-90, essentiellement réformiste et libérale, fut une composante inaliénable du patrimoine de la « génération Mitterand ». À ce titre elle agréait la droite classique (Chiraco-Giscardienne) et la « deuxième droite » (Mitterando-Ex-Trotskyte) décrite par Janover et Garnier. Elle se proclamait déjà, peu ou prou « et de gauche et de droite » et résolument « anti-totalitaire ». À l'époque, elle dut aussi son émergence électorale au fait qu'elle assumait avec bienveillance le « tournant de la rigueur »<sup>61</sup> Delordo-jospino-rocardien, et qu'elle se présentait (déjà) comme alternative au « vieux clivage droite-gauche ». Johnny aurait pu leur fredonner : « On a tous en nous quelque chose d'Emmanuel ( Mounier/Macron) »...

Il reste que le fait le plus symptomatique de cette « deuxième période » (comme dirait Lenine), c'est qu'elle va s'achever par la cristallisation de la critique dite « progressiste » autour du « productivisme ». Une « convergence » entre les divers courants de la « gauche plurielle » qui s'opère au terme du mouvement de délocalisation de l'appareil industriel et d'émergence du chômage de masse, du milieu des années 70 à la fin des années 1990.



<sup>61</sup> Jugé déjà « salutaire » avant même que le sauvetage de la Planète ne fut à l'ordre du jour.



C'est ainsi que, de manière assez « paradoxale », un courant « anti-productiviste », réputé « progressiste », va accompagner *la transition capitaliste vers ce qui sera désigné comme financiarisation de l'économie*<sup>62</sup>, et qui s'opère symétriquement et dans la même période. S'instruit en effet *un procès du mode de production, mis en examen pour abus de production*, dont certains des inculpés sont également suspectés au motif aggravant de... totalitarisme, devenu officiellement « crime contre l'humanité » (et contre « l'horizontalité ») depuis la chute du Mur de Berlin, et la réécriture de l'Histoire par les vainqueurs de la guerre froide.

La « radicalité » du « XXIème siècle » revendiquée de pure souche écologiste, se distingue donc *radicalement* de celle qui l'a précédée (et produite) en ceci qu'elle s'affirme explicitement *nihiliste*. C'est en cela qu'elle se pose aujourd'hui comme adversaire<sup>63</sup> de l'autre courant « progressiste » désormais associé à la « génération Macron ». Et c'est pourquoi elle n'est pas seulement inconciliable avec le capital mondialisé (ou pas)... de fait, elle est tout aussi incompatible avec toute économie sociale et toute production collective imaginable. Sauf (« naturellement ») à *retourner* à « Gaïa » et au mode d'existence fantasmé où « régnait l'équilibre naturel » et l'harmonie des sphères, en attendant la fin du monde. Avec quand même l'option d'y survivre, du moins pour les plus « durables » d'entre eux. En comptant sur la sagesse naturelle des arbres, la bienveillance des spores sociétales et la diligence communicante des rhizomes.

Cette chapelle radicale n'a donc même plus à se poser la question du : « Que faire » pour éviter ça ? » Sans parler du « comment ? ».

Ces « nouvelles radicalités » peuvent et doivent en rester à l'imprécation morale et à la condamnation sans appel puisqu'elles sont de facto passées au millénarisme. Dès lors que la catastrophe est inévitable, toute résistance à « l'événement » est devenue vaine. Il s'agit maintenant d'entrer non pas vraiment en pénitence mais plutôt en *résilience*... seul moyen d'espérer survivre à l'Apocalypse climatique, devenue inéluctable. Tout au plus pourra-t-on la différer... le temps d'organiser la suite des événements cosmiques et de bricoler vite fait l'arche de Noé « du XXIème siècle » (c'est du moins le catéchisme de la « collapsologie »).

Cependant, et c'est là le « point clé », ce nihilisme, tel celui viscéralement réactionnaire de Nietzsche (dont d'ailleurs nos rebelles se réclament bien souvent), est porteur d'une névrose de négativité « absolue » fort utile au libéralisme.

<sup>62</sup> Du coup l'économie devenue supposément « financière » se serait éloignée du principe de « l'économie réelle », autrement dit « naturelle »...

<sup>63</sup> Et en pratique comme un repoussoir commode qui justifie par contrecoup le « progressisme en marche ».

Car, comme j'ai essayé de le démontrer méthodiquement dans « Les Veaux et les Choses », ce que nie cette négativité, c'est précisément la logique même de l'humanité comme Être social, comme phénomène réel, nécessaire et contingent :

- d'une part en niant toute historicité : non seulement la dimension historique de l'humanité et de ses œuvres, mais plus encore toute intelligibilité du développement qui s'y est produit ;
- et d'autre part en niant le régime de nécessité qui conditionne l'être social de l'humanité au sein de la nature ;
- donc dénaturer l'homme, pour mieux « naturaliser » réciproquement l'aliénation humaine et la modalité de la formation sociale qui en est l'incarnation.

Or, cette posture de double négation n'est pas une auto-négation libératrice et résolutoire sur le modèle hégélien. C'est une simple antinomie qui revient finalement et toujours sur elle-même. C'est typiquement le modèle de la *réaction*, au sens que Marx donne au terme réactionnaire. C'est ce qui explique qu'elle soit aussi propice à l'entreprise de « diversion » opportuniste conduite par les idéologues libéraux ou « neo-libéraux » (en réalité c'est la même chose).

Cette forme de nihilisme « nietzschéen » constitue ainsi une forme de « caractère acquis » que le mécanisme de « sélection idéologique naturelle » a en quelque sorte *distingué* dans l'écologisme « radical » comme profitable à la *persévérance* de l'accumulation capitaliste (dans son être libéral).

Et c'est ainsi que « La version hard du "zéro déchet" "zéro émission" et du circuit court » s'avère « conciliable à court terme avec le capital mondialisé ». Car le tropisme d'accumulation qui caractérise le capitalisme relève lui-même d'une forme de nihilisme. Mais, selon une négation qui résulte d'une double négation « en actes », c'est à dire *effective*, à l'inverse de la négation univoque et absolue de la « prise de conscience » écologiste, qui nie le réel sans y distinguer de réalité opposable.

Or, le réel est rationnel... et par conséquent, en tant que réel et donc *par nécessité*, il ne peut se contenter d'un conscience malheureuse (c'est à dire impuissante). S'agissant pour elle de maintenir la formation sociale existante « en actes » en dépit des contradictions inhérentes au mode de production capitaliste qui l'a produite, l'idéologie libérale procède donc à une négation des négations qu'elle suscite spontanément mais qui doit la préserver « en elle-même ».

Dans sa période *juvénile* l'idéologie libérale pouvait s'appuyer sur la capacité du capitalisme à accomplir « le processus de production matériel immédiat [...] sous la forme de la pénurie et de la contradiction ». Mais le capitalisme est aujourd'hui parvenu à un stade où cette forme s'est *en réalité* niée elle-même. Faute de pouvoir se dépasser d'elle-même, elle est en quelque sorte dépassée par elle-même et par ses propres « événements ». Pour ses ouailles elle est donc perçue comme déjà « datée » et tend à être rejetée comme vieillie... annonçant du même coup l'« écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange ».

C'est le sens à la fois pratique et logico-théorique de notre aphorisme distinguant l'écologisme comme ultime tentative de réactualisation du libéralisme : « *L'écologisme stade sénile de l'idéologie capitaliste* ».

Car, un des traits concrets qui permettent de comprendre cette « *transition* » est précisément la manière dont, à l'évidence, la « version hard » de l'écologie politique s'avère parfaitement « conciliable à court-terme<sup>64</sup> avec le capital mondialisé ». Puisque c'est précisément ce à quoi on assiste un peu partout. Et comme c'est, de ce fait, de plus en plus « visible », il s'agit donc pour les idéologues libéraux de redoubler d'efforts pour en brouiller la perception, ou mieux : l'identifier à ses contraires. Forme idéale de l'auto-négation *vide*. C'est à dire sans contenu « autre »... qu'est précisément l'écologisme en tant que forme opportuniste du libéralisme. Pour reprendre tes catégories :

- « zéro déchet » donne :
  - d'une part la « Transition de la consommation » : une compulsion à changer les modes et objets de *consommation* pour des produits « moralisés », donc porteurs de plus de « valeur(s) » et de ce fait ... plus profitables. C'est l'*avantage compétitif* du « bio », du « biodégradable », etc. ;
  - d'autre part la stimulation de nouveaux *débouchés* qui doivent opportunément compenser la perception négative qu'a acquis le consommateur-cueilleur de « l'obsolescence programmée » de ce qui lui est proposé (requis par le fait qu'en croissance démographique faible d'une classe moyenne déjà pourvue, le débouché n'est plus qu'un marché de renouvellement).
  - Et plus encore : le développement d'une production de recyclage et de gestion « propre » de la circulation marchande, déjà engagée car très compatible et profitable à la logique d'accumulation, étendue aux « déchets » ;

N.B. : noter que ce dernier développement qui présente l'avantage de constituer un « relais de croissance » optimal car obtenu sans les *aléas de la production*<sup>65</sup>, à partir d'un « déjà-là » *déjà produit*, fournit un argument moral supplémentaire : la lutte contre le « gaspillage ». Lutte contre le gaspillage qui « dans le même mouvement » de « prise de conscience » écologiste est imputée de manière comminatoire... au producteur et non au consommateur.<sup>66</sup>

<sup>64</sup> Non seulement « à court terme » mais surtout à moyen et long terme. Car contrairement à ce que se figurent candidement nos « économistes atterrés » le capitalisme est électivement un mode durable et fondamentalement distingué par ses capacités à développer l'accumulation sur le « long terme ». C'est précisément ce qui explique son tropisme financier et, par exemple, la montée des cours de bourse des entreprises qui licencient et détruisent leur appareil de production industrielle. C'est encore la vieille antienne patronale, bien connue des camarades syndiqués : « les licenciements d'aujourd'hui sont les emplois de demain ». Etc., etc.

<sup>65</sup> Comme dit Marx...

<sup>66</sup> Tout naturellement, on retrouve ici le dualisme producteur-consommateur, et l'orientation morale libérale qui lui permet d'accommoder la « société de consommation », affectée de surplus en mal de débouché : dévaloriser le sujet en tant que producteur pour mieux le valoriser en tant que consommateur.

- « zéro émission » donne l'imposture (très profitable au lobby industriel et politique qui la conduit) de la « transition » vers les « énergies renouvelables », sur lesquelles je ne pense plus utile de te faire un dessin... cette calamiteuse et ruineuse transition énergétique pouvant clairement être qualifiée de transition capitaliste : bio-carburants, éoliennes, photovoltaïque, etc.;
- « les circuits courts » donnent en réalité « amazon », « deliveroo », « uber », « rbnb », etc. et la destruction corollaire des « petits exploitants » agricoles, des commerces de proximité et de leurs corporations d'entrepreneurs indépendants (autonomes et dépourvus d'actionnaires), remplacés par une myriade « d'auto-entrepreneurs » précarisés, asservis et aliénés au service et au profit des sociétés par actions et de leurs actionnaires parasites ;
- etc., etc.

Toujours est-il que ce qui m'intéresse ici c'est d'avoir ton opinion plus tranchée sur les liens entre les rebelles anticapitalistes écolo-zadistes et le grand capital. Est-ce pour toi comme pour Dominique Pagani de l'ordre du débat "intra-fascisant" au sein de la bourgeoisie et faut-il tout imputer à l'Être de classe où y a-t-il une part d'erreur liée à l'absence de transmission authentiquement marxiste sur le fonctionnement du capitalisme?

Je ne suis pas très sûr que ta prémisse résume vraiment le point de vue de Dominique Pagani... En revanche je suis très assuré que je ne qualifierai certainement pas de « débat intra-fascisant » celui que les zadistes prétendent avoir engagé (qui du reste est pour moi assez douteux et confus), et je dirai encore moins qu'ont peut y imputer quoique ce soit à « l'Être de classe ». Car, toujours pour moi, rien de tel n'a de sens et tout ça ne veut pas dire grand chose qui puisse être formulable en termes marxistes.

Il me semble que c'est déjà là une opinion assez tranchée, mais comme elle est négative, je présume que tu souhaites surtout une affirmation analytique sur ce que tu appelles « liens entre les rebelles anticapitalistes écolo-zadistes et le grand capital » puisque c'est de ça qu'il s'agit principalement ici et que cela rejoint le début de cet échange.

Donc... première opinion tranchée : les « rebelles anticapitalistes écolo-zadistes » dans toute la « multitude » bariolée de leurs occurrences ne sont rien d'autre qu'un lumpenprolétariat... petit-bourgeois.

Une formulation qui peut sembler « barbare » mais fondée sur la description « canonique » qu'en ont donné Marx et Engels dans le Manifeste :

« Quant au lumpenprolétariat, ce produit passif de la pourriture des couches inférieures de la vieille société, il peut se trouver, çà et là, entraîné dans le mouvement par une révolution prolétarienne; cependant, ses conditions de vie le disposeront plutôt à se vendre à la réaction. »

Pour évaluer la pertinence et l'actualité de cette sortie laconique de Marx, rapportée à notre propos, il faut juste la rapprocher du paragraphe précédent<sup>67</sup> du même Manifeste :

« Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat. »<sup>68</sup>

Si donc on rapporte les catégorisations de Marx à notre situation actuelle, on observe qu'il n'y a aujourd'hui aucun signe annonciateur d'une imminente révolution *prolétarienne*, tout simplement par ce que les rapports de force socio-économiques actuels ne sont pas du tout favorables à ce qui relève encore du prolétariat dans ce pays, sinon par la prise en compte des « intérêts futurs » de ces couches sociales.

Considérant le cas particuliers de nos « écolo-rebelles » actuels et leurs liens avec le grand capital, il suffit de faire une analyse, non pas de leur « être de classe » - une chose qui n'existe pas en tant que telle chez Marx - mais du *rapport social* de classe qu'ils entretiennent avec la bourgeoisie. Un rapport qui pour Marx est évolutif et

<sup>67</sup> Passage que tu évoques par ailleurs.

<sup>68</sup> Parfaite description par Marx du tropisme sociologique qui explique la formation « spontanée » des « gilets jaunes » sur les rond-points.

contingent. Il y a un *devenir* de classe et non un *être* de classe. Dans le même texte Marx rappelle que selon les circonstances historiques, économiques et sociales, tous peuvent se retrouver prolétaires, du fait de la position mouvante qui leur échoit dans le processus de production :

« Petits industriels, marchands et rentiers, artisans et paysans, tout l'échelon inférieur des classes moyennes de jadis, tombent dans le prolétariat; d'une part, parce que leurs faibles capitaux ne leur permettant pas d'employer les procédés de la grande industrie, ils succombent dans leur concurrence avec les grands capitalistes; d'autre part, parce que leur habileté technique est dépréciée par les méthodes nouvelles de production. De sorte que le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population. »

À l'inverse des protestataires laborieux des « marches » de la République, tels « Bachir » (<http://www.librairie-tropiques.fr/2018/11/merci-bachir.html>) et les gilets jaunes sur les ronds-points, ce qui caractérise le « *commun* » de nos actuels « *lutteurs convergents* », qu'ils soient nuideboutistes, zadistes, ravistes, écoliers grévistes, croisés climatiques, extincteurs festifs, bobos mélancoliques, experts colapsologues ou autres, c'est que précisément *ils ne sont pas (ou pas encore) dans le rapport de production.*

Soit qu'ils soient encore scolarisés ou étudiants, soit qu'ils n'aient pas encore de boulot, soit qu'ils n'en aient plus, soit qu'ils ne *peuvent* ou ne *veulent* pas en avoir ou en trouver... fut-ce en « traversant la rue ». Par conséquent ils n'ont a priori *aucun* « *lien* » social fonctionnel avec le *grand capital* !

Je ferai cependant une exception pour toutes celles et ceux, parmi cette multitude rebelle désœuvrée, qui appuient leur activisme sur une appartenance à des organisations justement désignées comme « *non gouvernementales* », donc *privées*. Toutes sont de fait entretenues par des fonds privés issus de « généraux donateurs » milliardaires ou d'initiatives « humanitaires » promues et budgétées par diverses factions de la classe dirigeante occidentale<sup>69</sup>. On peut donc dire de ceux-là qu'un rapport de sujétion et donc un lien concret (de servitude) les associe bel et bien au rapport de production et au Capital. Ce type de relation prend des formes multiples mais peut aller jusqu'à l'auto-caricature comme par exemple celle qu'a révélé dernièrement la presse tabloïd britannique : « *En septembre, 106 personnes ont reçu au total 64 000 livres : soit 600 livres en moyenne par personne pour manifester* »<sup>70</sup>.

Il est à noter à ce propos que ces pratiques « commerciales » furent déjà et systématiquement observées lors de toutes les « révolutions colorées », que ce soit en Ukraine, en Syrie, etc. Toutes circonstances où le principe du « ruissellement » s'applique selon des modalités de grande échelle, instrumentalisant toujours sur le même mode des populations « en disponibilité » de recrutement dans une « armée de réserve », au besoin contre-révolutionnaire, déjà théorisée par Marx et Engels.

Le théorie analytique de ce « lien » que peuvent entretenir certaines couches sociales marginalisées (y compris celles issues de la classe moyenne) avec le capital est exposée par Marx au Chapitre XXV du Capital :

Loi générale de l'accumulation capitaliste : IV. - **Formes d'existence de la *surpopulation relative*.** [Loi générale de l'accumulation capitaliste.](#)

« Enfin, le dernier résidu de la surpopulation relative habite l'enfer du paupérisme. Abs-

<sup>69</sup> Et donc en réalité des « non gouvernementaux » financés par des organismes gouvernementaux et les principaux lobbies qui les suscitent... recyclant des fonds publics, mais sans « pouvoir public ».

<sup>70</sup> Voir par exemple la recension/justification par [Liberation du 14/10/2019](#)

traction faite des vagabonds, des criminels, des prostituées, des mendiants, et de tout ce monde qu'on appelle les classes dangereuses, cette couche sociale se compose de trois catégories.

La première comprend des ouvriers capables de travailler.

La seconde catégorie comprend les enfants des pauvres assistés et des orphelins. Ce sont autant de candidats de la réserve industrielle qui, aux époques de haute prospérité, entrent en masse dans le service actif, [...]

La troisième catégorie embrasse les misérables, d'abord les ouvriers et ouvrières que le développement social a, pour ainsi dire, démonétisés, en supprimant l'œuvre de détail dont la division du travail avait fait leur seule ressource puis ceux qui par malheur ont dépassé l'âge normal du salarié; enfin les victimes directes de l'industrie - malades, estropiés, veuves, etc., [...]

Le paupérisme est l'hôtel des Invalides de l'armée active du travail et le poids mort de sa réserve. Sa production est comprise dans celle de la surpopulation relative, sa nécessité dans la nécessité de celle-ci, il forme avec elle une *condition d'existence de la richesse capitaliste*. Il entre dans les faux frais de la production capitaliste, frais dont le capital sait fort bien, d'ailleurs, rejeter la plus grande partie sur les épaules de la classe ouvrière et de la petite classe moyenne.

La réserve industrielle est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accumulation, partant aussi le nombre absolu de la classe ouvrière et la puissance productive de son travail, sont plus considérables. Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amenant la mise en disponibilité de la force ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse. Mais plus la réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée dont la misère est en raison directe du labeur imposé. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste. L'action de cette loi, comme de toute autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières. »

N'importe quel néophyte ignorant – c'est à dire même les bureaucrates parasites issus de sciences-po ou des apprentis « chercheurs » du CNRS ou de l'E.H.E.S.S. - serait capable, au seul prix d'un modeste effort d'attention et au seul risque de se débarrasser des préjugés scolastiques dont on lui farcit les méninges, de transposer ce tableau à notre « France du XXIème siècle » et d'observer que l'analyse de Marx est encore impeccablement vérifiée, pour peu qu'on l'applique scrupuleusement aux rapports de production actuels.

Comme le rappelle Marx en conclusion « L'action de cette loi, comme de toute autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières. ». Elle l'est singulièrement, et non moins naturellement, par le développement des forces productives au fil du devenir historique, dont Marx propose les « lois générales ».

Mais, comme on a vu, pour faire ce genre d'analyse il faut d'abord « prendre conscience » du conflit et pour cela l'identifier sous une *forme idéologique*. Autrement dit (pour Marx), en s'appuyant sur des repères de *classe*, donc *selon le rapport de production*. C'est à dire en ne s'intéressant pas à ce que les individus *se pensent être* (leurs « identités », leurs « subjectivations », leurs « affects », leur « habitus », leur « moi » ou leur « surmoi », leurs « états d'âme » et leurs « désirs »)

mais plutôt à ce qu'ils *font* effectivement, donc *doivent faire* rationnellement, et qu'ils *font* d'abord socialement c'est à dire collectivement, par ce qu'ils sont dans la *nécessité* de le faire.

C'est d'ailleurs ce que fit non pas l'économiste mais le sociologue qu'était Michel Clouscard.

Je vais y revenir puisque la question suivante y fait allusion.

À ce stade, j'attire simplement l'attention sur le fait que Marx propose cette analyse dans le cadre des déterminations de sa « *Loi générale de l'accumulation capitaliste* ». Ce qui dénote un point généralement inaperçu en dépit de son importance à proprement parler « capitale » : le lien *distinctif* établi par Marx entre le caractère d'*accumulation* et le *mode de production* capitaliste, dont le *libéralisme* est le « nom savant », et le *paupérisme de la surpopulation relative* la conséquence. C'est le syndrome d'accumulation, propre au capitalisme, justifié et entretenu dans les consciences par l'idéologie libérale, qui détermine les rapports de productions et non un quelconque « productivisme »...

S'agissant ici de faire la critique de l'écologisme et d'abord de l'écologie politique, je pense également utile de souligner que ça n'est *pas par hasard* que nous sommes amenés à évoquer, au détour de cette discussion sur les formes idéologiques, la problématique de *surpopulation*. Problématique qui, dans la perspective neo-libérale qui est essentiellement celle de l'écologisme, trouve son origine dans la critique d'Adam Smith... par Malthus.

Je me permets donc ce rappel de mon « appendice » aux « Veaux et aux choses » :

« *Rapporté à la population comme à la valeur, [la] force productive n'est pas limitée par quelque chose de mesurable et fixé, du genre des constantes de la physique. Elle n'est pas dé-limitée mais elle est évidemment dé-terminée... par les Lois qu'elle exprime. Des Lois connaissables et intelligibles. Dans le même ouvrage [contre Malthus] Marx et Engels rappellent que : « Chaque mode de production a ses propres lois de l'accroissement de la population et de la surpopulation, cette dernière étant synonyme de paupérisme. Ces lois se ramènent purement et simplement au rapport déterminé de l'individu vivant vis-à-vis de ses conditions de production et de reproduction, en tant que membre de la société, puisqu'il ne travaille et ne s'approprie qu'en société. »*

Sur cette question du « lien » entre la surpopulation relative et l'accumulation capitaliste, la continuité et la constance du point de vue de Marx est difficilement contestable puisqu'on retrouve, presque mot pour mot, la formulation du Capital dans le « contre Malthus ». Bref, ce *statut* concret de *surnuméraires* (et non « d'insurrectionnels qui viennent », de « réfugiés climatiques » ou « d'identités bafouées », etc.) est bien celui de nos rebelles actuels.

Il se trouve que dans ce pays, aujourd'hui, au stade actuel et local de développement des forces productives, les « surnuméraires » ne relèvent plus du prolétariat « canal historique » et qu'ils ont d'autant moins de raison d'y retourner ou d'y entrer qu'il n'y a plus de place « libre » de ce côté là non plus ... Les précaires et les travailleurs « détachés » occupant désormais ce terrain, celui des « bases opérationnelles » de « l'armée de réserve » du capital.

Résultat : le lumpen-petit-bourgeois...« [...] ce produit passif de la pourriture des couches



[moyennes] inférieures de la vieille société, il peut se trouver, çà et là, entraîné dans le mouvement par une révolution prolétarienne; cependant, ses conditions de vie le disposeront plutôt à se vendre à la réaction. »

Comme dit Marx : « [...] c'est en considération de *leur passage imminent au prolétariat* [que les classes moyennes] défendent *leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels*; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat. ». Mais pour cela, encore faut-il se ranger d'abord du côté des... producteurs. Assurément tout ça n'est pas très « réenchanteur », surtout pour celles et ceux que cela concerne directement, mais... « La révolution n'est pas un dîner de gala ! »

Cela rejoint en partie les échanges avec François sur les classes sociales. Je rebondis donc ici sur cette citation qui figure également dans ton texte. « Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat. »

La PBI (ou couche moyenne supérieure?) actuelle est constituée d'une part de libéraux, petits artisans, commerçants et auto-entrepreneurs qui tombent certainement sous ces déterminations mais aussi (et surtout?) de salariés cadres (ingénieurs, profs, commerciaux, "chargés de mission" en tout genre, etc.). Et tous ceux-là à mon sens sont plutôt portés à adopter le point de vue de la classe capitaliste qu'ils servent (globalement) au quotidien et qui les berce par un pouvoir d'achat correct et des expériences ludiques de tout poil (technologie, voyages, concept stores...). Pourtant leurs intérêts objectifs seraient bien d'être émancipés de la prédation capitaliste. Je n'ai vraiment pas d'interrogation précise mais un flou qui demeure autour des classes sociales et leurs contours. Si la lecture de Clouscard fait souvent l'effet d'une révélation je peine à m'approprier pleinement son approche et à l'actualiser (très évidemment par manque de temps d'étude) mais tu repèreras peut-être autour de tout ça quelques clés manquantes pour rendre plus limpide ton analyse à des apprentis.

Le passage de Marx que tu évoques vient d'être mis à contribution dans ma réponse précédente. Je pense donc avoir déjà pas mal déblayé le terrain dans ce qui précède ... du moins pour ce qui relève de l'analyse de classe marxiste.

Ce qui semble t'embarrasser un peu dans cette affaire, comme beaucoup de ta génération, et c'est bien compréhensible, c'est précisément ce qui nous ramène à la première partie de cet échange : le rôle de l'idéologie libérale (et précisément sous sa forme écologiste) dans la « prise de conscience » du conflit. Cette problématique s'apparente selon moi à « l'énigme de la conscience de classe » (CF. Clouscard) qui, au travers du regard rétrospectif qu'en restituent les générations qui se sont succédées, semble s'évanouir progressivement à partir de la fin des « 30 glorieuses ». Un moment qui marquerait en quelque sorte une « fin de l'histoire » sociale. L'histoire à la fois de la classe ouvrière, du prolétariat et conséquemment des luttes de classes en France, qui s'éteindraient donc... « faute de combattant ».

J'ai essayé d'éclairer les déterminations de cette période et mieux présenter la clé de cette énigme dans ma « Réponse à Malcolm » en m'appuyant sur la méthodologie de Marx, confrontant « en raison » les éléments économiques, sociologiques, politiques, géopolitiques et idéologiques dans leur continuité et concurrence historique. Comme dans « Les veaux et les choses » j'ai privilégié deux approches critiques « d'époque » qui, à titre personnel, ont été les plus fécondes et qui sont deux approches incontestablement marxistes.

Celle de Debord et celle de Clouscard.

Aussi hétérogènes qu'elles puissent être quant aux positions sociales et intellectuelles de leurs auteurs et quant à leurs modalités et leurs objets d'analyse « a priori », ces deux approches sont selon moi parfaitement convergentes et complémentaires. Surtout, elles fournissent une « boîte à outil » qui permet d'actualiser l'heuristique marxiste pour une explication de cette « fuite » du sens qui semble accabler toute la vie intellectuelle et politique aujourd'hui, et à vrai dire depuis déjà un bon moment. Le phénomène a été parfaitement formalisé dans sa perspective historique par Badiou : c'est le « transcendantal pétainiste » qui caractérise la classe moyenne française, depuis bien avant Pétain.

Un des « couteaux suisses » de cette critique nous est fourni par Clouscard, avec sa dialectique du « producteur/consommateur », fructueuse implémentation au XXème siècle de la logique de classe telle que résumée dans le Manifeste du parti Communiste (que tu rappelles dans ta question) et dont les attendus, autrement dit les déterminations contradictoires, sont développés dans le livre 1 du Capital.

Pour en revenir, enfin, à ta question, et pour y répondre, il faut partir, comme toujours, de cette logique de classe. La logique « d'origine » et donc le faire selon *le principe matérialiste essentiel de la détermination par le rapport social de production*.

De ce point de vue les catégories telles que « PBI » ou « couches moyennes supérieures » ne servent pas à grand chose sinon, comme disait Marx à se perdre dans les « antinomies kantienne » (celles qu'affectionnent les profs de philo et les sociologues). Tout simplement par ce qu'elles ne nous disent rien de ce que (se) *font* les individus ainsi catégorisés et qu'elles se fondent sur des représentations « a posteriori » comme dirait Kant, de ce qu'ils (se) pensent *être*.

Certes ce sont des facilités de langage qui peuvent être commodes pour une « communication » mais pas pour un raisonnement analytique, matérialiste et historique.

Les catégories professionnelles ou les métiers que tu associes à la « classe moyenne » sont plus un inventaire qu'une identification de leur rapport social de production, en termes de « conflit de classe ». S'il demeure pertinent d'observer que leurs intérêts convergent dans une soumission sinon au « point de vue de la classe capitaliste » du moins aux intérêts de la bourgeoisie qui « les berce par un pouvoir d'achat correct et des expériences ludiques de tout poil (technologie, voyages, concept stores...) », pour autant nous ne sommes guère éclairés sur la nature ni sur les modalités du conflit qui oppose les deux « classes » ainsi déterminées et qui les rendrait de ce fait antagonistes.

On pourrait même dire que tu décris là assez fidèlement l'idéologie libérale et son « principe de justice »<sup>71</sup> fondant l'équilibre et la paix sociale sur une prétendue « *équité* », qui caractériserait le rapport social de production capitaliste.

Si cette dernière pique te semble injuste, voire abusive, je t'invite à relire non pas évidemment Rawls ou Piketty (!) mais les « [gloses marginales](#) » de Marx sur le programme social-démocrate proposé par Lassalle.

Quand ce dernier écrit que « le travail collectif » doit être « réglementé par la communauté avec partage équitable du produit. », Marx se moque de lui en ces termes :

Qu'est-ce que c'est que le « produit du travail » ?

L'objet créé par le travail ou sa valeur ?

Et, dans ce dernier cas, la valeur totale du produit ou seulement la fraction de valeur que le travail est venu ajouter à la valeur des moyens de production consommés ?

Le « produit du travail » est une notion vague qui tenait lieu, chez Lassalle, de conceptions économiques positives. Qu'est-ce que le « partage équitable » ?

Les bourgeois ne soutiennent-ils pas que le partage actuel est « équitable » ?

Et, en fait, sur la base du mode actuel de production, n'est-ce pas le seul partage « équitable » ?

Les rapports économiques sont-ils réglés par des idées juridiques ou n'est-ce pas, à l'inverse, les rapports juridiques qui naissent des rapports économiques ?

Les socialistes des sectes n'ont-ils pas, eux aussi, les conceptions les plus diverses de ce partage « équitable » ?

C'est le genre de sarcasmes que Marx aurait sans doute réservé à notre « exception culturelle » Piketty qui du reste ne fait rien d'autre que nous réchauffer la soupe froide de Rawls, gourou indépassable des « nouveaux philosophes » non-continentaux, autrement dit du libéralisme tel que théorisé par l'impérialisme anglo-saxon.

<sup>71</sup> Cf. Rawls, repris par l'ensemble des libéraux (et neo-libéraux) anglo-saxons et désormais français, genre Piketty.

### Note sur l'« archéologie » du libéralisme français.

À ce propos, il y a des continuités discernables tout au long des séquences historiques qui nous intéressent et qui permettent de dessiner les contours politiques et sociaux de l'exception idéologique française contemporaine. Du fait de son passé révolutionnaire, la France n'a pas dans sa tradition intellectuelle ni dans sa généalogie politique d'intellectuel majeur représentatif du libéralisme « moral » et petit-bourgeois à l'anglo-saxonne, dans la lignée des Lippmann, Dewey, Rawls, etc.<sup>72</sup>. La révision endogène du libéralisme, par les clercs de la petite bourgeoisie intellectuelle hexagonale, s'y est faite tardivement et sous une forme propre à l'idéologie française.

Une idéologie française qui n'a pas le souci eschatologique de démocratie légaliste et juridictionnelle qu'affectionnent les théologiens anglo-saxons du libéralisme, qui distinguent et séparent l'économie comme lieu des « lois naturelles » de la sphère de la politique régie par les lois des hommes<sup>73</sup>.

Pour les élites progressistes françaises qui avaient déjà réglé ces questions avant même la Révolution (avec Diderot et Rousseau, entre autres), il s'agissait, après 1968, de faire le bilan de ces échecs « révolutionnaires », et d'en identifier les responsables voire... les coupables.

À la fin des années 60, la Guerre du Vietnam avait fédéré l'opinion de gauche mondiale dans une position d'hostilité déclarée à ce qui était encore dénoncé comme l'impérialisme américain. En France même, les réactions et manifestations contre ce qui était qualifié d'invasion américaine furent assez actives et unanimes parmi les militants, les politiciens et les intellectuels de gauche jusqu'en 1968<sup>74</sup>. Mais en 1968 les événements du printemps de Prague<sup>75</sup> alimentèrent symétriquement le sentiment anticommuniste déjà répandu parmi les « nouveaux intellectuels » de gauche sous couvert d'anti-stalinisme<sup>76</sup>.

Venant après ce que beaucoup ressentaient comme l'échec de 1968, et en imputaient la « faute » aux communistes, survint le coup d'État de Pinochet au Chili sanctionnant toute menace réelle contre l'ordre néo-colonial étasunien, puis la Révolution des œillets et son débouché politique (social-démocrate «rétro»).

Ces bouleversements extérieurs suscitérent de nombreux débats d'école (pour ne pas dire de chapelle) parmi les intellectuels et les politiciens français « d'influence », qui pour la plupart étaient réputés « de gauche ».

Pour une grande partie de l'intelligentsia française la responsabilité de l'échec incombait d'une part à l'extrémisme des gauchistes et d'autre part à l'archéo-totalitarisme des communistes (chiliens et portugais en la circonstance). Mais l'infléchissement anticommuniste

<sup>72</sup> Sinon des précurseurs comme Benjamin Constant, Tocqueville ou les Saint-Simoniens, dont le souvenir s'est estompé au XX<sup>ème</sup> siècle. Tandis qu'aux USA où le libéralisme est vu comme une pensée « progressiste » voire « de gauche » — « *liberal* » signifie là-bas « de gauche ». Ses thuriféraires et théoriciens constituent le gros des penseurs politiques, hégémoniques au XX<sup>ème</sup> siècle. Dès la fin de la première guerre mondiale la cause est entendue : Edgar Hoover et le FBI se sont chargés de liquider les derniers révolutionnaires « immigrés », et de fabriquer la forme maffieuse des syndicats pour en éradiquer toute risque possible de syndicalisme anarchiste, communiste ou révolutionnaire.

<sup>73</sup> Un dualisme formel déjà implicite au XIX<sup>ème</sup> siècle et toujours déterminant du libéralisme actuel et aussi bien de sa forme dite « néo » libérale (voire « néo » conservatrice).

<sup>74</sup> Voir notamment le film *La chinoise* de Jean-Luc Godard.

<sup>75</sup> Le Printemps de Prague provoque la réaction de l'URSS qui, après l'échec de négociations entre insurgés et gouvernement, envoie tanks et soldats pour imposer une « normalisation ». L'occupation soviétique entraîne des manifestations non violentes et une vague d'émigration parmi la population tchécoslovaque. Gustáv Husák remplace Alexander Dubček à la tête du parti et la plupart des réformes libérales sont abandonnées.

<sup>76</sup> Anti-stalinisme qui était alors la variante gauchiste et trotskyste de l'anticommunisme et qui donnera bientôt l'anti-totalitarisme, fédérateur de toutes les énergies libérales « positives », autrement dit « neo-libérales ».

niste sera encore plus sensible au moment des événements de Pologne.

En Pologne, le début de la fin du « bloc de l'Est »<sup>77</sup> coïncida en France avec l'arrivée au pouvoir de Mitterrand et de sa nouvelle « synthèse »<sup>78</sup>. La gestion calamiteuse du communisme brejnevien en Pologne, confronté à la révolte des syndicats polonais, allait achever de disqualifier les communistes français. Ces derniers avaient abandonné le marxisme (et le communisme) depuis le 22ème congrès et se débattaient depuis dans leurs propres contradictions aggravées par leur sectarisme de « citadelle assiégée ».

« Guidées » par le PCF et le mouvement syndical, les classes laborieuses se voient alors enjoindes de se mettre à la remorque de la « révolution libérale » qui déjà était en train de se mettre... « en marche », au sein de la classe moyenne.

La période mitterrlandienne vit la mutation idéologique vers le libéralisme de l'ensemble des « courants » qualifiés « de gauche », sous la pression « néo-conservatrice » euro-atlantiste. Le point d'orgue sera le traité de Maastricht, en 1992 peu avant que Mitterrand ne passe la main à son éternel rival de droite, issu du gaullisme « historique » : Jacques Chirac, sans du reste que cela ne change quoique ce soit à la politique conduite par la classe dirigeante française.

C'est ainsi qu'au « tournant » des années 80, qui mit fin à la période de gestation des années 70, les différents courants idéologiques « progressistes » de la classe moyenne, des anarchistes, libertaires ou autogestionnaires jusqu'aux réformistes et aux réformateurs les plus libéraux vont durablement se formater et se cliver réciproquement en variantes antinomiques et concurrentielles au sein de la gauche française, avec cependant quelques traits communs :

- une subjectivation dite « anti-totalitaire », viscéralement hostile au « bloc communiste »,
- colorée d'une relative répugnance affichée (à la notable exception de Foucault<sup>79</sup>) vis à vis de l'économie de marché et du libéralisme sous la forme économique alors promue par les anglo-saxons (c'est la période Reagan/Thatcher) ;
- une séparation des classes laborieuses, elles mêmes marginalisées (aujourd'hui comme « populistes »), vécue comme une occultation progressive ;
- sur fond de refoulement de la conscience de classe dans une posture socialement œcuménique, souvent qualifiée de « républicaine », voire « citoyenne ».

Il est assez facile d'observer que, hormis le refoulement de la conscience de classe, ces traits supposément distinctifs de la « gauche » française étaient en réalité partagés par la « droite » homologue.

La droite de gauche va alors se distinguer de la droite libérale conventionnelle en mobilisant les « économiquement faibles » les plus dépourvus de représentation politique : les nouvelles générations issues de l'immigration des années 1960.

Ce sera l'émergence d'un mouvement qu'on ne qualifiait pas d'« identitaire » mais qui était clairement associé aux identités culturelles, ethniques et religieuses et aux groupes sociaux qu'elles identifiaient comme victimes de ségrégation dans la société civile française « post-coloniale » (en réalité post-décolonisation<sup>80</sup>). Ce mouvement initialement spontané et issu des banlieues « défavorisées » (un euphémisme qui dénote bien son

<sup>77</sup> L'avènement de Solidarnosc et la chute du gouvernement Jaruzelski.

<sup>78</sup> Le congrès de Metz du Parti socialiste, en avril 1979, avait débouché sur une « synthèse » appuyée par les mitterrlandistes, majoritaires, et l'aile gauche du parti, animée par le CERES (Centre d'Études, de Recherches et d'Éducation Socialistes) fondé et dirigé par Jean-Pierre Chevènement. En Juin 1977, au Congrès de Nantes une première synthèse l'avait emporté sous l'égide de Mitterrand avec l'aile droite du PS, évinçant le CERES de la direction du parti.

<sup>79</sup> Cf. le très bon livre de Zamora sur Foucault comme neo-libéral viscéral : « Le dernier homme et la fin de la révolution ».

<sup>80</sup> C'est une des conséquences politiques majeures du processus français de décolonisation.

époque) se fit rapidement connaître par un slogan : « Touche pas à mon pote »<sup>81</sup>. Il fut très vite récupéré et institutionnalisé en courant politique totalement affilié au PS, sous le nom de « SOS Racisme », dont sortiront les nouveaux cadres de la « génération Mitterrand » du Parti alors au pouvoir.

Ce mouvement très médiatisé et soutenu à l'époque par l'essentiel de la petite-bourgeoise intellectuelle permit de dissocier complètement le conflit social des rapports de classe et des rapports de production qui pourtant étaient à l'origine de cette situation d'injustice et d'exploitation.

S'agrégeait alors, selon une géographie urbaine et sociale très discriminante une forme nouvelle de lumpenprolétariat . Une forme « essentialisée » qui sera instrumentalisée de manière dialectiquement symétrique par les variantes droite et gauche de l'appareil politique. Cet affrontement purement rhétorique va permettre de justifier les nouvelles formes de la nécessaire distinction différenciant les partis politiques. Il va opportunément contribuer à légitimer le caractère démocratique et représentatif du système politique français, dans une période où l'imposture sous-jacente commençait pourtant à devenir assez visible.

Ce long rappel me permettra de faire le lien avec ma réponse à ta question suivante, mais je dois d'abord conclure ma réponse à la présente. Le « point clé » en est que les intérêts des individus des classes laborieuses, puisque c'est de ça qu'il s'agit, ne les portent pas essentiellement à revendiquer la « satisfaction de leurs besoins fondamentaux », fut-elle « équitable », mais une reconnaissance sociale en rapport avec leur activité et leur contribution collective, qui leur permette une existence digne et gratifiante au sein de la communauté locale et nationale à laquelle ils contribuent. Et, pour répondre à ton objection : « Pourtant leurs intérêts objectifs seraient bien d'être émancipés de la prédation capitaliste », je ne dirai certainement pas que leurs intérêts objectifs les porteraient à « s'émanciper » de la prédation capitaliste, mais à se passer tout simplement des capitalistes, c'est à dire des actionnaires, et pour cela de contraindre tous les agents économiques participant, comme eux, au procès de production à justifier leur niveau de consommation par un « travail social utile » en rapport avec cette consommation.

Plus ils seront d'actifs producteurs et moins ils seront consommateurs (malgré qu'ils en aient), plus forte et fondée sera la frustration et partant la revendication sociale qu'exigera leur intérêt individuel. C'est donc bien là que se jouent les intérêts, la détermination et la « prise de conscience » du conflit, susceptible de mobiliser une action politique.

À ce propos, je te renvoie quelques paragraphes plus loin, dans les mêmes « gloses marginales », à ce passage où Marx poursuit son « Lassalle bashing » sur le thème de « l'affranchissement » (pour Marx *l'émancipation* dont tu parles, c'est autre chose : Cf. la question juive). Un passage de la Critique du programme de Gotha, où il rappelle précisément le préambule du Manifeste que nous avons sollicité, et dont Lassalle prétend s'inspirer :

Le préambule dit : « L'affranchissement de la classe des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »; tandis qu'ici c'est la « classe des travailleurs » qui doit affranchir -

<sup>81</sup> « Touche pas à mon pote » est un slogan créé par SOS Racisme en 1985 . D'après Philippe Juhem, maître de conférence à l'Institut d'études politiques de Strasbourg, le slogan a été créé par Didier François (LCR) alias Rocky en hommage à Solidarnosc et Julien Dray (PS) ainsi qu'Eric Ghébali de l'UEJF. Quant à Michel Polac, Yves Mourousi, Michel Drucker et Marek Halter, ils aidèrent Harlem Désir à sa médiatisation. D'après le livre de Franck Tenaille Coluche<sup>9</sup> : Les deux premiers à l'avoir soutenu sont : Yvan Dautin puis Coluche. Arrivent après : Brigitte Fossey, Pierre Douglas, Françoise Gaspard, Olivier Stirn, Akka Ghazi (CGT), Georgina Dufoix et Simone Signoret. Viendront ensuite : Marek Halter, Bernard-Henri Lévy, Valérie Kaprisky, Georges Moustaki, Christian Delorme, Macha Méril et Arielle Dombasle.

quoi ? le « travail ». Comprenne qui pourra.

En compensation l'antistrophe est, par contre, une citation lassalienne de la plus belle eau « [la classe ouvrière] en face de laquelle toutes les autres classes *ne forment qu'une masse réactionnaire* ».

Dans le *Manifeste communiste*, il est dit : « De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est *une classe vraiment révolutionnaire*. Les autres classes périssent et périssent avec la grande industrie; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique. »

La bourgeoisie est ici considérée comme une classe révolutionnaire, - en tant qu'elle est l'agent de la grande industrie, - vis-à-vis des féodaux et des classes moyennes résolus à maintenir toutes les positions sociales qui sont le produit de modes de production périmés. Féodaux et classes moyennes ne forment donc pas avec la bourgeoisie une même masse réactionnaire.

D'autre part, le prolétariat est révolutionnaire vis-à-vis de la bourgeoisie parce que, issu lui-même de la grande industrie, il tend à dépouiller la production de son caractère capitaliste que la bourgeoisie cherche à perpétuer. Mais le *Manifeste* ajoute que «les classes moyennes... sont révolutionnaires... en considération de leur passage imminent au prolétariat ».

De ce point de vue, c'est donc une absurdité de plus que de faire des classes moyennes, conjointement avec la bourgeoisie, et, par-dessus le marché, des féodaux « une même masse réactionnaire » en face de la classe ouvrière.

Lors des dernières élections, a-t-on crié aux artisans, aux petits industriels, etc., et aux paysans : « Vis-à-vis de nous, vous ne formez, avec les bourgeois et les féodaux, qu'une seule masse réactionnaire » ?

C'est la conclusion de Marx et donc naturellement ce sera aussi la mienne.

Autres points :

« Le travail concret n'est rien d'autre que la forme archaïque du travail, celle qui soutient l'illusion productiviste des hommes, origine de la destruction de leur propre environnement. ». Si je perçois un peu ce discours en effet ici et là, notamment avec les âneries sur la révolution numérique ou les discours libertaires sur la fin du travail, ceci dit cela me semble éloigné du noeud de l'écologisme et son fameux retour à la terre, et à son travail très concret.

Bien sur que c'est « éloigné » comme tu dis !

C'est même ce que Marx appelle une contradiction... celle du « travail concret » comme fondement de la socialisation des individus, confronté à la « liberté » de s'en affranchir. D'un côté nous avons le travail comme « droit » inaliénable ( cf. le statut du producteur de Friot ) et de l'autre la jouissance de ne plus y être astreint.

C'est même une contradiction « centrale » du capitalisme que doit assumer son idéologie libérale...

Celle que résume Marx dans son célèbre passage des Grundrisse :

« Le capital est lui-même la contradiction en tant que processus, en ce qu'il s'efforce de réduire le temps de travail à un minimum, tandis que d'un autre côté il pose le temps de travail comme seule mesure et source de la richesse. C'est pourquoi il diminue le temps de travail sous la forme du travail nécessaire pour l'augmenter sous la forme du travail superflu ; et pose donc dans une mesure croissante le travail superflu comme condition – question de vie ou de mort – pour le travail nécessaire. »

Karl Marx « Grundrisse »

Contradiction entre la base de la production bourgeoise (valeur et mesure)  
et son développement. Machines, etc.

Or, la fonction « spécifique » autant qu' « organique » de l'idéologie libérale est de dépasser *symboliquement* les contradictions induites par la manière dont l'organisation capitaliste a déterminé le développement générique de l'« economein ».

Le hiatus, « l'antinomie » ou « la complexité » (comme disent les libéraux - qui sont essentiellement kantien donc « moralistes » de ce point de vue ) est proprement idéologique et relève , là encore, au point de vue « moral » qui tient lieu de conception politique à l'écologisme.

C'est ce que j'ai essayé de démontrer « en Marx » dans « Les Veaux et les choses » : L'écologisme apparaît comme forme idéologique opportuniste du libéralisme dans la fonction contingente de « complément moral » comme disait Marx, exactement sur le mode de la religion.



C'est en me fondant sur ce constat que j'ai paraphrasé ce passage célèbre de son « [Introduction à la critique de La philosophie du droit de Hegel](#) » :

« La religion est la théorie générale de ce monde, son compendium encyclopédique, sa logique sous une forme populaire, son *point d'honneur* spiritualiste, son enthousiasme, sa sanction morale, son complément solennel, sa raison générale de consolation et de justification. C'est la *réalisation fantastique* de l'essence humaine, parce que l'essence humaine n'a pas de réalité véritable. La lutte contre la religion est donc par ricochet la lutte contre ce *monde*, dont la religion est l'*arôme* spirituel. »

Où j'ai simplement remplacé *religion* par *écologie*, justifiant cet autre constat que l'écologisme se présente comme « sanction morale » et comme « compendium encyclopédique » de l'idéologie du capitalisme.

Car si le « *noeud* » comme tu dis si bien est « *le retour à la terre* » c'est à l'évidence dans une représentation « franco-française » bien connue et qui signe « l'archéologie » idéologique de l'écologie politique...

le *pétainisme* <sup>82</sup>.

Gaïa : « *la terre, elle, ne ment pas* »  
(ci-contre affiche pétainiste) :

Un moment de notre « roman national » qui, donnera du grain à moudre à la nouvelle forme *personnaliste* acquise par le libéralisme dans les années 30, pour affronter l'irruption du socialisme bolchévique sur la scène politique européenne.



Des les premiers beaux jours de la collaboration, les « radicaux » (socialistes) qui donneront plus tard les futurs « vichysto-résistants »<sup>83</sup> sont déjà « en marche »... vers le futur et au-delà.

Ci-contre les premier « marcheurs »,  
École des cadres  
des chantiers de jeunesse d'Uriage :

Le genre de « camp de travail » naturaliste et/ou *antitotalitaire* où tous s'activent, au grand air (manquent encore les éoliennes), dans le travail concret qui doit leur permettre d'accomplir la tâche exaltante de la « révolution nationale » (voir page suivante).



<sup>82</sup> Ce que Badiou a fort bien analysé et décrit dans sa formalisation du « transcendantal pétainiste français ».

<sup>83</sup> Du genre de Mitterrand.



La Révolution « nationale » fut aussitôt *transcendée* par un devoir (moral) ... «Européen» :

Une « idéo »-logique fidèlement reprise par nos idéologues personnalistes (variante centriste : Giscard-Bayrou ), toujours « en marche »... 40 ans plus tard :



On notera qu'il s'agissait déjà « d'avancer », de « demain » et des générations futures...

et encore 20 ans après, ils sont devenus « grands » et ça nous donne :



Comme je l'ai également évoqué dans « Les Veaux et les choses », la forme écologiste de l'idéologie libérale se conjugue essentiellement au *futur antérieur*.

Une forme discursive qui permet de confronter continuellement un passé fantasmé (un *avant* qui n'a jamais *encore* existé) à un futur non immédiat : « le monde où vivront nos enfants ». Cela revient finalement à *prophétiser* un futur « proche » un futur à *venir* mais *déjà-là*, anticipant la réalisation des fantasmes contradictoires sous lesquels l'idéologie a pour fonction de masquer, de « fétichiser » notre présent « actuel ». La seule chose qui rattache cette représentation du présent au futur immédiat, tel que réellement éprouvé, ce sont « les enfants » : nos enfants, en tant qu'enfantés, et produits par nous. C'est à dire notre « pro-géniture » comme disait si bien Jaïme Semprun, en ce sens que cette progéniture résulte à proprement parler de notre *force productive*. Autrement dit, dans la description qu'en donnait Marx dans sa définition des « ressources naturelles » incluant ces ressources et ce que leur usage productif et sa circulation permet de produire de « *pas naturel* » (y compris l'égalité, la justice, la culture, la science, les outils, les arts, les machines, etc.).

C'est pourquoi, un des paradoxes que l'écologisme doit assumer, du fait de sa généalogie libérale, est que cette dernière lui impose *naturellement* la prise en compte parmi les ressources « naturelles », des ... « ressources humaines ».

Mais voilà qu'en ce « nouveau monde », le purgatoire de « l'État providence » n'est plus guère « bankable », tandis que s'impose « l'urgence climatique » qui désormais nous menace TOUS !

Alors, depuis notre Paradis libéral, comment justifier le sort funeste des « surnuméraires » ?

Eh bien, comme je l'ai déjà expliqué : en dénichant<sup>84</sup>, parmi le florilège permanent de nouveaux « nouveaux paradigmes » que produisent nos clercs libertaires-libéraux-libérés, une forme « substantielle » permettant de distinguer, parmi ces ressources humaines « indifférenciées », des « qualités essentielles » portées et incarnées par des « personnes ».

Des personnes qui ne peuvent donc pas être réduites aux (tristes) *individus* sinistrement égalitaires que revendiquent les communistes, à cette grisaille collectiviste indifférenciée à quoi nous condamnent Marx et autres barbares totalitaires (Platon, Descartes, Rousseau, Robespierre, etc.) , ou pire ... populistes !<sup>85</sup>

Des personnes qui doivent donc être *identifiables*. C'est pourquoi elles doivent être opportunément dotées « *par nature* » d'une « identité » propre à les faire « sortir du lot ». Cette identité naturelle, et à ce titre posée comme nécessaire, sera porteuse spontanée de toute la « transcendance » requise par leur *Être* avant tout... moral.

Et cette *Nature* « personnifiée » et dûment moralisée, pourra donc être vécue<sup>86</sup> comme... *Culture*.

Au « monde libre » (ce que Debord appelait le monde « réellement renversé ») : *Foin de normes oppressives* ! On peut entreprendre de contredire Hegel et affirmer que le Vrai est un moment du Faux, et il y a désormais un multiculturalisme *équitable* (donc soutenable) pour garantir la libre circulation des affects... de classe.

<sup>84</sup> Dès la confrontation du libéralisme avec la contradiction bolchevique, donc dès les années 1920 en France.

<sup>85</sup> En pratique, pour nos « néo-personnalistes », les prédicats « totalitaire » et « populiste » sont désormais des synonymes, de même que « nazisme » et « communisme ».

<sup>86</sup> Dans le milieu des clercs adeptes des « communs » il sera de bon ton de dire « éprouvé » plutôt que vécu, car le lieu du « social » est désormais celui des « affects », source de leur affectation devenue emblématique.

Ce que l'écologisme désigne comme son ennemi n'est donc pas le capitalisme en tant que modalité d'organisation sociale de la production humaine mais la production humaine elle-même en tant que déterminant le capitalisme au productivisme. As-tu un exemple concret pour illustrer cela ou est-ce que cette affirmation doit découler logiquement de ce que tu poses juste avant?

Cette proposition découle en effet de ce qui précède, et les exemples concrets ne manquent pas. Je pense quand même utile de revenir d'abord sur la formulation de ce que l'écologisme désigne comme son ennemi : « *la production humaine elle-même en tant que déterminant le capitalisme au productivisme* ».

Il me semble que c'est un point sensible et pour résumer la chose, il vaut mieux formuler cette description de « l'ennemi » auto-proclamé par l'écologisme, comme suit :

Ce que prétend d'abord combattre l'écologisme c'est le « *productivisme* » décrit comme *dérive propre au capitalisme*. *Productivisme* également présenté comme une orientation récente, néfaste et destructrice des équilibres naturels, qui affecterait et désormais menacerait donc l'ensemble de la « planète ».

Bien que ce point soit assez confus dans sa vulgate, *l'écologisme associe plus ou moins le productivisme à la période industrielle*, ce qui permet de ne pas mettre en cause le mode de production en tant que capitaliste mais la production en tant qu'industrielle. C'est ce qui le conduit à disqualifier l'agir productif dans une forme de pléonasmisme essentialiste déclinant productif en « productiviste ». La production humaine devient sujet de l'histoire mais, à l'inverse du mode marxiste et cartésien, elle est dotée d'une *intention* (bonjour Husserl) voire d'un *destin* (bonjour Heidegger) *sur-déterminés* par la monstruosité (comme phénomène non *naturel*) de la production industrielle. Outre l'historicité du phénomène, cette conception écologiste ignore par principe le rapport générique et réciproque de l'Humanité avec la Nature dont elle relève ; et lui substitue un principe de *séparation de l'Homme avec la Nature* qui s'exprime concrètement par l'activité productive de l'homme, à partir des ressources naturelles qu'il s'approprie. C'est l'inversion et la négation de la proposition prométhéenne de Descartes. Proposition cartésienne fidèlement reprise en tant que telle par Marx dans sa « glose » relative à *la deuxième partie de la proposition* ( de Lassale ) : « *Le travail productif n'est possible que dans la société et par la société.* ».

Marx observe sarcastiquement que :

“D'après la première proposition, le travail était la source de toute richesse et de toute culture, donc pas de société possible sans travail. Et voilà que nous apprenons au contraire que le travail « productif » n'est pas possible sans société.

On aurait pu dire, tout aussi bien, que c'est seulement dans la société que le travail inutile, et même socialement nuisible, peut devenir une branche d'industrie, que c'est seulement dans la société qu'on peut vivre de l'oisiveté, etc., etc. - bref recopier tout Rousseau.

**Et qu'est-ce qu'un travail « productif » ?**

**Ce ne peut être que le travail qui produit l'effet utile qu'on se propose.**

Pour conclure :

**Un sauvage, - et l'homme est un sauvage après avoir cessé d'être un singe -, qui abat une bête d'un coup de pierre; qui récolte des fruits, etc., accomplit un travail « productif ».**

C'est donc *l'agir productif* en tant que tel, celui de l'homme générique indépendamment de tout rapport social concret, qui fonde *l'écolo-principe de séparation*, strictement opposable et contraire à la séparation (par Marx) des positions et des rôles dévolus aux individus productifs, selon la division du travail engendrant les classes sociales. Marx observe d'ailleurs, lorsqu'il décrit le tropisme financier et « bancocratique » du Capitalisme, à quel point le moment propre de « production », singulièrement de production industrielle, est en réalité une pénible astreinte pour l'actionnaire<sup>87</sup>, qui ne demande donc pas mieux que de s'en débarrasser... durablement :

**« La dette publique opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive. Par un coup de baguette, elle dote l'argent improductif de la vertu reproductive et le convertit ainsi en capital<sup>88</sup>, sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée. »**

Le Capital - Livre premier - Le développement de la production capitaliste - VIII<sup>e</sup> section : L'accumulation primitive - Chapitre XXXI : Genèse du capitaliste industriel

Pour l'écologisme, ça ne sont donc ni les rapports sociaux de production, ni les classes sociales qui s'y manifestent qui pourraient porter la responsabilité de la catastrophe supposée menacer la planète. C'est la production elle-même qui est « responsable ». C'est pourquoi, en tant que « mode de production » comme de rapport social induit, le Capitalisme en tant que tel est exonéré de cette « responsabilité » comme de la « culpabilité » qui pourrait s'ensuivre. Car, selon la « raison écologiste », autrement dit le néo-libéralisme « reverdi », le communisme menacerait tout autant la planète que le capitalisme, l'un n'étant pas moins productiviste que l'autre. Ce qui est mis en cause est donc présenté, selon la logique écologiste, comme le résultat « insoutenable » de cette production, cause première de l'usage criminel et du pillage des « ressources naturelles » requis pour y parvenir.

La pollution et le gaspillage provoqués par les « nouveaux » modes « libérés » de consommation de cette production étaient déjà vécus et représentés comme des contradictions « centrales » depuis l'entrée dans l'ère de la « société de consommation ». Mais cette contradiction était indépassable pour l'idéologie libérale, fondamentalement hostile à toute « entrave » à « la concurrence libre et non faussée »<sup>89</sup> et à « la libre circulation des biens et des personnes »<sup>90</sup>.

Au fil de la mutation écologiste du libéralisme les dommages occasionnés à la « Planète » par les « restes » de la consommation sont relégués en cause seconde et requalifiée comme occasionnelle, en regard de la nocivité de l'action inaugurale de production, cause première.

<sup>87</sup> Pour les avoir pas mal fréquentés je peux témoigner que sur ce point Marx fut aussi clairvoyant que sur le reste.

<sup>88</sup> Cette « abolition du productivisme » est sans doute la forme « idéale » de la valeur capitaliste, puisque le procès de production (M-A-M) est évacué et ne reste que celui d'accumulation du capital (A – M--A ). C'est d'ailleurs le tropisme ultime du « monde nouveau ».

<sup>89</sup> à entendre comme guerre de tous contre tous

<sup>90</sup> à entendre comme libre circulation des marchandises, des capitaux, des profits et des exploités et précaires requis pour les produire.

Comme *l'agir* productif est social et *collectif* et que la conception écologiste n'y distingue pas de détermination autre que *l'hubris* «productiviste» humain à l'encontre la nature, il s'en déduit que « nous sommes *tous responsables* »... et coupables. On est bien là dans le « noyau dur » de l'idéologie libérale, promue par et pour le capitalisme : l'économie relève et doit relever des « lois naturelles » et en somme il s'ensuit *tout naturellement* que le *droit* (c'est à dire le *politique*) doit suivre... ou précéder. C'est ainsi que, dans la variante écologiste du libéralisme, Gaïa a pris la place de Dieu, comme « *moteur non mu* »<sup>91</sup>.

L'extériorité totale de cette idéologie vis à vis de la critique de Marx, et donc la raison pour laquelle elle peut être distinguée comme composante majeure de l'idéologie dominante, tiennent aussi à cette conception « *sans histoire* » et *sans nécessité* générique de l'humanité, *séparée de la nature*.

On voit bien le caractère eschatologique de cette conception et c'est un point que j'ai précédemment développé<sup>92</sup>, mais on peut aussi distinguer, dans ce principe d'écolo-séparation l'idée de la *nature naturante* opposée, comme dans le panthéisme<sup>93</sup> de Spinoza, à la *nature naturée* :

« La nature naturante est Dieu, en tant que créateur et principe de toute action ; la nature naturée est l'ensemble des êtres et des lois qu'il a créés » ([André Lalande, Vocabulaire technique et critique de la philosophie](#)).

Position naturaliste qui remonte donc à la scolastique et qu'on peut rabattre aisément sur ce que j'ai rappelé plus haut à propos du postulat politico-théologique des théoriciens anglo-saxons du libéralisme, *qui d'emblée distinguent et séparent l'économie comme lieu des « lois naturelles » de la sphère de la politique régie par les lois des hommes*.<sup>94</sup>

L'homogénéité de l'écolo-naturalisme avec celui du libéralisme le plus classique est d'autant moins contestable que le moment écologiste vient, à point nommé, pour renaturaliser le politique, lorsque ce dernier semble un peu « dénaturé » en regard des « lois naturelles » de l'économie.

Inversement, dans la conception de Marx, le capitalisme n'est pas plus naturant que naturé... et pas plus « déterminant » au productivisme que « déterminé » par lui. Le capitalisme, en tant que mode de production, n'est productiviste que dans la mesure ou c'est la fonction et l'objet même du système productif que de produire. C'est là le « *moteur ontologique* » du *développement* des *forces* productives, de même que la lutte des classes est celui de l'histoire des formations sociales associées à ces forces productives comme contingences historiques.

On peut concevoir un système productif sans classe sociale mais pas sans production. On ne peut envisager de développement de l'humanité sans croissance de sa propre production par elle même.

C'est à cette *contradiction centrale* que se retrouvent nécessairement confrontés nos anachorètes décroissants et autres contempteurs de l'hubris productiviste, dès qu'ils doivent sortir de leurs réserves pour assumer leur finitude sociale. Ainsi l'ac-

<sup>91</sup> Chez les anciens grecs tout était « mouvement », jusqu'à l'Être lui-même. C'est pourquoi le « moteur non mu » divin était le fondement de la méta-physique aristotélicienne puis de la scolastique, comme « cause de tout ».

<sup>92</sup> Cf. « Les veaux et les choses ».

<sup>93</sup> L'acosmisme dira Hegel, à propos du système « naturel » de Spinoza.

<sup>94</sup> De la même manière que le positivisme anglo-saxon, positivisme logique, cercle de Vienne, etc. distingue symétriquement la logique de la métaphysique, cette dernière étant rabattue sur la théologie. À l'inverse de la philosophie dialectique « continentale » qui de Platon à Marx ( via Descartes et Hegel) va identifier et confondre les deux dans l'unicité du penser humain.

tualité des mobilisations contre la nième « réforme » des retraites élaborée par l'appareil d'État bourgeois nous révèle que ce « projet courageux » et « moderne », vise essentiellement, comme cela a été souligné par certains de ses adversaires, à maintenir le « coût » mutualisé des retraites à « 14% du P.I.B. ».

On s'offusque, à juste titre, de l'hypocrisie qui consiste à camoufler cette logique comptable derrière une rhétorique de prétendue justice sociale proclamant un souci « d'équité » de « transparence » et de « simplification » du dispositif administratif et réglementaire.

On dénonce non moins justement la supercherie consistant à prétendre plafonner cette « charge sociale » collective que constituent les retraites, en confrontant les courageux réformateurs à leurs propres arguments justificatifs. Notamment le fait que l'on vivrait « en moyenne » plus longtemps, impliquant une plus grande proportion de retraités dans la population et donc de retraites à financer. Ce qui impliquerait encore que la proportion du P.I.B. mesurant la valeur de leur « indemnisation » devrait mécaniquement être réévaluée en conséquence, sauf à réduire le montant ou la durée des pensions.

Or, c'est précisément cette réduction – du montant et de la durée des pensions - à quoi s'attelaient déjà, mais « sans fard » (contrairement à ce qui se passe aujourd'hui), les précédentes « ultimes » réformes des retraites, comme du reste toutes les « courageuses réformes » engagées dans ce domaine depuis quelques dizaines d'années, tous gouvernements confondus.

Dans ce conflit particulier, la volonté de plafonner le *coût* des retraites à 14% du P.I.B.<sup>95</sup> formalise la véritable détermination des actuels « fondés de pouvoirs » de la classe dirigeante, comme de ceux qui les ont précédés ces 50 dernières années. Certains de leurs détracteurs souligneront que cette compulsion budgétaire est dictée à ces gouvernants par les « directives » de leurs mentors euro-bancocrates, ce qui est indéniable. Mais, ce qui intéresse ici notre critique de l'illusion anti-productiviste est encore bien plus trivialement évident, et pourtant jamais évoqué (et pour cause).

Cela se résume à ceci que si on évalue ce coût à 14% du P.I.B. sur la base des pensions versées aux retraités, c'est bien que ce P.I.B. n'est pas mesuré sur la base du *coût à la production* des biens et services, mais sur celle de leur *prix... à la consommation*.

<sup>95</sup> Qui est la « cause première » de l'instauration du « système par points » qui sous couvert de simplification permet surtout l'ajustement commode des pensions selon cette « ligne rouge » des 14% du P.I.B.

J'ai déjà évoqué en détail cette banale question économétrique comme centrale et très instructive<sup>96</sup>. Elle permet en effet de bien prendre la mesure de l'indigence théorique des zélotes de la « décroissance » et autres torquemadas de l'hérésie productiviste. Contrairement à ce qu'ils s'imaginent (candidement) la croissance, mesurée selon l'évolution du P.I.B. ne repose pas sur la mesure de ce qui est hypothétiquement<sup>97</sup> *produit*, mais sur celle de ce qui est *consommé* (et payé), dans un périmètre et sur une période donnés.

Pour la bonne et simple raison que « *la valeur d'usage ne se réalise que par sa consommation* »...

Plutôt que d'objecter leur « productivisme » aux « réformateurs courageux » il suffit par exemple de leur faire observer que faire « croître » relativement les salaires ainsi que les autres revenus comme les pensions des retraités... fait croître mécaniquement le P.I.B. associé, sans préjuger d'une augmentation concomitante de la production consommée et moins encore de la productivité.

Ayant déjà souligné ce genre de contradiction dans mes réponses préalables, je ne développerai pas ici cette (vaste) question d'économie politique. Cette simple observation suffit à alerter sur l'inconsistance fondamentale et la vacuité théorique des thèses de promotion de la décroissance (donc la baisse des salaires et pensions et de la consommation qu'ils financent) comme « solution » à la prétendu dérive productiviste du capitalisme.

Enfin, pour donner un exemple « concret » assez « général », prenons celui de la production agricole, puisque c'est celui où les « gains de productivité » sont les plus unanimement admis mais aussi les plus contestés par les écologistes, nous renvoyant à « la terre, elle, ne ment pas » tout en objectivant les producteurs agricoles comme vandales écolo-criminels et comme menace létale pour la planète.

Dans une perspective de « décroissance » ce que les tenants de cette logique proposent c'est en réalité une « baisse de *rendement* » (et non de productivité) qui s'équilibrerait « en valeur » par la meilleure qualité du résultat, elle-même redevable de coûts « croissants » socialement compensés par une croissance symétrique de la frugalité et du discernement du consommateur, devenu « responsable » au même titre que le producteur (qui n'est plus seulement commis à devenir responsable mais également *soutenable* par la planète, c'est à dire par le consommateur-cueilleur qui en assure la maintenance).

Les conséquences sociales « planétaires » de ce genre de « transition » déterminée par l'impératif de « décroissance choisie » ne sont pas plus envisagées que la valorisation réciproque des producteurs et des consommateurs, résultant de cette baisse de rendement.

<sup>96</sup> Voir notamment la « réponse à Julien » et l'appendice aux veaux et aux choses.

<sup>97</sup> Ce qui est réellement produit, en tant que marchandise (biens et services associés) est dans une proportion de plus en plus grande produit par des machines, des « transhumains » ou des précaires et/ou migrants surexploités, ou plus encore massivement importé, donc produit par d'autres prolétaires surexploités. Produit non pas seulement « par des étrangers » mais « à l'étranger ». Je note au passage que cette figure de l'agir productif socialisé représente assez bien la récurrence actuelle de « l'inquiétante » *étrangeté*.



Pour se convaincre de l'inconsistance, voire de l'imposture idéologique des écologistes prétendument « *anticapitalistes* »<sup>98</sup>, il suffit de considérer le fait que la dite baisse de rendement n'est nullement contradictoire avec le maintien, voire la croissance de la rentabilité issue de la production et la circulation des marchandises agricoles, au profit des actionnaires qui en tirent la source de leur accumulation. Cette baisse de rendement est en effet compensée par une augmentation (durable) du « sur-travail », c'est à dire du quantum de travail « gratuit » (donc « sobre et heureux ») accumulé au fil du procès de production-circulation-réalisation (M-A-M).

Force est de constater que pour l'actionnaire *il ne s'agit pas de produire plus mais d'accumuler donc « gagner plus »*. Pourtant, nos décroissants ne semblent pas avoir tiré de leurs fines abaques écolométriques la compréhension de cette règle « naturelle pour tous » (y compris les capitalistes) que l'optimum de l'activité valorisante est atteint quand le maximum de gain est atteint avec le minimum d'effort.

Pour l'actionnaire et sa bancocratie cette règle universelle s'applique *tout naturellement* comme injonction positive à gagner le maximum en produisant le minimum et avec le minimum d'aléas et de « coût du travail » envisageable. C'est donc sur ces bases « écologistes », idéalement libérales et capitalistes, que seront dépassées « durablement » les contradictions relatives à l'usage des pesticides, OGM, etc.

*Durable* vaut *in fine* pour les profits et *soutenable* désigne en pratique et en priorité ce qui doit être *soutenu*, en regard de sa *profitabilité*.

On peut ainsi observer que la promesse de « retour sur investissement » (qui est le *graal* des tradeurs et de leur chalandise) est parfaitement préservée, voire bonifiée par un avantage compétitif associé au côté « créatif », « innovant » et ... écologique de ces « beaux projets » libéraux de transition... capitaliste<sup>99</sup>. *L'injonction morale*<sup>100</sup> à consommer « bio », « durable », « soutenable », « vert », « propre », « responsable », etc. est un avantage compétitif idéal pour venir re-dynamiser un « marché atone » et susciter une « multitude » de relais de décroissance d'autant plus appréciables qu'ils ne coûtent rien... aux capitalistes. Car, là où leurs investissements productifs seraient dissuadés en terme de R.O.I. ils sont subventionnés par l'État, aux frais du consommateur-cueilleur « en culpabilité », ravi de pouvoir ainsi se procurer « en responsabilité » les indulgences requises pour sa part de salut... de la Planète.

NB : Au-delà des subventions, le souci écologiste de l'appareil d'État va jusqu'à garantir le caractère durable des profits des capitalistes soutenables (sans doute à titre de prévoyance au crédit des « générations futures » de capitalistes). Cela consiste par exemple à garantir aux courageux entrepreneurs de l'éolien, « par contrat » et sur des décennies, des prix d'achat (par l'organisme public) du Kw/H « éolien »<sup>101</sup>, supérieurs au prix de marché auxquels il est revendu par l'agence publique : des prix et des marges garantis et qui plus est révisables à la hausse (au besoin). Donc, « aux frais du contribuable », comme disent les « populistes ».

La subvention publique est supposée « affecter équitablement » tout le monde<sup>102</sup>, du

<sup>98</sup> Tels les « décroissants » ou les adeptes de la « sobriété heureuse », zadistes et autres anachorètes post-modernes.

<sup>99</sup> Voir comme exemple édifiant le dossier des éoliennes sur le site Tropiques : <http://www.librairie-tropiques.fr/tag/eoliennes/>

<sup>100</sup> Parfois désignée comme « recherche de sens » par les plus *affectés* par cette perte du sens de la vie.

<sup>101</sup> Éolien ou « photo-voltaïque » ou autre énergie « de transition » à soutenir... car soutenable.

<sup>102</sup> Du moins c'est le mantra de l'équité selon la « Théorie de la Justice » libérale, chère à Piketty et Cie.

moins tous les citoyens-consommateurs, c'est pourquoi il est politiquement et socialement nécessaire que le plus grand nombre soit culpabilisé et accepte donc, bon gré mal gré, que le *prix de son rachat* soit incorporé aux *prix d'achat* « pour tous ». C'est le prix du salut du climat... social.

Les voies de ce salut partent donc des éoliennes (en mer et partout<sup>103</sup>) et autres aménagements du paysage en « champs » photovoltaïques, et mènent aux produits « bio » (et/ou « végans ») sur les rayonnages des supérettes, en passant (sous les portails écotaxes) par les trottinettes électriques et autres « déplacements doux », le « zéro-papier » numérique, les starteupes durables, les « applis » et les shampoings respectueux de la Planète.

L'important, on l'aura compris, c'est de *trier*... ses *affects*, de hiérarchiser leur *pénibilité* immanente selon la transcendance assurant la *satisfaction* la plus durable, donc en pratique commencer par *trier ses déchets*<sup>104</sup> et « en amont » se faire livrer ses sushis (bio et/ou végans) par des précaires soutenables, c'est à dire... à vélo (ou bientôt par drone) sans empreinte carbone<sup>105</sup>.

---

<sup>103</sup> On observe d'ailleurs que la farouche détermination des zélotes pousse les plus insoumis à envisager de répandre « des éoliennes en mer partout », ce qui pourrait « logiquement » les contraindre à mettre préalablement « de la mer partout » ? Question à poser à Melenchon.

<sup>104</sup> Matérialisant le « coté obscur » de la force consommatrice.

<sup>105</sup> La virginité carbone comme toge immaculée du Jedi durable. Assez inquiétant pour les plantes, les arbres et le monde végétal qui quant à lui ne vit que part des « apports » de carbone...

Quelles sont tes références (mouvance, parti, figure) quand tu évoques "la variante revendiquée « de gauche » de l'écologie politique, dite « écosocialiste » assume dans sa proposition politique inaugurale : « il faut habiter le capitalisme », c'est à dire que plutôt que de prétendre sortir du capitalisme, il faut le rendre habitable." Je doute que quand tu parles d'écosocialisme tu désignes uniquement le PS mais peut-être? Si c'est une citation peux-tu mettre la ref?

« Le but de l'Écologie Politique (E.P.) n'est pas d'abolir ni même de détruire le capitalisme, mais de l'habiter »

Patrick Dieuaide : [Assises pour l'écosocialisme \(2012\)](#).

C'était le genre de percée conceptuelle qui pointait déjà (fin 2012) aux « origines de l'écosocialisme » quand Coquerel était venu donner une « réunion de cellule » Front de Gauche, à la librairie à l'initiative de ses militants du 14ème... voir : <http://www.-librairie-tropiques.fr/article-eric-coquerel-au-coeur-du-front-de-gauche-113894409.html>

Voir surtout ce « moment » (de 5 minutes sur deux heures d'auto-satisfaction mutuelle et militante des participants) où je fus le seul parmi les « débatteurs » à contraindre Coquerel à sortir de l'*entre-soi* que ses militants du « Parti de Gauche » de l'époque (2012) avaient organisé à la librairie à l'occasion de la sortie de son livre : <https://www.dailymotion.com/video/xwaixy>. Le lien internet propre à la citation (voir l'article tropiques) n'est plus valide. Il semble que le [Patrick Dieuaide](#) en question n'ait pas souhaité immortaliser ça durablement... Mais c'était déjà et c'est encore la posture générale des gros bataillons de l'écologisme « de gouvernement », genre EELV, Jadot, Hulot, etc.. tous parfaitement homogènes à « [l'institut Jean Lecanuet](#) », etc.

## En guise de conclusion provisoire.

En introduction à son Adresse du Conseil général de l'Internationale sur *La Guerre civile en France* Engels concluait par ce mot célèbre :

« Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat. »

Au moment où je rédige ces lignes, la lutte des classes vient à nouveau de frapper... Trois nouveaux coups derrière le rideau du théâtre social, comme pour inaugurer le cérémonial d'anniversaire de l'irruption des gilets jaunes sur les ronds-points.

La « mobilisation » contre le pouvoir ou plutôt les conséquences de son action politique, ont rassemblé aujourd'hui plus d'un million de manifestants, très au delà des effectifs officiels des prétendus privilégiés et « défenseurs des droits acquis ».

Le premier résultat politique en est que cet événement a réussi à imposer au cœur de cible du spectacle intégré (les polyhandicapés volontaires à smartefaunes) une réalité parfaitement rationnelle, mais devenue pour eux « contre-intuitive », car tout l'appareil idéologique s'emploie à la rendre indistincte et confuse « pour tous » :

L'urgence climatique, le sauvetage de la planète arc en ciel, la convergence des vides, le modèle social arboricole, la précarisation heureuse, la vie secrète des rhizomes, la décroissance sélective, le transhumanisme pour le salut des ours polaires, les nouvelles technologies de méditation en pleine conscience et autres « enjeux pour les générations futures »...  
*ne sont rien d'autre qu'un récit confus, conté à des illuminés décrépés par un clergé corrompu, plein de bruit et de névrose, et qui ne signifie rien !*

Une idéologie de soumission volontaire en forme de bréviaire pieux, servant à l'apprentissage de sa vulgate.

Un bobard démagogique de la classe dirigeante à destination des classes moyennes, visant à garantir le pouvoir de la bourgeoisie.

C'est en réalité la théorie et la pratique, la croyance et la liturgie qui permettent d'acculturer comme « sens de la vie » : la préservation d'un climat propice à l'exploitation durable et soutenue... de l'homme par l'homme.

Et, pour en revenir à la remarque d'Engels, on observera que nos nouveaux philistins libéraux-libertaires postulent aujourd'hui comme idiots utiles des nouveaux versaillais. C'est ainsi qu'ils n'ont pas d'autre « projet de société », derrière leurs bulles papamobiles, leurs oukases diététiques, leurs pèlerinages climatoludiques et leurs croisades périplanétaires, que de promouvoir la *dictature parasitaire du bobotariat*, comme condition nécessaire et suffisante à la pérennité du pouvoir bourgeois.

C'est pourquoi, dans la logique et la tonalité de cet incipit, il m'a semblé pédagogiquement utile de laisser le corps de la conclusion au message que son auteur rédigea à l'intention des camarades, avec son frère d'armes, son fidèle ami et modèle : Karl Marx. Je livre donc à votre lecture attentive et à votre scrupuleuse recension un extrait décisif de ce texte si « connu » comme disait Hegel qu'il est si mal reçu et encore si mal compris, en dépit de sa portée, ici et maintenant, 150 ans après.

Car il contient la clé de la situation, la plus actuelle.

Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations.

Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont supplantées par de nouvelles industries, dont l'adoption devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, industries qui n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus lointaines, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du globe. A la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. Les œuvres intellectuelles d'une nation deviennent la propriété commune de toutes. L'étroitesse et l'exclusivisme nationaux deviennent de jour en jour plus impossibles et de la multiplicité des littératures nationales et locales naît une littérature universelle.

Par le rapide perfectionnement des instruments de production et l'amélioration infinie des moyens de communication, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de Chine et contraint à la capitulation les barbares les plus opiniâtrement hostiles aux étrangers. Sous peine de mort, elle force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production ; elle les force à introduire chez elle la prétendue civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se façonne un monde à son image.

La bourgeoisie a soumis la campagne à la ville. Elle a créé d'énormes cités; elle a prodigieusement augmenté la population des villes par rapport à celles des campagnes, et par là, elle a arraché une grande partie de la population à l'abrutissement de la vie des champs. De même qu'elle a soumis la campagne à la ville, les pays barbares ou demi-barbares aux pays civilisés, elle a subordonné les peuples de paysans aux peuples de bourgeois, l'Orient à l'Occident.

La bourgeoisie supprime de plus en plus l'émiettement des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains. La conséquence totale de ces changements a été la centralisation politique. Des provinces indépendantes, tout juste fédérées entre elles, ayant des intérêts, des lois, des gouvernements, des tarifs douaniers différents, ont été réunies en une seule nation, avec un seul gouvernement, une seule loi, un

seul intérêt national de classe, derrière un seul cordon douanier.

La bourgeoisie, au cours de sa domination de classe à peine séculaire, a créé des forces productives plus nombreuses; et plus colossales que l'avaient fait toutes les générations passées prises ensemble. La domestication des forces de la nature, les machines, l'application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, la navigation à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, le défrichement de continents entiers, la régularisation des fleuves, des populations entières jaillies du sol - quel siècle antérieur aurait soupçonné que de pareilles forces productives dorment au sein du travail social ?

Voici donc ce que nous avons vu : les moyens de production et d'échange. sur la base desquels s'est édifiée la bourgeoisie, furent créés à l'intérieur de la société féodale. A un certain degré du développement de ces moyens de production et d'échange, les conditions dans lesquelles la société féodale produisait et échangeait, l'organisation féodale de l'agriculture et de la manufacture, en un mot le régime féodal de propriété, cessèrent de correspondre aux forces productives en plein développement. Ils entravaient la production au lieu de la faire progresser. Ils se transformèrent en autant de chaînes. Il fallait les briser. Et on les brisa.

A sa place s'éleva la libre concurrence, avec une constitution sociale et politique appropriée, avec la suprématie économique et politique de la classe bourgeoise.

## Idéologie française II

Remarques, questions  
Pauline Detuncq

> Les valeurs d'usage ne se réalisent que dans l'usage ou la consommation. p. 11 : le saut périlleux serait donc impossible. Or on use une route produite par des fonctionnaires, autant que par des salariés du privé. Quelle différence? Tout ce qui est produit par des fonctionnaires est d'ailleurs aujourd'hui abondamment "externalisé". Ce n'est donc pas tant qu'il n'y a pas valeur d'usage et consommation, mais qu'il n'y a pas vente, échange/marchand entre le producteur et le consommateur. En ce sens la valeur n'est-elle pas davantage réalisée dans l'échange marchand que dans la consommation?

Là n'est pas la question... ou du moins pas celle que je tentais d'illustrer par cette citation et dont je te rappelle le contexte (passage de la page 11) :

« Friot lui, « se lance », dans cet exercice acrobatique... et un mérite que je lui ai toujours reconnu, c'est d'avoir compris que la « valeur sociale utile » imputée à ce qu'Harribey désigne comme « sphère non marchande » ne peut être *réalisée* par les agents concernés dans le cadre de leur activité salariée « de la sphère non marchande ». Du moins si on applique à la sphère ainsi délimitée les principes et la logique de la critique de l'économie politique par Marx. C'est là le fond de leur polémique qui renvoie au fait que « **Les valeurs d'usage ne se réalisent que dans l'usage ou la consommation** » et au corollaire contradictoire qui veut que l'usage ou la consommation ne sont pas *effectivement réalisables*, au sens de vendus ou consommés, dans ce qu'Harribey désigne comme « sphère non-marchande ». Friot en déduit fort justement, et conformément à la critique de Marx, que le « saut périlleux » étant impossible *Hic et Nunc*, il a donc nécessairement eu lieu *ailleurs*, à un moment antérieur du processus de valorisation qui alimente le salaire des fonctionnaires du « secteur non marchand »... dont l'un et l'autre relèvent.

Bref, Friot a acculturé, contrairement à Harribey, que les imputations de la comptabilité nationale ne peuvent effectivement réaliser la « transsubstantiation ». C'est pourquoi toute la « valeur ajoutée » résultant de l'activité du « secteur non marchand » reste, comme dit Marx, du « travail abstrait » au sens où il n'est jamais « réalisé ». En conséquence, pour payer/réaliser un « salaire d'activité » du « secteur non marchand » il faut en prélever l'équivalent monétaire sur la valorisation monétisée des impôts et taxes, issus du processus de production et circulation... du secteur marchand.

Par nature, il n'y a aucune « valeur ajoutée » *réalisée* dans le secteur non marchand d'Harribey, d'où la difficulté induite de... *l'évaluer*. »

Bref, indépendamment du fait que je n'ai pas souvent l'occasion « *d'user des routes produites par des fonctionnaires* », ni même le souvenir de l'avoir jamais fait, je ne vois pas bien le rapport logique avec la citation que tu sollicites. Mais ça vaut la peine d'y revenir... et je vais développer un peu car ces développements visent aussi à éclairer mes réponses à tes questions suivantes.

« *Les valeurs d'usage ne se réalisent que dans l'usage ou la consommation* » écrit Marx dans le Capital.

Autrement dit ces valeurs d'usage ne deviennent réelles, au sens *d'effectives*, qu'au moment de la vente dans le cadre du processus d'échange, ou celui de la consommation proprement dite (dans le cas où cette valeur d'usage est directement produite par son consommateur ou que son consommateur se l'approprie sans passer par un échange).

Dans le premier cas, cette valeur est « réalisée », c'est à dire « devient réelle » par sa « transmutation » en « universel monnaie » en vue d'être consommée. C'est le « salto mortale » : le premier moment d'auto-négation produisant la « valeur » selon un processus de « double-négation », de et par la forme marchandise, où ce qui est d'abord déterminé (donc nié) c'est le « *particulier* » de chaque marchandise. Car, dans le procès de production-circulation, la marchandise pour être échangée doit prendre sa forme « *générale* », commensurable, *universelle* : sa forme monnaie. C'est la distinction inaugurale que Marx, dans ce même passage, résume d'une formule :

« Comme valeurs d'usage, les marchandises sont avant tout de qualité différente ; comme valeurs d'échange, elles ne peuvent être que de différente quantité. »

Dans l'autre cas (consommation simple, sans circulation) la « transmutation » n'a pas lieu d'être puisque la valeur consommée n'est pas entrée dans le procès de circulation et n'a pas à être « transmutée » sous la forme marchandise ; la valeur est donc directement réalisée, c'est à dire niée, dépassée et « abolie » (en tant que valeur) par sa consommation.

Quel est le moment où la marchandise « particulière » se transmue effectivement en son « universel » monnaie ?

C'est le moment de la vente dans le cadre du processus de circulation et d'échange. Et ce moment est celui de la consommation « finale », donc réelle car « effective » : quand précisément la valeur d'usage est *effectivement* et *totalemment* niée/réalisée, et non pas seulement rapportée au processus de production comme « consommation intermédiaire ».

Tout ça n'a rien à voir avec le fait de dire que : « on use une route produite par des fonctionnaires, autant que par des salariés du privé ». Ce qui d'ailleurs est inexact. Mais je ne vais pas développer ce point car, encore une fois, il ne s'agit pas de ça, ici (voir mes réponses à Julien).

Je me contenterai de cette maxime triviale : La valeur d'usage ne s'use que si l'on s'en sert !

Car, selon moi, le point fondamental, dont il est question ici et qui semble à l'origine d'une incompréhension réciproque est celui de la nature dialectique, ou si tu préfères du « dualisme » de la valeur.



D'une part celui de « l'ontologie » de la valeur proprement dite : valeur d'échange et valeur d'usage ;

d'autre part celui de son procès de production-circulation : circulation simple ( M-A-M) et circulation du capital (A-M-A).

Le « saut périlleux » (expression de Marx) dont il est question – depuis la controverse avec Harribey - est précisément celui de la « *transsubstantiation* » de la valeur ... de la mutation *réalisée* de la valeur d'usage en valeur d'échange.

*Mais c'est aussi le moment où démarre la circulation du capital en redoublant la circulation simple. Car, le capital ne peut circuler que sous la forme marchandise universelle, monnaie, donc valeur d'usage « réalisée ». « Réalisée » mais non « abolie » par son auto-consommation.*

Cette « dynamique » de la marchandise est homogène et constante jusqu'au stade ultime de la chaîne d'accumulation promue par le rapport social de production capitaliste. C'est ainsi que lorsqu'un actionnaire, dans un bel accord sémantique avec l'analyse marxiste, parle de « *réaliser un actif* », mobilier ou immobilier, cela consiste en réalité ... à le vendre, c'est à dire l'échanger contre un équivalent monnaie.

Un petit rappel du contexte, c'est à dire du passage du Capital dont est extraite la phrase de Marx, me semble utile. Je reprends donc la conclusion de Marx, à la fin de ce développement, en te rappelant d'abord que par défaut *Marx parle toujours de la valeur d'échange* quand il parle de la valeur s'il ne précise pas que c'est de la valeur d'usage :

« Nous connaissons maintenant la substance de la valeur : c'est le travail. Nous connaissons la mesure de sa quantité : c'est la durée du travail.

Une chose peut être une valeur d'usage sans être une valeur. Il suffit pour cela qu'elle soit utile à l'homme sans qu'elle provienne de son travail. Tels sont l'air des prairies naturelles, un sol vierge, etc. Une chose peut être utile et produit du travail humain, sans être marchandise. Qui-conque, par son produit, satisfait ses propres besoins ne crée qu'une valeur d'usage personnelle. Pour produire des marchandises, il doit non seulement produire des valeurs d'usage, mais des valeurs d'usage pour d'autres, des valeurs d'usage sociales [11]. Enfin, aucun objet ne peut être une valeur s'il n'est une chose utile. S'il est inutile, le travail qu'il renferme est dépensé inutilement et conséquemment ne crée pas valeur. »

C'est un point si essentiel qu'Engels, craignant une incompréhension du lecteur peu coutumier de la dialectique de Marx (il a pensé à toi), a jugé bon d'ajouter cette note 11 pour lever tout malentendu :

«[11] (Et non simplement pour *d'autres*. Le paysan au Moyen Age produisait la redevance en blé pour le seigneur féodal, la dîme en blé pour la prêtretraille. Mais ni le blé de la redevance, ni le blé de la dîme ne devenaient marchandise, du fait d'être produits pour d'autres. **Pour devenir marchandise, le produit doit être livré à l'autre, auquel il sert de valeur d'usage, par voie d'échange.**) »

Engels précise d'ailleurs à la fin de sa note :

« J'intercale ici ce passage entre parenthèses, parce qu'en l'omettant, il est arrivé souvent que le lecteur se soit mépris en croyant que chaque produit, qui est consommé par un autre que le producteur, est considéré par Marx comme une marchandise. (F. E.) [Friedrich Engels pour la 4<sup>e</sup> édition allemande] »

En ayant cette propédeutique à l'esprit, tu comprendras, je pense, pourquoi ça n'a pas de *sens* de se demander si : « En ce sens la valeur n'est-elle pas davantage réalisée dans l'échange marchand que dans la consommation? ». Car, ça n'est pas « ce sens » qu'assume et postule Marx, que ce soit pour la valeur, l'échange marchand, la forme marchandise, la réalisation de sa valeur ou sa consommation. Au sens de Marx, la consommation est ici un « moment » de l'échange.

Pour en revenir à tes « routes »... un « cas concret » qui me semble assez mal choisi, mais bon ... en admettant que l'on puisse « user des routes faites par des fonctionnaires », la « différence » qu'il y aurait, du point de vue de la réalisation de la valeur de cet usage ne tient pas à ceux qui auraient fait ces routes mais à la manière dont ils sont eux-mêmes *valorisés*, autrement dit payés « en échange ».

Car...

Soit l'usage est l'objet d'un échange au cours duquel il est valorisé ( péage d'autoroute par exemple) et alors l'activité pratique de construction, d'équipement et d'entretien de cette route est valorisée dans les termes de cet échange et c'est le consommateur de cet usage qui le paie au prorata de cet usage, et *ipso facto* finance l'ensemble. On peut raisonnablement affirmer que les salariés qui « produisent » la valeur d'usage ainsi transmutée en valeur d'échange « commensurable », sont en rapport direct avec cette valorisation et qu'ils produisent donc cette valeur. Mais alors, on n'est donc pas dans le « secteur non marchand » d'Harribey (et Friot), quand bien même les salariés productifs de cette route seraient des « fonctionnaires ».

Soit l'usage est « libre et gratuit » et, dans l'hypothèse où cette route ou rue est construite et entretenue sans « échange » payant, donc sans rapport « marchand » entre son producteur/fonctionnaire et son consommateur/usager. Autrement dit on serait dans la « sphère non marchande » où évolueraient les fonctionnaires et les agents publics, mais alors le salaire ne vient plus des « usagers » consommateurs de ce qui est en pratique « non valorisé ».

La *valeur réalisée* de ce salaire, c'est à dire sa valeur d'échange évaluée et mesurée en marchandise monnaie (autrement dit le « pouvoir d'achat » qu'elle manifeste), n'est produite ni par les « fonctionnaires » qui auraient fait cette route, ni par les usagers qui consomment la valeur d'usage<sup>106</sup>. Elle est prélevée « en amont », sur celle qui relève du processus de production « marchand », complètement décorrélé de leur propre activité, et rattachée à la production de ces routes par une tout autre circulation que celle de ses usagers.

La valorisation de ces fonctionnaires n'est pas le fait de la « circulation simple » mais de la circulation... du capital. Ce qui se traduit par le fait qu'on est plutôt dans une activité *subventionnée* que dans une production salariée.

De facto, ce qui caractériserait donc ce « secteur non marchand », c'est que les individus, pris dans son procès de production en tant qu'agents économiques, n'y échangent pas leur activité « substantielle » dans un rapport producteur/consommateur réciproque. Et c'est ce que Friot, objecte, à juste titre à Harribey qui lui-même prétend le contraire. Car selon ce dernier la « transmutation » de la valeur y est opérée non plus par l'échange « marchand » mais par une sorte d'alchimie propre à la « sphère non marchande ».

<sup>106</sup> Et qui en seraient donc co-propriétaires... d'usage et de production.

Du coup, la conséquence de cette « dicotomie » des sphères est que, pour Harribey<sup>107</sup>, les retraités (et autres « inactifs »), contrairement aux « actifs » y compris fonctionnaires, n'étant pas plus producteurs de cette « valeur non marchande » que de la (vile) « valeur marchande », ne peuvent pas produire « leur propre valeur », telle que restituée en « pouvoir d'achat » par leurs pensions.

Là est la « différence » ...

Tu observes d'ailleurs fort justement que :

« Tout ce qui est produit par des fonctionnaires est d'ailleurs aujourd'hui abondamment “externalisé”. »

Je préciserai pour ma part : « tout ce qui *était* produit »... dans le cadre du service public est désormais de plus en plus « externalisé » comme tu dis. Non seulement par sous-traitance ou délégation (de monopole ou de service public), mais aussi par privatisation pure et simple de pans entiers de l'économie de production, notamment la santé, la production et distribution d'énergie, les télécommunications, les transports publics, etc.

Et tu conclus que :

« Ce n'est donc pas tant qu'il n'y a pas valeur d'usage et consommation, mais qu'il n'y a pas vente, échange/marchand entre le producteur et le consommateur. »

Ce qui n'est pas faux mais ne veut pas dire grand chose formulé ainsi :

« En ce sens la valeur n'est-elle pas davantage réalisée dans l'échange marchand que dans la consommation? »

On peut simplement dire que les fonctionnaires ne produisent pas la valeur d'échange qui les rémunère (contrairement à ce que prétend Harribey) et pas davantage que ne le font les retraités (contrairement à ce que prétend Friot).

Si je me suis étendu sur cette controverse, de mandarins « rebelles » en mal de reconnaissance, c'est qu'elle porte quand même sur une problématique plus sérieuse que leurs controverses de scolastique lénifiante de gogoche. Au delà de la rhétorique de théologie négative, elle fournit le matériau d'une pédagogie *effective* de Marx, typiquement dialectique, et en rapport avec le « présent » du débat social et politique.

---

<sup>107</sup> contrairement à ce qu'affirme son « pair » Friot (qui introduit à cette fin sa notion de « valeur économique »)

> p.20 tu dis que police, administration, éducation publique ne produisent pas de valeur commensurable, “car ce type de produit d’activité sociale, selon Marx « cesse d’être non seulement marchandise, mais produit, car elle n’est marchandise que parce que non valeur d’usage pour son possesseur, ou encore le travail de celui-ci n’est du travail réel que comme travail utile pour d’autres et il n’est utile pour lui-même que comme travail général abstrait » ; La « transsubstantiation » étant de ce fait impossible, le paiement en équivalent universel monnaie ne peut qu’être prélevé... ailleurs.” Je trouve la citation sans rapport car police éducation publique et administration produisent bien une valeur d’usage pour d’autres et non pas pour leur producteurs.

On n’est pas flic pour son plaisir personnel mais bien pour rendre un service d’ordre à la communauté, ou encore on ne donne pas cours pour son bénéfice personnel mais pour instruire les élèves. Ce travail n’est bien utile pour eux que comme travail général abstrait leur donnant accès par voie de leur salaire au travail des autres en échange, condition de leur vie même, comme tout travailleur.

Ici il faut bien comprendre que la question soulevée n’est pas celle de savoir si  
« police éducation publique et administration produisent bien une valeur d’usage pour d’autres et non pas pour leur producteurs » ;

Mais de savoir comment cette valeur d’usage devient-elle une valeur d’échange et comment « l’évaluer ». On se contrefiche donc de savoir si :

« on n’est pas flic pour son plaisir personnel mais bien pour rendre un service d’ordre à la communauté, ou encore on ne donne pas cours pour son bénéfice personnel mais pour instruire les élèves ».

On est chez Marx, pas chez Husserl, Weber , Nietzsche ou Bourdieu !

On ne fait pas de psycho-sociologie de bazar assaisonnée « d’économisme vulgaire ». On est dans « *l’anatomie de la société civile* » et non pas dans le décryptage de ses postures morales. On est dans une critique de la théorie de **la** valeur libérale et non la recension **de ses** « valeurs ».

C’est pourquoi, quand Marx dit que le produit d’une activité :

« **cesse d’être non seulement marchandise, mais produit, car elle n’est marchandise que parce que non-valeur d’usage pour son possesseur, ou encore le travail de celui-ci n’est du travail réel que comme travail utile pour d’autres et il n’est utile pour lui-même que comme travail général abstrait** » ;

Cela s’applique évidemment à « police éducation publique et administration » car ça nous renvoie à la remarque [11](#) du Capital, évoquée plus haut :

« Le paysan au Moyen Age produisait la redevance en blé pour le seigneur féodal, la dîme en blé pour la prêtraille. Mais ni le blé de la redevance, ni le blé de la dîme ne devenaient marchandise, du fait d’être produits pour d’autres. **Pour devenir marchandise, le produit doit être livré à l’autre , auquel il sert de valeur d’usage, par voie d’échange .)** »

Il est donc important, pour bien comprendre la critique de Marx et sa fécondité dans le cadre de la problématique qui nous intéresse, de saisir ce que réfère Marx quand il parle de « produit », de « valeur » mais aussi de « travail général abstrait ». C'est au cœur du débat qui réunit et oppose Friot et Harribey sur la question de la « valeur (du) travail ». J'ai même observé ces dernières années que cette confusion est à l'origine d'une pandémie théorique, affectant la quasi totalité des « économistes » et/ou « sociologues » universitaires se réclamant du marxisme. Un « pseudo-marxisme-marxien » dont le symptôme général est qu'ils en viennent à tous s'en défaire pour évoluer vers une totale extériorité avec le corpus et la logique de la critique de l'économie politique par Marx<sup>108</sup>.

> Les fonctionnaires n'ajoutent pas de valeur. Or Friot montre qu'à certains moments de l'histoire, quand on salarie des boulots qui avant relevaient du bénévolat (ex : les infirmières) le PIB augmente. il y a donc ajout de valeur, non?

Il y a en effet ajout de valeur **d'échange**, en tant que consommée/réalisée via l'échange, et mesurée selon les abaques comptables de l'agrégat PIB, mais non pas « ajout » de valeur d'usage « produite ». Car, c'est la circulation du capital qui incrémente ici le calcul du PIB. Où si tu préfères, la circulation du capital réinjecte la même marchandise, valorisée sous sa forme universelle monétaire, dans la circulation développée de la marchandise (telle que déterminée par le mode de production capitaliste).

Friot serait parfaitement fondé à s'appuyer sur cet exemple s'il s'agissait pour lui de faire une critique du PIB comme évaluation de ce qu'il désigne comme « valeur économique » du « Produit » de l'activité, du « travail concret » (ce qu'il appelle la « valeur économique »). Mais tel n'est pas son propos.

C'est pourquoi Harribey, s'appuyant lui-même sur la méthodologie du PIB (sans plus en faire la critique que Friot), a alors beau jeu de lui faire observer que, selon cette même approche, les retraités ne produisent pas *réellement* la « valeur » de leur pension<sup>109</sup>.

Car, telle qu'elle est rapportée au PIB, quelle que soit l'activité du retraité et dès lors qu'elle ne s'inscrit pas dans la « circulation simple » et l'échange, « elle n'est utile pour lui-même que comme travail général abstrait » et « non-valeur d'usage pour son possesseur, ou encore : le travail de celui-ci n'est du travail réel que comme travail utile pour d'autres »

Réciproquement Friot peut lui objecter, à juste titre, que cette activité, fut-ce comme travail général abstrait, est bien incorporée au PIB, *mais au titre de la consommation et non de la production*.

En tant que « débouché » et « pouvoir d'achat » et non en tant que production en rapport avec le « travail concret » supposé objet de cette production.

<sup>108</sup> singulièrement ici : la critique de la théorie libérale de la valeur sociale.

<sup>109</sup> Ce que Friot rattache à la valeur économique, faute de pouvoir lui trouver une correspondance dans le corpus de Marx. Notons à ce propos qu'il s'agit bien chez Friot qui est ici plus kantien que marxiste, d'une « valeur morale », impliquant un transcendantal à cette morale que Friot finit par révéler comme « responsabilité écologique » !

P. 15 note de bas de page : Qu'il n'y ait pas de TVA ce n'est pas une preuve à mon sens (du moins en l'état actuel de ma piètre compréhension des phénomènes macro-économiques). Il n'y a pas de transaction monétaire donc il ne peut bien évidemment y avoir de taxe à cet endroit.

Une preuve de quoi ? Je signale simplement que dans ses objections à Friot, Harribey évoque le fait que le consommateur paie et donc consomme... de la TVA. Donc une taxe sur la *valeur ajoutée*, en semblant ignorer que les services « non-marchands » qu'il met en avant ne sont précisément pas assujettis à la TVA (Cf. la définition réglementaire de l'assiette et du champ d'application de la TVA).

Dans la note que tu évoques j'observe au passage que *du point de vue comptable et fiscal* la non affectation de TVA implique que la production de ces services *n'ajoute pas de valeur à la valeur qu'ils font circuler*. Ce qui est contradictoire avec le reste de l'argumentation d'Harribey, aussi bien qu'à celle de Friot... Puisque, pour l'un comme pour l'autre, il s'agit d'évaluer cette « valeur » que produirait l'agent économique en dehors du « secteur marchand », l'un comme l'autre en s'appuyant sur le calcul du P.I.B., qui repose lui même sur cette « valeur ajoutée ». Ce qui montre surtout le caractère illusoire de leur conception de la *valeur* qu'ils associent à leur idée de la *production* et du travail « *concret* ».

p. 26 Plus tard dans le texte, tu mentionnes effectivement ce fait que l'augmentation des agents de la fonction publique augmente le PIB en renvoyant plus bas aux notions que tu vas développer sur le PIB, notamment en disant qu'effectivement la valeur produite dans le public était comptée deux fois, mais je n'ai pas compris. Il y a trois façons de compter le PIB, dans le texte on ne comprend pas bien comment tu les mobilises. → Tout l'enjeu d'un échange/atelier de vive voix si tu en es d'accord.

C'est en effet un point et même un enjeu « empirique » important.

Revenons en donc à la définition « officielle » du PIB ([voir ici son origine historique](#) associée à la crise des années 1930) et pour faire « simple » voyons :

D'abord : de quoi le PIB est-il le nom ?

L'agrégat PIB représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes d'un pays.

Puis : comment est-il calculé ?

Cette notion peut se définir de trois manières.

Donc selon 3 méthodes , supposées aboutir au même résultat, dont il faut bien se souvenir que ça n'est pas à proprement parler un résultat comptable mais un agrégat statistique « normé » et basé sur des données comptables :

1. Le PIB est la somme des **valeurs ajoutées** brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des **impôts moins les subventions sur les produits** (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
2. Le PIB est la somme des **emplois finaux** intérieurs de biens et de services (**consommation finale effective**, formation brute de **capital fixe**, **variations de stocks**), plus les exportations, moins les importations ;
3. Le PIB est la somme des **emplois des comptes d'exploitation** des secteurs institutionnels : **rémunération des salariés**, **impôts sur la production** et les importations **moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte**.

Derrière le jargon institutionnel, il faut surtout retenir qu'il s'agit

- d'évaluer et mesurer en monnaie nationale,
- le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes d'un pays,
- autrement dit **la valeur totale de sa production nationale**,
- en faisant la somme des **valeurs ajoutées induites par cette production**,
- évaluées **selon les valeurs des consommations** (emplois finaux),
- collationnées dans les **comptes d'exploitation** des divers entreprises et institutions participant de cette production strictement intra-nationale,
- incluant la fiscalité « nette » (impôts moins subventions) tirée de cette valeur de production ainsi que les ... profits éventuellement afférents (excédents et revenus mixtes).

Selon cette présentation on pourrait imaginer qu'on ne doit pas et qu'on ne peut pas compter deux fois une même production.

Le problème est qu'on ne décompte pas des productions mais des consommations (en valeur... d'échange).

Or, une même production est présumée donner un seul et même équivalent en valeur marchande tout en attestant qu'une partie de cet « valeur produite » est aussi soustraite ( profits, impôts, taxes, cotisations, etc. ) de la valeur effectivement consommée lors de l'échange (entre producteurs et consommateurs).

Et cette partie réalisée par le producteur, mais *de facto* « non consommée » par lui au titre de l'échange, va agréger une sorte de circulation parallèle de la valeur : **la circulation du capital...** dont le « flux » est ainsi alimenté par la création de *pouvoir d'achat...* du consommateur.

C'est ainsi que le PIB, par nature capitaliste et par méthode comptable, doit nécessairement restituer la nature dialectique des déterminations du procès de production. Mais il doit le faire dans des livres « en partie double », relevant d'une double comptabilité !

Celle de la circulation simple *et* celle de la circulation du capital.

C'est là un symptôme typique de la contradiction centrale du processus lui-même. La comptabilité nationale doit, à l'instar de son homologue « privée », faire injure au principe même « d'authenticité » de la comptabilité en partie double, car pour équilibrer « sincèrement » ces comptes il faut les falsifier. De sorte qu'une partie de cette portion de valeur d'échange va (re)financer d'autres consommations que celles des productions dont elle est issue, **sans passer par l'échange**.

C'est alors qu'on a une consommation sans production mutuelle et réciproque. Selon ce type « d'agrégat », pour éviter les « doublons », autrement dit qu'une même valeur ajoutée soit comptée deux fois (dans le PIB), il faudrait qu'elle soit entièrement consommée lors de l'échange. C'est à dire qu'il faudrait que lors de la vente/réalisation le résultat soit « *intégralement* » réparti entre les producteurs/consommateurs... « par voie d'échange » comme précise Engels, et sans « reste », sans « excédent » à proprement parler « d'exploitation ». Autrement dit sans rien qui reste à accumuler... le capitalisme ne pourrait alors se concevoir. C'est pourquoi le mode de calcul du PIB ne peut *réellement* restituer la valeur « brute » du Produit du travail qu'il prétend mesurer.

Pourtant, même si nous abolissons le profit et l'exploitation capitalistes, cette problématique de « répartition de la richesse produite collectivement » n'est pas résolue. Elle va d'ailleurs occuper pas mal de pages du Capital, impossibles à résumer ici, mais Marx en a fait une synthèse particulièrement claire et distincte, quasiment « comptable », dans les « gloses marginales » de la Critique du programme de Gotha... Où Marx répond aux niaiseries (libérales) de Lassalle qui, annonçant notre gauche actuelle (à la Piketty, adeptes du « commun » et autres atterrés), proclamait dans son programme que :

*« L'affranchissement du travail exige que les instruments de travail soient élevés à l'état de patrimoine commun de la société et que le travail collectif soit réglementé par la communauté avec **partage équitable du produit** »<sup>110</sup>*

À quoi Marx répond, d'abord à sa manière « philologique » impitoyable ([voir le passage](#)) puis déroule une brève démonstration économétrique, comptablement impeccable :

Si nous prenons d'abord le mot « produit du travail » (*Arbeitsertag*) dans le sens d'objet créé par le travail (*Produkt der Arbeit*), alors le produit du travail de la communauté, c'est « la totalité du produit social » (*das gesellschaftliche Gesamtprodukt*).

Là-dessus, il faut défalquer :

*Premièrement* : un fonds destiné au remplacement des moyens de production usagés;

*Deuxièmement* : une fraction supplémentaire pour accroître la production;

*Troisièmement* : un fond de réserve ou d'assurance contre les accidents, les perturbations dues à des phénomènes naturels, etc.

Ces défalcatons sur le « produit intégral du travail » sont une nécessité économique, dont l'importance sera déterminée en partie, compte tenu de l'état des moyens et des forces en jeu, à l'aide du calcul des probabilités; en tout cas, elles ne peuvent être calculées en aucune manière sur la base de l'équité.

**Reste l'autre partie du produit total, destinée à la consommation.**

**Mais avant de procéder à la répartition individuelle, il faut encore retrancher :**

*Premièrement les frais généraux d'administration qui sont indépendants de la production.*

Comparativement à ce qui se passe dans la société actuelle, cette fraction se trouve d'emblée réduite au maximum et elle décroît à mesure que se développe la société nouvelle.

*Deuxièmement : ce qui est destiné à satisfaire les besoins de la communauté : écoles, installations sanitaires, etc.*

Cette fraction gagne d'emblée en importance, comparativement à ce qui se passe dans la société actuelle, et cette importance s'accroît à mesure que se développe la société nouvelle.

*Troisièmement : le fonds nécessaire à l'entretien de ceux qui sont incapables de travailler, etc., bref ce qui relève de ce qu' on nomme aujourd'hui l'assistance publique officielle.*

C'est alors seulement que nous arrivons au seul « partage » que, sous l'influence de Lassalle et d'une façon bornée, le programme ait en vue, c'est-à-dire à **cette fraction des objets de consommation qui est répartie individuellement entre les producteurs de la collectivité.**

Le « produit intégral du travail » s'est déjà métamorphosé en sous-main en « produit partiel », bien que **ce qui est enlevé au producteur, en tant qu'individu, il le retrouve directement ou indirectement, en tant que membre de la société.**

<sup>110</sup> Voir la note d'Engels renvoyant au Capital, t. I. p. 90

<https://www.marxists.org/francais/marx/works/1875/05/18750500a.htm#sdfootnote7sym>



De même que le terme de « produit intégral du travail » s'est évanoui, de même nous allons voir s'évanouir celui de « produit du travail » en général.

Au sein d'un ordre social communautaire, fondé sur la propriété commune des moyens de production, les producteurs n'échangent pas leurs produits; de même, le travail incorporé dans des produits n'apparaît pas davantage ici comme valeur de ces produits, comme une qualité réelle possédée par eux, puisque désormais, au rebours de ce qui se passe dans la société capitaliste, ce n'est plus par la voie d'un détour, mais directement, que les travaux de l'individu deviennent partie intégrante du travail de la communauté.

**L'expression : « produit du travail », condamnable même aujourd'hui à cause de son ambiguïté, perd ainsi toute signification.**

{...} Je me suis particulièrement étendu sur le « produit intégral du travail », ainsi que sur le « droit égal », le « partage équitable », afin de montrer combien criminelle est l'entreprise de ceux qui, d'une part, veulent imposer derechef à notre Parti, comme des dogmes, des conceptions qui ont signifié quelque chose à une certaine époque, mais ne sont plus aujourd'hui qu'une phraséologie désuète, et d'autre part, faussent la conception réaliste inculquée à grand-peine au Parti, mais aujourd'hui bien enracinée en lui, et cela à l'aide des fariboles d'une idéologie juridique ou autre, si familières aux démocrates et aux socialistes français.

**Abstraction faite de ce qui vient d'être dit, c'était de toute façon une erreur que de faire tant de cas de ce qu'on nomme le partage, et de mettre sur lui l'accent.**

Dans cette conclusion de Marx, éminemment sociale et politique au terme d'une démonstration essentiellement économique, on peut voir très clairement ce qu'est **l'objet marxiste de la critique de l'économie politique, sa portée et sa fécondité aujourd'hui.**

Car, c'est bien de ce « produit du travail » qu'il s'agit ici ...

« *Hic Rhodus, hic salta* » ...

C'est le tour « paradoxal » du « salto mortale » de la marchandise capitaliste, et la contradiction qu'y pointe Marx, qui expliquent et justifient l'objection candide d'Harribey à Friot, sollicitant la logique présumée du PIB :

« Si l'on suit Bernard Friot, puisque selon lui les retraités, les parents et les chômeurs produisent, la valeur qu'ils produisent devrait être ajoutée à celle déjà comptabilisée au niveau primaire. »

Voir aussi, page suivante, ma réponse à propos de ta question sur la page 11.

> p. 19 “En pratique et donc en réalité toute la valeur monétisée, budgétée et payée par l’État, dans le cadre du financement des salaires de ses agents n’est pas seulement réalisée, elle est tout aussi nécessairement produite, préalablement, mais... dans le secteur marchand.” Qu’elle soit incluse, c’est évident, mais si elle est produite dans le secteur marchand, je ne vois pas quel apport tu conserves au travail de Bernard Friot ?

Sur ce point précis je ne suis nullement en désaccord avec Friot, qui ne dit pas autre chose. En particulier sur ce qui nous intéresse ici et qui est au cœur de la controverse « Friot/harribey ». Comme je te l’ai déjà précisé c’est un point sur lequel j’ai défendu Bernard Friot contre Harribey et sa « mécanique des sphères » marchande et non-marchande...

> p. 11 Quand tu dis que la notion de répartition primaire et secondaire n’a pas de sens je veux bien te croire mais il est difficile de se représenter ces flux tels qu’ils ont lieu dans la réalité. → Renvoie à l’atelier “flux macro-économiques et circulation de la valeur”.

C’est un des immenses mérites des travaux de Marx d’avoir su appliquer, avec une parfaite rigueur méthodologique, sa logique dialectique (et matérialiste) à la compréhension du processus de production. Dans sa « formule générale », en distinguant et identifiant le « noyau rationnel » qui détermine et anime ce procès de « circulation », Marx ne te parle pas de monnaie ou de répartition « primaire et secondaire » à la manière des économistes vulgaires (du genre des auto-proclamés marxistes atterrés ou des tenants de la « *wertkritik* ») mais de *circulation simple* et de *circulation du capital*.

Dans mes précédentes réponse j’ai fait une assez large place à la critique analytique de ces « flux » par Marx, mais nous pourrions développer cet aspect de l’analytique du Capitalisme par Marx lors d’un petit atelier, en vue duquel je recommande la lecture propédeutique des chapitres :

Le Capital - Livre premier

PREMIÈRE SECTION : LE CAPITAL EN GÉNÉRAL

**Chapitre II : La monnaie ou la circulation simple**

et

Le développement de la production capitaliste

II<sup>o</sup> section : la transformation de l’argent en capital : **Chapitre V : Les contradictions de la formule générale du capital**

> p. 23 attention l’idée de qualification n’est pas proposée par Friot : elle existe bel et bien à travers les barèmes de la fonction publique et des conventions collectives.

Bien sur, et elle est même présente depuis belle lurette dans la plupart des conventions collectives, depuis qu’il existe des conventions collectives... et encore bien avant.

>P. 30 Dans une société qui se voulait « de consommation » voire de « jouissance sans entrave », ce genre de conflit moral et les scrupules dissuasifs qu'il pourrait susciter chez les nombreux citoyens promus au statut de « consommateur-cueilleur », avaient de quoi préoccuper les esprits les plus éclairés parmi nos élites. La priorité de l'accumulation était désormais d'assurer le débouché, donc soutenir le consommateur sans la charge du producteur. Deux solutions complémentaires vont s'imposer : la dette publique et « la sobriété heureuse ». De là le démantèlement du « circuit du trésor » fondé sur une logique monétaire d'investissement, d'équilibre extérieur, de souveraineté économique et de production auto-financée. De là le renversement déflationniste, les « délocalisations », l'explosion de la dette publique, la bulle financière, la bancocratie privatisée, etc. Mais dans la sphère idéologique non-marchande d'autres idées allaient être promues dans une perspective de « réenchantement » du « peuple de gauche ».

C'est assez bien résumé...

Ce paragraphe riche et fourni qui met en lien de nombreux phénomènes d'ordre économique mériterait d'être davantage détaillé pour les néophytes, notamment sur la déflation. Du reste, par consommateurs-cueilleurs j'imagine que tu cibles la néo-petite bourgeoisie occupée par les postes "créatifs", "intellectuels" etc. Que signifie exactement pour toi "sans la charge du producteur" car à première vue pour les capitalistes qui les emploient ils sont simplement beaucoup mieux payés, on ne voit pas immédiatement où est la belle affaire. Pour qu'ils puissent consommer, il faut bien qu'ils aient de quoi. Peut-être raisonnes-tu à l'échelle internationale, ou alors sur un autre plan que celui de la valeur marchande.

Je veux dire qu'il s'agit là d'assurer le *débouché*, c'est à dire fonctionnellement ce qu'il est convenu d'appeler le *pouvoir d'achat* du consommateur, mais sans la *charge* d'exploitation, c'est à dire ce que désigne dans la vulgate actuelle le « *coût du travail* », autrement dit la « masse salariale » que représente le producteur en tant que tel. Le tour paradoxal que tu évoques ici, est une manière de percevoir la contradiction « centrale » de la valorisation capitaliste, pointée par Marx (dans les Grundrisse) :

**« Le capital est lui-même la contradiction en tant que processus, en ce qu'il s'efforce de réduire le temps de travail à un minimum, tandis que d'un autre côté il pose le temps de travail comme seule mesure et source de la richesse.**

**C'est pourquoi il diminue le temps de travail sous la forme du travail nécessaire pour l'augmenter sous la forme du travail superflu ; et pose donc dans une mesure croissante le travail superflu comme condition – question de vie ou de mort – pour le travail nécessaire. »**

Sans doute est-il bon de rappeler que le « travail *superflu* » dont Marx parle ici correspond à ce qu'il désigne comme « *sur-travail* » dans le *Capital*, source opérationnelle de la production de la « *sur-valeur* » (chère à Julien) . Cette *sur-valeur* est souvent traduite par le terme « *plus value* » qui est cependant un « faux ami » dans le vocabulaire comptable courant, où il désigne tout à fait autre chose que la *sur-valeur* de Marx. Ceci rappelé pour éviter les sempiternels confusions et amalgames sur la terminologie, bien que le contexte de leur usage par Marx en donne toujours le sens implicite.

Comment la « belle affaire » du bourgeois (ou de *l'actionnaire*, si on veut) ne peut-elle ici s'expliquer que par le fait que « *les capitalistes qui emploient des néo-petits-bourgeois* » *les gratifieraient de bien meilleurs salaires pour maximiser* (optimiser comme ils disent) *leur sur-travail, sous la forme de « travail superflu » ?*

Pour comprendre il faut voir tout ça, encore une fois, comme une *contradiction en procès*. C'est à dire un processus où le dualisme dialectique de la valeur « en circulation » se manifeste à tous les niveaux analytiques, dans les catégories pertinentes. Si nous repartons du dualisme du sujet économique vu comme producteur/consommateur, ici nous sommes dans le moment de la nécessaire valorisation de sa face consommateur, en tant que débouché et pouvoir d'achat. Le néo-petit-bourgeois parasite est *survalorisé* à ce titre, par ce que la *sur-valeur* est à ce prix... La *sur-valeur* est une quantification du *sur-travail* déterminée au moment de la vente, de la réalisation de la valeur d'usage. Or, ce sont les mêmes sujets, tour à tour producteurs et consommateurs qui financent la valeur d'échange, avec leur « pouvoir d'achat ». « *Mais en même temps* » cette « *survalorisation* » de leur activité productive ne doit pas affecter le « coût » de la marchandise qui circule, au-delà de ce qui laisse une « marge ». Il est d'ailleurs amusant d'observer comment la doxa de nos « économistes vulgaires » sur la mystification du « coût marginal » est doctement proclamée (et gobée) *urbi et orbi* par les plus « radicaux » de nos imprécateurs éco-lo-futurologues du genre de Rifkin<sup>111</sup>.

Cette équation du « producteur/consommateur de sa propre valeur » n'a pas de résolution « *profitable* » dans la géométrie de la circulation simple. Elle est pourtant résolue au monde libéral de l'économie politique : par la « magie » de la circulation « parallèle » (et plus ou moins « occulte ») ... du capital, redoublant celle de la marchandise. Nous y revoilà ...

La « belle affaire » n'est donc pas « immédiate » comme tu dis... Et elle doit même être *médiatisée*, à la mesure croissante de la contradiction dont elle est le symptôme :

- d'une part, du côté du *producteur*, pour augmenter au maximum le ratio de *sur-travail* par rapport au travail strictement nécessaire ;
- d'autre part, du côté du *consommateur*, pour le valoriser au maximum, en vue de maximiser la réalisation monétaire de la valeur d'usage, dont il a la « charge »..
- enfin et surtout, du côté de son *financement* par le truchement essentiel de la circulation du capital qui dans ce cas est mobilisée pour financer le *débouché* (la consommation) et non *l'investissement* (la production).

Il me semble important de souligner au passage la modalité, ou la forme si tu préfères, de la *séparation* de classe, qui se manifeste ici très explicitement comme inhérente au rapport social de production déterminé par l'accumulation capitaliste.

Le résultat *individuel* de cette *séparation* est ton « *néo-petit-bourgeois* » aliéné en

<sup>111</sup> [Jeremy Rifkin](#) 2014 : *La nouvelle société du coût marginal zéro* (voir plus loin, de quoi il s'agit)

ceci qu'il ne peut et ne doit pas « peser » sur la production de ce qu'il consomme<sup>112</sup> et tendanciellement doit donc effectuer le minimum de travail « nécessaire », susceptible d'être réalisé par voie d'échange. Tout simplement par ce que, dans la logique libérale « équitable » du capitalisme, le produit de son activité ne pourrait trouver preneur sur le marché, du fait de son « prix », c'est à dire de son « coût de travail » surévalué en regard de la valeur de ce qu'il consomme pour sa production. On est là au cœur « schizophrénique » du producteur/consommateur « responsable » (donc « décroissant ») et essentiellement « soutenable »... par le libéralisme. Le cas le plus « critique », donc le plus « clair », étant celui du dilemme de l'auto-entrepreneur... de lui-même, le trans-humain du futur. Car alors la séparation aliénante redevient celle de l'individu d'avec le propre produit de son seul travail et non d'avec le travail d'un autre. Cet autre redevient lui-même et c'est ainsi que l'on retrouve le travail aliéné original. Celui de la séparation de classe.<sup>113</sup>

Car, « l'affaire », pour l'actionnaire qui emploie ce fort-consommateur idéalement « décroissant » (donc fort peu producteur), c'est que l'activité de ce dernier doit devenir du travail à haute teneur en « superflu »... en sur-travail. Ce qui se traduit en pratique par le fait qu'une part toujours plus faible de son temps de travail « nécessaire » doit suffire à produire son « quantum » de « valeur-travail », incorporé au bien ou service qui permet de le valoriser sur le marché.

Mais, à la différence du prolétaire, et c'est ce qui caractérise le « néo-petit-bourgeois », ce ratio optimal de sur-travail n'est pas le résultat de prétendus « gains de productivité ». Il est le résultat attendu et obtenu d'une forte *rationalisation* (= *concentration*) de la *circulation*, principalement dans la phase critique de la *réalisation* par la *consommation*, mobilisant « massivement » les soit-disant « nouvelles pratiques » prétendument Hi-tech du « numérique ».

En termes marxistes cela se traduit assez classiquement dans le *procès de production*, par une croissance tendanciellement in-finie du « travail mort » - celui qui met celui en œuvre le *capital constant*, au détriment du « travail vivant » - c'est à dire le « *capital variable* » (force de travail investie dans la production). Ça me semble donc être le bon moment de rappeler la fameuse « Loi de baisse tendancielle du taux de profit » telle que Marx l'énonce à la fin *Capital*, au livre III section 3 :

« Un même taux de sur-valeur, avec un même degré d'exploitation du travail, donne lieu à un taux de profit allant en décroissant, lorsque la valeur du capital constant et par conséquent la valeur du capital total vont en augmentant. »

Rappelons que chez Marx, dans le *procès de circulation*, c'est le *capital fixe* qui est dialectiquement distingué du *capital circulant*, ce dernier agrégeant les achats consommés (consommations intermédiaires) et le travail consommé (pour la production) et mesuré en « temps de travail » - via les salaires. Cette distinction est faite au livre II quand Marx développe le *procès de circulation*.

Le *capital fixe* étant pour Marx la part du capital relevant de l'investissement productif<sup>114</sup>. Mais, dans le livre I qui décrit le *procès de Production*. Marx confronte symétriquement le *capital constant* au *capital variable*.

<sup>112</sup> Ce qui est la définition canonique du « décroissant » qui doit donc consommer sans produire.

<sup>113</sup> Et tout ça n'a évidemment rien à voir avec la « réification » chère aux adeptes de l'école de Francfort.

<sup>114</sup> À la différence de la logique de bilan comptable, où le capital fixe est l'ensemble des actifs ( au sens de ce qui est du aux actionnaires) destinés à être utilisés dans le processus de production « pendant au moins un an », à ce titre qualifiés de « biens durables » ( ça ne s'invente pas ! ).

Or, comme on sait, ce qui mesure « le degré d'exploitation du travail », dont part Marx dans sa « Loi », c'est précisément le ... sur-travail et la sur-valeur qu'il permet d'engendrer. Comme cette mesure s'exprime et se traduit en « durée du travail » elle est initialement la même, pour le travail nécessaire que pour le superflu, pour le travail comme pour le sur-travail qui n'en est qu'une proportion, donnant le « degré d'exploitation ».

C'est pourquoi, pour éviter que son taux de profit « aille en décroissant » selon sa pente naturelle, « lorsque la valeur du capital constant et par conséquent la valeur du capital total vont en augmentant », autrement dit optimise ses « actifs » (capital fixe) par accumulation de profit (à partir de la sur-valeur), Marx est ici dans l'idée (annoncée dans les Grundrisse) que l'actionnaire doit sur-valoriser « dans une mesure croissante le travail superflu comme condition – question de vie ou de mort – pour le travail nécessaire. », tout en réduisant d'une autre main le travail nécessaire qui est pourtant la source de son débouché.

Bref si le capital augmente (et en principe « c'est le but » du capitalisme)... pour maintenir, a fortiori augmenter, le taux de profit, il faut augmenter le taux de sur-valeur, donc de sur-travail, mesuré en temps de travail, rapporté au « capital fixe », au machines, infrastructures, etc. Mais comme le sur-travail est en rapport direct avec le travail cela implique une réduction du travail à un stade idéalement « résiduel » avec un taux de sur-travail maximal incorporé à ce travail résiduel. Il en résulte que ce travail résiduel, est lui même une contradiction en procès, manifestant l'« antinomie » entre deux valeurs dont l'une doit augmenter et l'autre diminuer, simultanément et comme résultat d'une même mesure.

C'est un des résultats théoriques essentiels de la critique de l'économie politique par Marx. Car c'est le point de départ de ce que Marx identifie comme « contradiction principale » du mode de production inhérent à l'accumulation capitaliste.

Au stade actuel du développement des forces productives en France, c'est ce qui provoque le chômage (de masse) et le déclassement (du « bas » de la classe moyenne en « lumpen-petite-bourgeoisie »).

Naturellement ce type d'« *Aufhebung* » libéral engendre de nouvelles contradictions, dont la première est que si notre individu « néo-petit-bourgeois » décroissant est bien pourvu en tant que consommateur, donc comme débouché pour la production des autres, ce qu'il produit doit également trouver des débouchés pour tout son propre *sur-travail*... « superflu »<sup>115</sup>. Sans quoi évidemment, l'actionnaire ne pourrait guère *réaliser* la sur-valeur, source de son profit accumulable, et n'accumulerait que des pertes d'exploitation. Et c'est cette « contradiction centrale » du mode de production inhérente à la circulation « simple » qui produit la fameuse « baisse tendancielle du taux de profit » que la circulation du capital a vocation à contrecarrer.

<sup>115</sup> Superflu *pour soi*, pour le *sur-travailleur* mais pas *en soi*, pour *l'actionnaire*.

Pour contrecarrer cette « tendance », dès lors que l'*équi-valence* est de plus en plus *ir-réalisable* dans son cadre « naturel » de l'échange et de la circulation « simple » (M-A-M), elle doit donc se compenser (comme disent les banquiers et les comptables) par le truchement de la circulation parallèle du capital :

- soit par un ***échange « forcé » sur un marché « captif »*** : marché de monopole commercial ou industriel hégémonique, c'est la « tendance lourde » de l'économie « mondialisée » (« gafa », numérique, vente à distance, pub, com, etc.), qui cependant s'applique essentiellement à la *circulation/consommation* et non à la *production*

- soit ***sans échange*** : biens et services « public » affectés aux taxes, cotisations et prélèvements, « mais en même temps » de plus en plus « externalisés » comme tu dis, et dont le financement reste essentiellement redevable des taxes et prélèvements sur la production-circulation simple.

La « belle affaire » qui te préoccupe relève principalement du premier cas, mais le principe économique est général. Le cas de « l'échange forcé » est plus « immédiat » car il manifeste de la manière la plus actuelle la contradiction fondamentale pointée par Marx et à quoi on peut facilement identifier ce que Macron appelait « mon projet », celui du « nouveau monde » : celui qui permet l'arrivée d'un staff de fondés de pouvoir de banque aux commandes de l'État. Celui qui va s'appuyer sur une classe moyenne tendancielle réduite à sa portion congrue mais qui doit donc contrecarrer cette tendance « lourde ». C'est celui qui exprime « sans fard » le phénomène contradictoire de tes « neo-petits-bourgeois surpayés ». En réalité, ils ne sont nullement surpayés, - sinon relativement à ceux qui sont de plus en plus démonétisés. Ils sont simplement sur-valorisés mais à la mesure et dans la logique de la sur-valeur et du sur-travail requis. Je vais y revenir mais il est utile de noter au passage quelques conséquences qui donnent le sens de cette « contradiction en procès ».

Dans les deux cas distingués plus haut, on a une contrainte « asymétrique » de financement de la production<sup>116</sup>. Cela résulte du fait que, comme il n'y a pas de production réciproque pour financer la vente par celle du *débouché*, autrement dit : comme il n'y a pas de financement autonome de la demande face à l'offre, on a la nécessaire production d'une *dette privée* destinée à financer la réalisation par l'échange « équitable ». De plus, pour opérer cette « compensation » dissociée de la réalisation proprement dite, on active alors la circulation du capital : Argent-Marchandise-Arget, mais nécessairement « *sans passer par la case départ* » (M-A) de la production de valeur, « abondant » ce débouché.

<sup>116</sup> Résultat fondamental et très « contre-intuitif » de la critique de l'économie politique par Marx : ce ne sont pas les capitaux investis par le circuit financier qui financent la production mais les consommateurs qui financent les banques, qui peuvent ainsi réaliser... l'accumulation du capital. Point trop vaste pour être développé ici.

Une des conséquences facilement observables est une dette publique exponentielle - la dette privée française restant (provisoirement) moindre et largement compensée par l'épargne (principalement du fait de « l'État providence »).

La « dette française » est ainsi passée, dans les 50 dernières années de 15 à 100 % du PIB., validant, plus que jamais, les analyses de Marx :

« De nos jours, la suprématie industrielle implique la suprématie commerciale, mais à l'époque manufacturière proprement dite, c'est la suprématie commerciale qui donne la suprématie industrielle. De là le rôle prépondérant que joua alors le régime colonial. Il fut « le dieu étranger » qui se place sur l'autel, à côté des vieilles idoles de l'Europe; un beau jour il pousse du coude ses camarades, et patatras ! voilà toutes les idoles à bas ! »

« [...]La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste. La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique. Il n'y a donc pas à s'étonner de la doctrine moderne que plus un peuple s'endette, plus il s'enrichit. Le crédit public, voilà le credo du capital. Aussi le manque de foi en la dette publique vient-il, dès l'incubation de celle-ci, prendre la place du péché contre le Saint-Esprit, jadis le seul impardonnable.

[...]La dette publique opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive. Par un coup de baguette, elle dote l'argent improductif de la vertu reproductive et le convertit ainsi en capital, sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée. **Les crédi-teurs publics, à vrai dire, ne donnent rien, car leur principal, métamorphosé en effets publics d'un transfert facile, continue à fonctionner entre leurs mains comme autant de numéraire.** Mais, à part la classe de rentiers oisifs ainsi créée, à part la fortune improvisée des financiers intermédiaires entre le gouvernement et la nation - de même que celle des traitants, marchands, manufacturiers particuliers, auxquels une bonne partie de tout emprunt rend le service d'un capital tombé du ciel - **la dette publique a donné le branle aux sociétés par actions, au commerce de toute sorte de papiers négociables, aux opérations aléatoires, à l'agiotage, en somme, aux jeux de bourse et à la bancocratie moderne.** »

Pour en revenir à notre cas général de la circulation « développée »... dans une logique de l'échange, donc de la valeur sociale « soutenable » par le capitalisme. C'est celui qui permet et même commande nos « cent fleurs » du libéralisme, avec leurs incubateurs de starteupes et leurs maternités d'auto-entrepreneurs smartefonisés.

Pour qu'enfin « rivalisent cent écoles » de communicants, de créatifs, de finquentanques, de coachs, de n'importe-quoi-*managers*, de référents « en responsabilité », d'économistes atterrés, de collapsologues prophétiques, d'intellectuels d'influence, d'anthropologues citoyens, d'ethnologues du quotidien, d'archéologues des affects, de paléontologues des identités, de philologues des genres, d'ambianceurs de cordées, d'artisans du glamour, de concepteurs d'applis, d'immersifs immergés (et vice-versa), d'homéopathes de soi, d'addictologues, de sociologues, d'historiens des courants d'air, d'experts en rebellitude, d'assistantes sociétales, d'anachorètes subventionnés, de stylites résilients, de concierges des « communs », de conseillers virtuels, de télétravailleurs décroissants, d'artistes contemporains, de gastronomes du vivre ensemble, de prédicateurs radio, de télévangélistes de l'insurrection, d'animateurs occupationnels, de sages « doit-dire », d'élus écologistes, d'employés de voirie idéologique, etc.



Tout un florilège de nouveaux producteurs-innovants de nouveaux nouveaux-paradigmes de la « valeur économique » en circulation, sous les espèces chamarrées qui peuplent la nouvelle diversité de classe moyenne « au XXIème siècle ».

Toutes ces nouveautés sont placées sous la « haute autorité » bienveillante de « business angels » veillant à la juste « *réciprocité des attentions* »- encore un nouveau nouveau-paradigme qu'un de leurs « collaborateurs » ma révélé comme la forme la plus « trendy » de l'horizontalité en entreprise<sup>117</sup>, et supposée y garantir la pérennité et la performativité des avantages compétitifs du troupeau « en marche ».

Toute cette population de nouveaux « producteurs de leur valeur » relève d'un modèle empirique paradoxal mais déjà ancien et bien connu. C'est celui des « externalités » de Julien, mais des externalités qu'on pourrait qualifier d'*intégrées* (à la manière de Debord) - chez les marxistes lénifiants, tendance néo-libérale-libertaire ça donne, par exemple pour le multitudineux Negri : « le flux immatériel du travail cognitif » (sic!)<sup>118</sup>. Mais tout ça ne fait que reproduire l'« archaïque » modèle libéral de la production de la « réclame », devenue « pub » (com, etc.).

Une production dont la valeur est réalisée par la consommation de marchandises bien qu'elle ne produise et ne contienne rien de consommable par son consommateur.

Entendons-nous bien : il ne s'agit pas ici de dis-qualifier le travail et l'activité humaine que cela mobilise mais simplement de considérer les « flux » autrement dit la marchandise et sa valeur « en circulation » dans le cadre du processus de production et consommation... de cette valeur.

«Ne croirait-on pas que l'économiste emprunte ses paroles à l'âme même de la marchandise quand il dit : « La valeur (valeur d'échange) est une propriété des choses, la richesse (valeur d'usage) est une propriété de l'homme. La valeur dans ce sens suppose nécessairement l'échange, la richesse, non [36] .»

La richesse (valeur utile) est un attribut de l'homme ; la valeur, un attribut des marchandises. Un homme ou bien une communauté est riche, une perle ou un diamant possède de la valeur et la possède comme telle [37] .» Jusqu'ici aucun chimiste n'a découvert de valeur d'échange dans une perle ou dans un diamant.

Les économistes qui ont découvert ou inventé des substances chimiques de ce genre, et qui affichent une certaine prétention à la profondeur, trouvent, eux, que la valeur utile des choses leur appartient indépendamment de leurs propriétés matérielles, tandis que leur valeur leur appartient en tant que choses. Ce qui les confirme dans cette opinion, c'est cette circonstance étrange que la valeur utile des choses se réalise pour l'homme sans échange, c'est-à-dire dans un rapport immédiat entre la chose et l'homme, tandis que leur valeur, au contraire, ne se réalise que dans l'échange, c'est-à-dire dans un rapport social. »

Si aucun chimiste n'a encore pu isoler de telles substances occultes, l'alchimie de l'économie politique libérale en fait pourtant un usage immodéré. Le cas Google, pris à titre d'exemple, atteste de son actualité et de sa modernité.

<sup>117</sup> La « réciprocité des attentions » a fait son apparition dans la novlangue managériale, pour y soutenir l'idéologie du « care », autrement dit la « bienveillance » si prisée de nos « progressistes » radicaux.

<sup>118</sup> - voir plus loin

Si on met de coté les prestations marchandes « directes » (ventes d'espaces sur le « cloud », etc.) l'essentiel de la valeur « utile » consommée par les clients de google ne relève pas de ce que Marx désigne comme « un rapport entre la chose et l'homme », car la valeur d'échange se réalise dans un tout autre contexte de production.

Ce que « paie » le client de google ou des réseaux dits sociaux *idéalement ne vaut rien*. C'est supposé « gratuit », mais pas pour tout le monde évidemment, car quand même... ça coûte !

Or, pour réaliser cette valeur en sorte de payer *ce que ça coûte*, notamment les salaires de ceux qui fabriquent les « routes de la toile » et de ceux qui les promeuvent et les entretiennent, il faut « réaliser » ce qu'ils produisent, donc nécessairement dans un rapport social d'échange. La chose est supposée bien connue : tout ça est incorporé comme « valeurs ajoutées » à la valeur d'échange réalisée dans un rapport social, *mais un rapport social complètement distinct*, qui n'implique plus du tout la consommation et l'usage « gratuit » de ces « routes », de la circulation qu'on y observe avec ses « flux immatériels cognitifs » et autres « déplacement doux ».

Il ne me semble pas utile de développer ici les formes et modalités de ce rapport d'échange « distant », hélas aujourd'hui massivement répandu (ventes à distance de toutes natures, mais aussi et surtout « réseaux sociaux », pub, prospection, gestion, administration et intermédiation via internet, etc.).

Ce qui nous intéresse, ce sont les modalités et nécessités de cette forme de *consommation intermédiaire* et de la valeur produite ainsi consommée. Selon ces modalités et nécessités d'accumulation, le sur-travail est requis sous une forme particulière et particulièrement optimisée pour la simple raison qu'il y-a médiation entre deux types de consommateurs et de clients en situation de redoubler la dialectique producteur / consommateur :

1. le client « gratuit » qui ne paie pas le service rendu mais le valorise en tant que « chaland » drainé par Google, et de ce fait est le producteur de sa propre valeur, en tant que débouché pour ...
2. le client « payant » en tant qu'annonceur sur google, ou acheteur de ses listes de prospects, dûment « qualifiées », donc « survalorisés » au fil de leur auto-production par et dans l'espace « google ».



### **Cas client 1 : gratuit**

Google Ads vous permet de toucher les clients les plus intéressants. [S'inscrire »](#)

Vous pouvez commencer avec n'importe quel budget

120 €

Google vous offre un avoir publicitaire de 120 € maximum, équivalent au montant de vos dépenses publicitaires réalisées le premier mois. Utilisez le code promotionnel suivant : [AK33W-LTQPU-CHK6\\*](#). [Profiter de l'offre »](#)

ESSAYER GOOGLE ADS

### Cas client 2 : payant

Google

Recherche Google J'ai de la chance

Google Ads vous permet de toucher les clients les plus intéressants. [S'inscrire »](#)

Google Analytics

Vous pouvez commencer avec n'importe quel budget

120 €

Google vous offre un avoir publicitaire de 120 € maximum, équivalent au montant de vos dépenses publicitaires réalisées le premier mois. Utilisez le code promotionnel suivant : [AK33W-LTQPU-CHK6\\*](#). [Profiter de l'offre »](#)

ESSAYER GOOGLE ADS

Dans le « cas 1 » du client-chaland google se présente comme un « outil » com- mode et gratuit (d'information et de « re- cherche »... de consommation).

Tandis que pour le « cas 2 » , le client-fournisseur, avide de débouché pour sa production, google se présente comme une offre commerciale, hégémonique, voire mono- polistique, plus ou moins « incontour- nable ».

Sans entrer dans le détail de tout ce que cela implique, on peut déjà observer que l'alchimie libérale, ainsi optimisée par les « nouvelles technologies » *d'aide* à la *consommation*, permet ce brillant tour de magie que ce sont les *clients* ( 1 ou 2 ) de google, autrement dit les débouchés eux-mêmes, dûment smartefonizés, qui ali- mentent mutuellement la masse de « sur-travail » (en tant que travail « gratuit » ) génératrice de sur-valeur...

Du coup il ne reste plus guère de *travail nécessaire* à produire (et payer), sinon celui dévolu à l'activation du « capital mort », ce qui laisse pas mal de marge pour les « survivants », recrutés essentiellement parmi tes « neo-petits-bourgeois » : qui vont constituer les petits bataillons de la force de travail requise pour animer ce capital et le rendre productif... de sur-valeur.

La « bonne affaire » commence à se préciser.

Le cas Google est d'autant plus instructif et significatif que c'est un « business modèle » emblématique, car « idéal » : l'essentiel du travail nécessaire est obtenu par mobilisation du capital « mort » : les machines et infrastructures techniques, les réseaux, etc., et désormais... les clients eux-mêmes, dont la totalité de l'activité « sur le site », y compris processus de paiement, devient donc du sur-travail, « superflu » ... un travail dont par dessus le *marché* (si j'ose dire) les clients financent eux-même le « coût », au profit de l'actionnaire.

Idem fesse-bouc, touitteur, etc., avec la même inconsistance de la valeur d'usage ainsi produite et consommée, la même production de surtravail superflu par le consommateur lui-même. Dont résulte une survalorisation qui n'est pas moins superflue mais qui n'en n'est pas moins survalorisée, réellement donc rationnellement et à la mesure de sa nécessité « désirable ».

Pour vous illustrer ça de manière contradictoire et à titre d'intermède divertissant, je vous livre un bref extrait de : **L'appropriation du capital fixe : une métaphore ?** Antonio Negri, traduit de l'italien par Matteo Polleri Dans [Multitudes 2018/1 \(n° 70\)](#), pages 92 à 99, où ce charlatan de Negri, se proposant de « surplomber » le « catastrophisme » ambiant », se penche doctement sur la question et mobilise le corpus marxiste que je vous ai rappelé un peu plus haut, pour se demander : « [...] si, et éventuellement comment, les corps et les intelligences des travailleurs s'approprient la machine numérique. »

Et ça commence assez fort :

« Le nouvel impact de la machine numérique sur le producteur se déploie sous le commandement du capital ; le producteur cède de la valeur au capital constant pendant le processus de production, mais aussi, en tant que force-travail cognitive, il se connecte autant dans sa contribution productive singulière que dans son usage coopératif de la machine numérique, et les deux peuvent se confondre lorsque la connexion se développe dans le flux immatériel du travail cognitif. Dans le travail cognitif, le travail vivant, bien qu'il soit soumis au capital fixe quand il développe sa capacité productive, peut investir ce dernier, puisqu'il en est à la fois le sujet, la matière et le moteur vivant. Par conséquent, dans le cadre marxiste<sup>119</sup>, on a commencé à parler d'« appropriation du capital fixe » par le travailleur numérique, par le producteur cognitif. Quand on analyse les augmentations de productivités du personnel numérique, ou carrément les capacités productives des *millenials*, les thèmes et les problèmes soulevés jusqu'à présent se posent spontanément. »

<sup>119</sup> Naturellement ce que Negri appelle « le cadre marxiste » correspond assez bien à ce dont Marx disait que « si c'est ça le marxisme, alors une chose est sûre : je ne suis pas marxiste ! »)

De cet incipit alléchant, Negri conclue :

« Est-ce qu'ils constituent des réalités profondes, ou de simples métaphores ? »

Face à cette troublante interrogation, et comme Negri et ses « pairs » n'ont pas la moindre idée de la réalité de ce dont ils parlent (leur rapport au « travail concret » est totalement « cognitif ») la réponse « marxiste » n'est pas mal non plus :

« [...]Les concepts de capital constant et de la composition organique du capital, hérités du capitalisme industriel, s'en trouvent bouleversés. Les frontières du rapport entre travail vivant et travail mort (c'est-à-dire entre capital variable et capital fixe) sont désormais confuses. En effet – et c'est ainsi que Marx conclut le *Capital* à ce propos – du point de vue du capitaliste, le capital constant et le capital variable s'identifient en tant que « capital circulant » (*Capital* III, 1) et c'est du point de vue de ce dernier que la seule différence essentielle est celle entre capital fixe et capital circulant (*Capital*, III, 1). Et il s'ensuit que, du point de vue du producteur, le capital constant et le capital circulant s'identifient en tant que capital fixe, et donc la seule différence essentielle est celle entre capital variable et capital fixe : or, c'est justement sur le capital fixe que le capital variable cible tout intérêt de réappropriation. Les conditions émancipatrices de la coopération du travail vivant investissent et occupent d'une manière croissante les espaces et les fonctions du capital fixe. »

Moyennant toute cette « confusion » (revendiquée!), la « réappropriation » par les « communs » des « flux immatériels de travail cognitif » serait en cours... Ouf ! C'est le genre de « réenchâtement » que nos marxistes lénifiants et autres « intersectionnalistes » appellent « réactualiser Marx », pour nous gratifier de leur « Marxisme du XXIème siècle »...

Quoiqu'il en soit, nos « belles » affaires » du « capitalisme du XXIème siècle » n'ont aucun problème pour fournir de quoi consommer d'abondance, à leurs producteurs de valeur « intégrée »... Puisque, dans ce modèle « idéal » les salariés, producteurs-consommateurs appointés par ces entreprises, ne représentent qu'une part infime de la consommation afférente (autrement dit du Chiffre d'affaire et du P.I.B. correspondant).

Ici, il faut bien se souvenir que ce sont essentiellement les investissements qui coûtent... et ce sont ces investissements que nos néo-petits-bourgeois ont mission de valoriser en sorte qu'il y ait un « retour » sur investissement. Et c'est ainsi que comme dit Marx « l'argent donne de l'argent, comme les poiriers donnent des poires » ...

Ainsi, pour avoir une idée de ce que ces « flux immatériels de travail cognitif » peuvent donner, plutôt qu'essayer de comprendre les élucubrations enfumées de Negri et autres « atterrants », on peut par exemple regarder le docu diffusé par *arte* sur « BlackRock »<sup>120</sup>, plus ou moins comme on regarderait un film catastrophe particulièrement réaliste (et allemand), ou tout simplement... lire le *Capital*. L'avantage du capital critiqué par Marx c'est qu'on y trouve des réponses à des questions autres que celles que suggèrent les documentaires de l'appareil idéologique libéral, dont la morale finale se résume à : « que faire » pour « moraliser » la bancocratie financière ? Bref, on l'aura compris à la vue de ce film, l'ennemi pas ça n'est pas la finance c'est, comme disait Sapin : « *la mauvaise finance* » !

<sup>120</sup> Sur le site « les crises » : <https://www.les-crisis.fr/ces-financiers-qui-dirigent-le-monde-blackrock-par-arte/>

À part ça ( la « menace systémique » de BlackRock « dérégulé »), tout irait bien dans le meilleur des mondes capitalistes ... il faudrait simplement que les blackrocks se multiplient, pour créer un peu de concurrence, en sorte que cette « concurrence libre et non faussée » puisse « réguler » ( équitablement bien sur!) et « sécuriser » le marché ...

Tout ça nous permet de comprendre que la face « producteur » de notre sujet économique « néo-petit-bourgeois », son poids en terme de « coût du travail », est aisément « équilibré » par une face consommateur. Mais évidemment c'est celle d'un autre... celle des autres : les producteurs de leur propre consommation de valeur d'usage, qui ne se réalise pas plus dans l'échange marchand qu'elle ne se réalise dans le cas « sans échange », celui du « secteur non marchand » d'harribey, ou le monde « déjà là » du « salaire à la qualification » de Friot.

Le Hic vient du fait que la « satisfaction » des actionnaires ne peut « ruisseler » sur l'armée mécanisée dûment équipée des serveurs, réseaux et ressources transhumaines de « gestion et communication » robotisée, etc. aussi bien que sur l'ensemble de la société civile, qu'à la condition que le sur-travail de tous trouve preneur « en capacité » d'en payer le prix... aux actionnaires.

Car, comme le résume Marx « **l'échange d'équivalents n'existe pour les marchandises qu'en moyenne et non dans le cas individuel.** »<sup>121</sup>.

On en revient à la question de valorisation du débouché, qui vu sous cet angle n'est rien d'autre qu'un problème de baignoire et de robinet, qui se pose identiquement pour le service dit « public », autrement dit pour le budget de l'État, où il se répercute via la circulation du capital. D'autant plus que, au motif de « performativité performante » du modèle de production *durablement* libéral, le P.I.B. est de plus en plus massivement défiscalisé, occasionnant une croissance symétrique de la dette publique, alimentée par l'optimisation (fiscale) du sur-travail en sur-valeur « bankable ».

Ce qui se passe, tendanciellement et de plus en plus concrètement, c'est que les « bataillons mécanisés », suréquipés et dotés de soldes d'autant plus coquettes que leurs effectifs se réduisent, ne peuvent guère croître pour pouvoir embellir.

Cette même tendance entraîne l'accroissement réciproque du bobotariat d'État « mais en même temps »... son « déclin ». Car, cette « couche sociale » de classe moyenne et néanmoins « d'élite » a vocation « naturelle » à s'appliquer à *elle-même* sa propre vision spencerienne<sup>122</sup> du pseudo-darwinisme social... à la Macron, avec ses gares, ses trains « en marche » et ses premiers de cordée.

Au fil de la « réforme », on assiste ainsi au reclassement de l' « armée de petits-bourgeois de réserve » dans l'auto-entrepreneuriat « forcé ». Puis, dans la même logique « universaliste » d'équité et de justice (à la Rawls, et ses émules Piketty et Cie) se présentera la précarité sobrement soutenable et donc supposément « heureuse », entretenue à moindre frais par un « revenu universel » de subsistance : la retraite à points.

C'est ainsi que partant de l'universel concret de la « *cotisation salariale* », on en arrive au « *salaire à vie* » comme viatique de *résilience... responsable...* finalement un « *revenu universel* » fondé sur un « *statut du travailleur* » sur fond de « *responsabilité économique* », etc..

<sup>121</sup> Voir citation complète dans la réponse à la question suivante .

<sup>122</sup> Cf. les travaux de Patrick Tort.

Histoire de vous divertir une dernière fois, avec une note plus « ré-enchanteresse » évoquant cette même problématique sur le mode « new age » des tenants du « plan B » et autres futuro-economico-escrologistes, je vous livre une recension de Jeremy Rifkin, 2014, *La nouvelle société à coût marginal zéro*, Paris, Editions Les Liens qui Libèrent, par un certain Albert David, publiée dans [RIMHE : Revue Interdisciplinaire Management, Homme & Entreprise 2016/1 \(n° 20\)](#), pages 105 à 112 .

Comme le dit (sans rire) l'auteur de cette recension : « *La thèse développée dans cet ouvrage se résume assez simplement.* »... Chouette !

Et on va d'emblée être mis à l'aise puisque évidemment il s'agit de s'appuyer sur un ... « nouveau paradigme » (bingo), et pas n'importe lequel ... les « *communs* », rebaptisés « communaux » et dûment lestés du prédicat « *collaboratifs* ». À défaut de raisonner ça résonne bien et ça donne ceci, à grand renfort de *verticalité vs horizontalité* :

« Les communaux collaboratifs constituent un nouveau paradigme qui concurrence un système capitaliste qui a commencé son déclin. Cette évolution est permise par l'avènement d'un nouveau couple énergie-communication qui signe la troisième révolution industrielle : la combinaison de systèmes locaux interconnectés de production et de consommation d'énergies renouvelables et d'un réseau de communication haut débit. La logique capitaliste elle-même parvient à des coûts marginaux presque nuls, une rupture qualitative se matérialise ainsi, provoquant l'effondrement des marges des grandes entreprises intégrées verticalement. Les jeunes générations s'identifient davantage au « collaboratisme » et rejettent les systèmes centralisés publics et privés. La valeur d'échange cède le pas à la valeur partageable, avoir accès devient plus important que posséder : l'économie du partage accompagne logiquement une nouvelle matrice énergie-communication. »

Et la morale de l'Histoire est que ces nouveaux paradigmes « haut débit » engagent le « déclin »... Avec cette nouvelle « *matrice énergie-communication* » activement promue par les jeunes générations « *collaboratistes* » on dirait bien que Rifkin a trouvé l'aboutissement des « *flux immatériels de travail cognitif* » opportunément réappropriés par Negri ...

Tout va bien, on respire mieux, merci Macron !

Ma propre conclusion, avec Marx plutôt que Negri, Mouffe, Rifkin, Lordon, Piketty ou Rabhi et Cie, est un peu moins réenchantée ...

Si on reprend le passage des Gundrisse dont est extraite la citation plusieurs fois rappelée dans ce texte, force est de constater qu'avec le capitalisme « du XXIème siècle », « *le sur-travail de la masse* » demeure « *la condition du développement de la richesse générale, de même que le non-travail de quelques-uns* » est encore « *la condition du développement des puissances universelles du cerveau humain* ».

Car, nous sommes toujours - et plus que jamais - dans le mode de « *production reposant sur la valeur d'échange* », en ceci que : « *le processus de production matériel immédiat* » conserve indubitablement « *la forme de la pénurie et de la contradiction* », et toujours sous la forme mystificatrice, pérennisée comme « *immatérielle, cognitive et connectée* »... de la marchandise capitaliste.

Le prétendu « néo » libéralisme n'est que l'approfondissent, toujours « en procès », des contradictions du bon vieux libéralisme « vintage » et du capitalisme industriel, et c'est pourquoi il est parfaitement vain de parler de communisme, a fortiori de marxisme, pour lui affubler un prédicat du genre : « du XXIème siècle ».

> Ce que tu décris dans la deuxième moitié du premier gros paragraphe de la p.37 est bel et bien la réalité dans la fonction publique et non pas une invention de Friot. CF les différences de salaire entre agrégés et titulaires du CAPES pour un même travail (et encore les premiers font moins d'heures). Ce n'est pas forcément un modèle mais ça existe. En revanche ce que Friot omet toujours de préciser c'est que cette qualification et le salaire qui lui est attaché ne sont valables que tant que l'individu se soumet aux exigences du poste qui lui est attribué. Il y a donc bien une exigence de production concrète.

Bien sur que ça existe ! Et ça n'est certes pas plus une invention de Friot que d'Harribey ou Lordon. Car, je ne fais que décrire le phénomène dont ils partent qui comme dit Marx est « une banalité » mais ça n'est pas pour le poser comme problématique.

Ce que je critique est la manière « subjective » dont Friot essaie d'en faire un « universel concret » sans nier le particulier (par ex. : le « statut » idéalement naturalisé du fonctionnaire) qu'il essaie de généraliser. Ce qui l'amène à déplacer la problématique – objective - de *la valeur* sur celle -subjective - *des valeurs* (morales, soutenables, responsables, etc.) qui sous-tendent sa quête d'une « évaluation » qui serait compatible avec son « sur-Moi » marxiste (cf. sa « valeur économique » qui débouche sur son *éthique soutenable* de la « responsabilité économique »). Le genre d'impasse « néo-kantienne » conduisant aux contradictions dans lesquelles Friot a fini par se perdre (« pour la science »), et qui se manifestent par exemple dans sa compulsion à essentialiser, en le naturalisant sur le mode « eschatologique », un statut « en droit » (fut-il « politique ») du travailleur.

Une dérive idéaliste (singulièrement « personnaliste »<sup>123</sup>) que Marx décrit implicitement, dans sa conclusion du même texte pré-cité :

« Le droit égal est donc toujours ici dans son principe... le droit bourgeois, bien que principe et pratique ne s'y prennent plus aux cheveux, tandis qu'aujourd'hui **l'échange d'équivalents n'existe pour les marchandises qu'en moyenne et non dans le cas individuel**. En dépit de ce progrès, le droit égal reste toujours grevé d'une limite bourgeoise. Le droit du producteur est proportionnel au travail qu'il a fourni; **l'égalité** consiste ici dans l'emploi **comme unité de mesure commune**.

Mais un individu l'emporte physiquement ou moralement sur un autre, il fournit donc dans le même temps plus de travail ou peut travailler plus de temps; et pour que le travail puisse servir de mesure, il faut déterminer sa durée ou son intensité, sinon il cesserait d'être unité<sup>124</sup>.

**Ce droit égal est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, parce que tout homme n'est qu'un travailleur comme un autre; mais il reconnaît tacitement l'inégalité des dons individuels et, par suite, de la capacité de rendement comme des privilèges naturels.**

C'est donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit.<sup>125</sup>

<sup>123</sup> C'est le droit du travail rapporté à la « personne » plutôt qu'à la fonction, et comme « statut » plutôt qu'« emploi ». L'Être prime le Faire (l'agir) et l'individu est requalifié comme personne.

<sup>124</sup> Noter ici la conception **strictement cartésienne** que réfère « l'unité » dans la logique et le principe de **mesure**, adoptés par Marx, pour distinguer et identifier la contradiction centrale invalidant la théorie de la valeur.

<sup>125</sup> Notons ici au passage la critique anticipée et « radicale » des prétentions « universalistes » de la retraite macron... comme de toute les conceptions « rawlsiennes » de Piketty, « théorie de la justice », énomistes atterrants, etc.



Le droit par sa nature ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité de mesure; mais les individus inégaux (et ce ne seraient pas des individus distincts, s'ils n'étaient pas inégaux) ne sont mesurables d'après une unité commune qu'autant qu'on les considère d'un même point de vue, qu'on ne les saisit que sous un aspect déterminé; par exemple, dans le cas présent, qu'on ne les considère que comme travailleurs et rien de plus, et que l'on fait abstraction de tout le reste.

D'autre part : un ouvrier est marié, l'autre non; l'un a plus d'enfants que l'autre, etc., etc. A égalité de travail et par conséquent, à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc.

**Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal, mais inégal. »**

Observons au passage la pertinence et l'actualité de cette remarque en regard de la problématique des « régimes spéciaux » de retraite... Marx poursuit en précisant que : « Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. **Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond. »**

Au *degré de civilisation* auquel nous sommes parvenus (le « déjà-là »), nous nous retrouvons plus dans le marigot libéral de la dictature du bobotariat qu'à pouvoir annoncer comme imminente celle du prolétariat<sup>126</sup>. C'est pourquoi nous devons être plus que jamais attentifs à la manière dont Marx conclue sur un mode « ultra-productiviste » aux antipodes de la « décroissance » et de la collapsologie :

« Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel; **quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance**, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux **« De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! »**

Une maxime du « droit communiste du travail » qui disqualifie totalement les « trouvailles responsables » de nos « écomunistes »<sup>127</sup>.

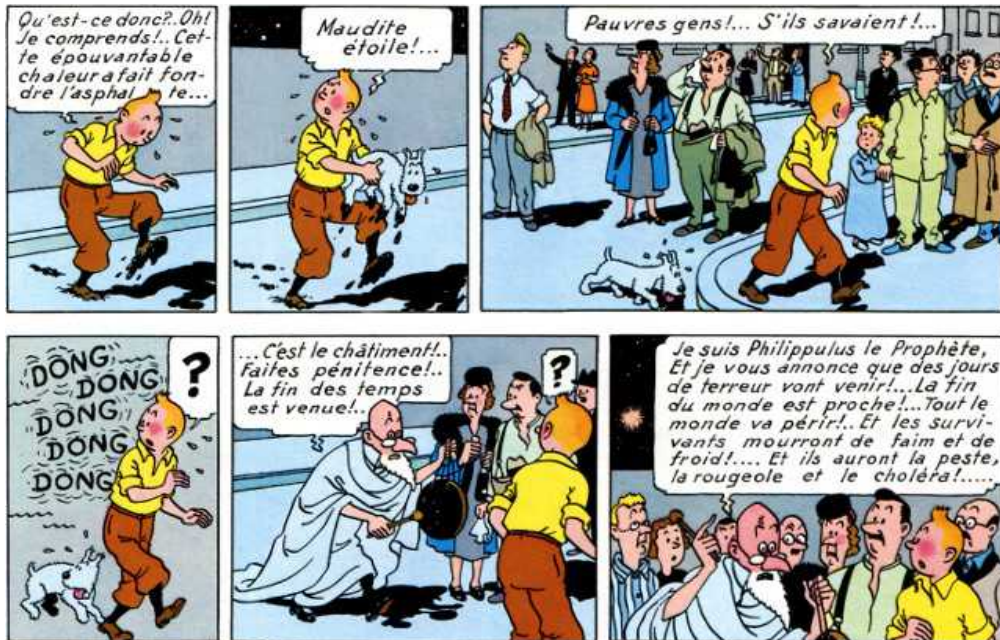
Il n'est pas question pour Marx de « *qualification* » mais de « *capacités* », et surtout il ne s'agit pas d'essentialiser des « personnes », en les valorisant pour ce qu'elles *doivent* ÊTRE, mais de reconnaître la valeur sociale de ce qu'elles FONT, en tant qu'*individus* socialisés, selon ce qu'elles *peuvent* effectivement, et non selon ce qu'elles « désirent » moralement. Ce qu'on peut attendre de cette *reconnaissance* sociale, inhérente à la socialisation « par le travail », ne tient pas chez Marx à un quelconque principe de « responsabilité » mais à celui de « *nécessité* ». Les *capacités* de chacun d'entre nous, nous renvoient à « l'Être social », au « *faire* » c'est à dire à « *l'agir* » des matérialistes (cf. les thèses sur Feuerbach), collectivement opposable à la « qualité » qui, comme vous savez (depuis que vous avez « découvert » Descartes), n'est pas la tasse de thé des rationalistes. La Philosophie de la connaissance (c.a.d. : de recherche de la vérité de l'Être et l'outil de sa compréhension et de sa transmission), dont Marx est assurément le dernier en date et le plus éminent représentant matérialiste et « politique ». Cette science à proprement parler humaine et sociale est tout le contraire du « développement personnel ».

<sup>126</sup> Sans parler, évidemment de « l'insurrection qui vient » !

<sup>127</sup> dont celles que nous a dernièrement servi Bernard Friot.

Les mystifications contingentes, les qualités de ce « sensible » et avec elles les « identités » et les « accidents » qui les « affectent » sont rejetés par Marx et sa généalogie, hors de l'Histoire. Elles sont dans le même rapport avec le réel concret et son histoire que la température « ressentie » (que nous annoncent aujourd'hui la météo) avec la température mesurée, en tant que « partagée » et universelle... Toute ces bimboleries « subjectivées » et consolantes que dispense l'idéologie dominante, ont « une histoire »... mais sont « hors sujet » de l'Histoire. L'Histoire comme fondement et « lieu naturel » de l'anthropologie comme connaissance réelle (donc rationnelle), a pour objet une culture partageable et un être social intelligibles *par tous*, donc transmissibles à tous : l'Universel concret. Une Histoire vécue par notre humanité comme cadre épistémologique et nécessité première du seul savoir de nous-mêmes qui *vaille*... d'être acquis, partagé et transmis.

C'est pourquoi Marx rejette les libéraux, anciens comme nouveaux, dans leurs ténèbres extérieures, déjà abondamment et de longue date peuplées de religieux, d'alchimistes, de collapsologues résilients et autres escrologues à la Philippulus, tous tirés du même tonneau, où toujours ont puisé les sophistes et démagogues de l'idéologie hégémonique : celle de *l'exploitation de l'homme par l'homme*.



Nous les abandonnons à leur éternelle « quête de(s) sens » et d'« essence » (verte et bio, naturellement), leur « éternel retour du même » petit-bourgeois... libéral-libertaire.

Depuis toujours, ce sont là mes objections aux thèses lénifiantes et à proprement parler réactionnaires qui ont été critiquées ici.

